



# RAPPORTS ET BILAN 2010

155<sup>e</sup> EXERCICE



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT  
LUXEMBOURG



Le renforcement de nos équipes dédiées au Private Banking et au Conseil d'Entreprise, notamment au niveau des Centres Financiers, ainsi que la formation de nos conseillers figuraient parmi les principaux objectifs stratégiques pour 2010. Raison pour laquelle nous avons choisi d'illustrer le rapport annuel de l'exercice écoulé avec des portraits de celles et de ceux qui incarnent le savoir-faire de la Banque dans ces domaines.

Un appel a donc été lancé auprès de nos conseillers Private Banking, conseillers en placements, conseillers PME et chargés de Relation Entreprises pour contribuer à l'illustration du présent document. Les portraits ainsi réalisés par notre photographe maison, Mme Flavie Hengen, peuvent être découverts sur les pages qui suivent.

Le lecteur reconnaîtra certainement le visage familier de l'un ou de l'autre agent l'ayant déjà servi par le passé. L'engagement et le dévouement de ces agents du "Front Desk" font de la BCEE ce qu'elle est et ce qu'elle restera : la banque de proximité par excellence au Luxembourg.

Le Comité de direction de la BCEE

# SOMMAIRE

A.	ORGANES DE LA BANQUE	5
B.	CHIFFRES CLES ET PRINCIPAUX DEVELOPPEMENTS	6
C.	DECLARATION SUR LA CONFORMITE DES ETATS FINANCIERS	8
D.	RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE	10

## 1

### CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL

A.	DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LUXEMBOURGEOISE	26
----	---	----

## 2

### EVOLUTION DES ACTIVITES DE LA BANQUE

A.	DEPOTS DES CLIENTS	38
B.	EPARGNE TRADITIONNELLE	40
C.	CREDITS NATIONAUX	40
D.	GESTION DE FORTUNE ET ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF	43
E.	MARCHE MONETAIRE ET MARCHE DES CHANGES	45
F.	MARCHES DES CAPITAUX, CREDITS INTERNATIONAUX ET ACTIFS TITRISES	50
G.	ELECTRONIC BANKING	55
H.	PARTICIPATIONS	56
I.	DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES ET ORGANISATION	59
J.	RESSOURCES HUMAINES	61
K.	CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY	63
L.	CORPORATE GOVERNANCE	66
M.	AGENCES ET BANQUE PRIVEE	67
N.	ACTIVITES CULTURELLES, SPONSORING ET MECENAT	69

## 3

### COMPTES ANNUELS ET COMPTES CONSOLIDES DE LA BANQUE

#### COMPTES ANNUELS

A.	RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES	78
B.	BILAN AU 31 DECEMBRE 2010	80
C.	COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2010	82
D.	ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2010	83
E.	TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2010	84
F.	TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2010	86
G.	NOTES AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2010	90

#### COMPTES CONSOLIDES

A.	BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2010	166
B.	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2010	168
C.	ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2010	169
D.	TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2010	169
E.	TABEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2010	170
F.	EXTRAITS DES NOTES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2010	173

## 4

### ORGANISATION DE LA BANQUE

A.	ORGANIGRAMME	186
B.	RESEAU DES AGENCES	187



*Le Conseil d'administration de la BCEE*



*Le Comité de direction de la BCEE*

## A. ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

La situation présentée ci-dessous correspond au 31/12/2010 :

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances
VICE-PRESIDENT	M. Patrick GILLEN	Directeur du Contrôle Financier, Ministère des Finances
ADMINISTRATEURS	M. Georges DENNEWALD	Représentant du Personnel
	M. Paul ENSCH	Directeur, Chambre des Métiers
	Mme Patrizia LUCHETTA	Attaché de Gouvernement, Ministère de l'Economie
	Mme Elisabeth MANNES-KIEFFER	Premier Conseiller de Gouvernement, Ministère de l'Economie
	M. Nico RAMPONI	Représentant du Personnel
	Mme Betty SANDT	Attaché de Gouvernement 1er en rang, Ministère des Finances
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller de Direction à la Chambre des Salariés e.r.

### COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Georges HEINRICH	Directeur du Trésor, Ministère des Finances
---------------------	---

### COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT	M. Jean-Claude FINCK	Directeur Général
MEMBRES	M. Michel BIREL	Directeur Général adjoint
	M. Gilbert ERNST	Directeur
	M. Guy ROSSELJONG	Directeur
	Mme Françoise THOMA	Directeur

## B. CHIFFRES CLES ET PRINCIPAUX DEVELOPPEMENTS

### 1. Chiffres clés

	2009 en milliers d'euros	2010	Variation en % 2010/2009
SOMME DU BILAN (1)	37.482.151	38.018.946	+1,0%
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.806.614	4.033.536	-16,1%
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle privée et Secteur public	21.561.697	22.983.967	+6,6%
Emissions de titres	7.714.426	7.262.253	-5,9%
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	7.646.663	6.072.632	-20,6%
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	13.618.971	14.072.353	+3,3%
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	11.283.043	10.661.089	-5,5%
FONDS PROPRES DE BASE (2) ("tier 1 capital")	1.397.416	1.395.802	-0,1%
PRODUIT BANCAIRE (3)	562.030	524.174	-6,7%
Frais généraux totaux (4)	259.577	258.554	-0,4%
BENEFICE NET	167.735	185.040	+10,3%
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES (2)	23,0%	21,6%	
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES (2) ("tier 1 capital")	14,4%	13,1%	
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en nombre de contrats)	1.784,0	1.794,0	+0,6%
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en unités de travail)	1.617,0	1.622,5	+0,3%

(1) Suite à une agrégation des impôts différés actifs et passifs en 2010, la somme bilantaire 2009 a été adaptée à des fins comparatives.

(2) Les fonds propres de base ("tier 1") ainsi que les ratios de solvabilité ont été établis suivant les circulaires CSSF 06/273, 10/450, 10/475 et 10/496.

(3) Résultats sur intérêts, dividendes et commissions, résultats sur instruments financiers, autres produits et charges d'exploitation.

(4) Frais généraux administratifs plus corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels.

## 2. Principaux développements en 2010 : progression dynamique du volume d'affaires

- Progression du bénéfice net (+10,3%).
- Evolution dynamique du volume d'affaires en matière de dépôts clientèle (+6,6%) et de prêts et avances à la clientèle (+3,3%).
- Maintien des ratios de solvabilité à des niveaux très élevés : ratio intégré d'adéquation des fonds propres de 21,6% et "ratio tier 1" de 13,1%.
- Confirmation en 2010 des excellentes notations Aaa et AA+ par les agences Moody's et Standard and Poor's.
- Obtention des prix "Bank of the Year 2010 - Luxembourg" et "Best Bank Award 2010 - Luxembourg" attribués par les magazines financiers internationaux "The Banker" et "Global Finance".
- Lancement d'un nouveau compartiment de la sicav LUX-EQUITY investissant dans des entreprises contribuant à la protection de l'environnement ainsi que d'un nouveau compartiment de la sicav LUX-PROTECT visant à réaliser des revenus stables à moyen et long terme.
- Grand succès commercial des produits structurés à capital garanti et en particulier des obligations à coupons progressifs.
- Présentation lors de la Semaine nationale du logement du package "**LOGI**CONFORT" et des différentes possibilités en matière de financement d'un logement.
- Promotion de la gamme des EcoPrêts à travers des conférences visant à sensibiliser la clientèle et le personnel à l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.
- Lancement au Luxembourg du programme de fidélité aérien "Miles & More" à travers la commercialisation des MasterCard Miles & More Luxair.
- Renouvellement de l'offre à succès "Jobstarters", gratuite la première année, visant à répondre aux attentes et besoins des personnes touchant un premier salaire. L'offre propose une panoplie d'avantages bancaires et extra-bancaires.
- Développement de la première application pour iPhone dans le domaine de l'Internet Banking transactionnel au Luxembourg.
- Promotion d'une politique de développement durable avec l'utilisation de papier FSC pour les extraits de compte BCEE et diffusion d'un guide "EcoGestes" visant à sensibiliser le personnel au respect de l'environnement.
- Développement d'une politique responsable de l'environnement avec notamment le triage des déchets et l'attribution du label de la "SuperDrecksKëscht" pour les agences.

## **C. DECLARATION SUR LA CONFORMITE DES ETATS FINANCIERS**

Luxembourg, le 16 mars 2011

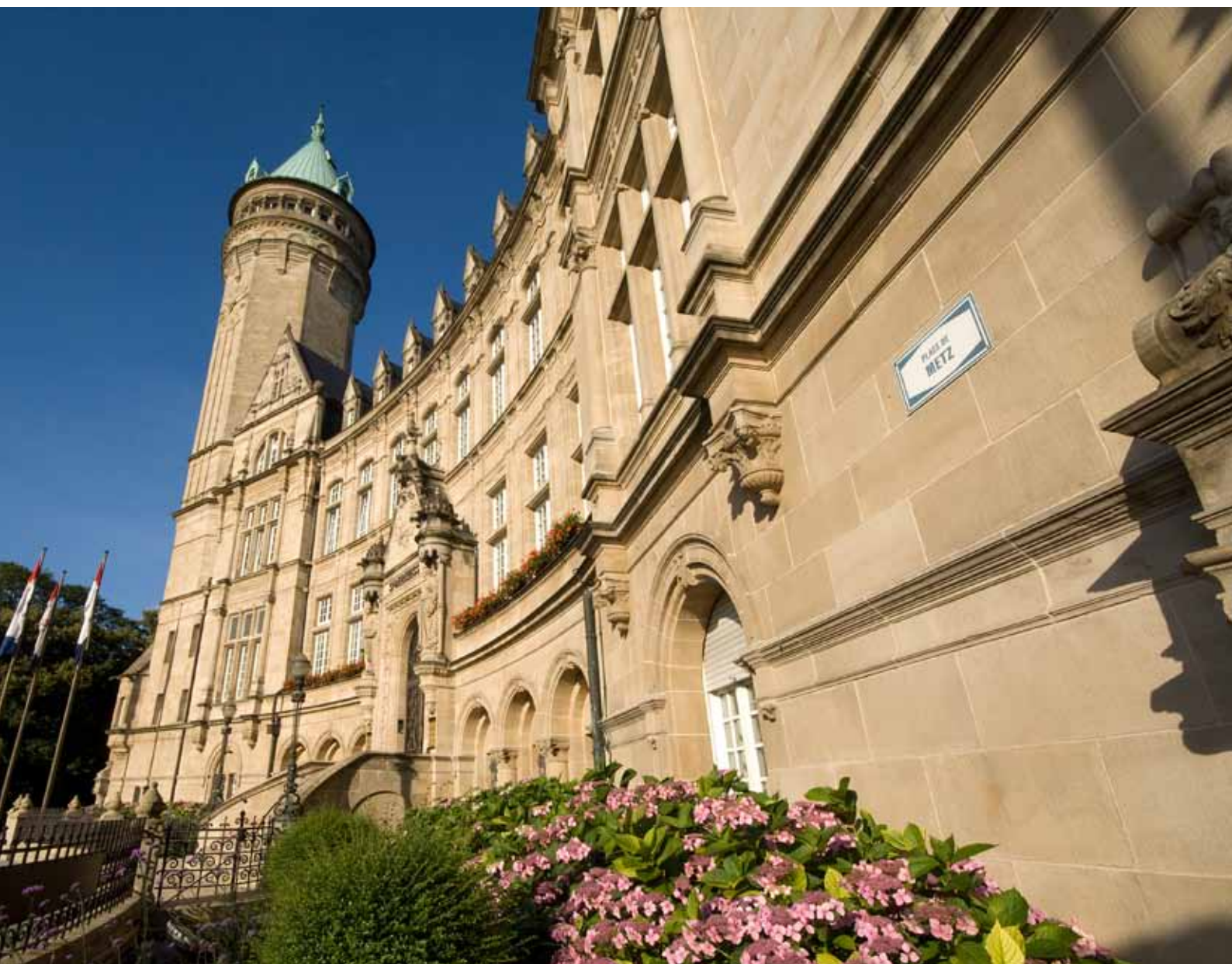
**Concerne : Déclaration sur la conformité des états financiers et du rapport de gestion conformément aux dispositions de l'article 3 de la "Loi Transparence"**

Par la présente, nous vous informons qu'à notre connaissance les comptes annuels au 31 décembre 2010 de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, établis conformément au corps de normes comptables applicable, donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des résultats, et que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution, les résultats et la situation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Pour le Comité de direction

Michel Birel  
Directeur Général adjoint

Jean-Claude Finck  
Directeur Général



## **D. RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE**

La reprise de l'activité économique mondiale s'est poursuivie en 2010, mais reste dans l'ensemble fragile. L'Europe sort plus lentement de la récession que les pays émergents et les Etats-Unis en raison de la vague des consolidations budgétaires qu'elle s'impose.

L'économie luxembourgeoise a connu une reprise modérée au courant de l'année 2010. Les mesures fiscales décidées par le Gouvernement devraient permettre d'assainir les finances publiques et ainsi favoriser une reprise économique durable dans le temps.

Le climat sur les marchés financiers reste volatil et les incertitudes demeurent quant à la santé économique des pays périphériques de la zone euro, eu égard notamment au risque de défaut souverain. Ces inquiétudes sont susceptibles de continuer à perturber l'environnement économique et financier.

Dans ce contexte, la BCEE affiche un résultat net en progression de 10,3% à 185,0 millions d'euros. Ce bénéfice a été généré grâce au dynamisme de l'ensemble des activités de la Banque et à la prudence en matière de politique d'investissement.

Le résultat sur marge d'intérêts a diminué de 10,3% en raison de conditions de transformation d'échéances moins favorables.

Le résultat sur commissions a augmenté de 2,2% en raison du bon développement des activités bancaires classiques avec la clientèle non bancaire dans le domaine des crédits et des paiements.

L'ensemble des coûts, qui englobe les frais généraux et les corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles, est en diminution de 0,4%.

Le plan d'investissement dans les grands projets stratégiques commerciaux, réglementaires et de gestion des risques a été maintenu à un niveau élevé tout au long de l'exercice 2010.

Sur le plan commercial, la BCEE a poursuivi son projet de grande envergure débuté en 2009 sur la refonte de ses applications informatiques en matière de gestion des opérations sur titres de la clientèle. Ce projet, qui se terminera dans le courant de l'année 2011, permettra à la Banque de proposer à ses clients une qualité de services correspondant aux standards les plus élevés du marché.

La Banque a opté pour un reporting de ses activités en trois segments : Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public ; Banque des Marchés et des Fonds d'Investissement ; et Autres. Ces trois segments sont présentés en détail sur les pages suivantes.

## **Dynamique soutenue des métiers commerciaux**

### **Particuliers et Professionnels**

Il s'agit de la clientèle traditionnelle de la BCEE dont le développement est particulièrement encourageant. Des investissements importants visant à améliorer continuellement la qualité de la relation avec cette clientèle ont été réalisés.

Tout d'abord, la Banque a finalisé la restructuration de son réseau des agences avec hiérarchisation des différents sites suivant son programme stratégique. La nouvelle organisation autour des Centres Financiers a fait ses preuves tout au long de l'année. Sur les 14 sites distincts, la BCEE offre la gamme complète de services bancaires classiques. Par ailleurs, ces sites disposent d'entités spécialisées dans le Private Banking et dans le conseil aux petites et moyennes entreprises. Cette structure décentralisée permet d'augmenter la disponibilité, de réduire les délais d'attente décisionnels et de limiter les déplacements de la clientèle.

L'offre personnalisée de services via le réseau des agences est complétée par l'offre de services bancaires électroniques à la pointe du progrès et constamment mise à jour. La BCEE compte désormais plus de 145.000 conventions S-net, ce qui confirme sa position incontestée de leader sur le marché des services bancaires électroniques au Luxembourg.

La Banque a connu une progression dynamique de ses encours de financements, en particulier dans le domaine du logement avec une progression des encours des prêts au logement de 10,7%. Elle a continué à promouvoir la gamme des "EcoPrêts" visant à sensibiliser la clientèle à l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

La collecte de l'épargne a fortement augmenté. En effet, les conditions difficiles sur les marchés financiers incitent les clients à rechercher la sécurité. Les encours sur comptes à terme ont en revanche continué à diminuer en raison du manque d'attractivité du produit suite à la diminution des taux sur les marchés monétaires.

La Banque a émis plusieurs produits structurés à capital garanti et a continué à élargir son offre de fonds d'investissement par le lancement d'un nouveau compartiment de la sicav LUX-EQUITY investissant dans les entreprises contribuant à la protection de l'environnement ainsi que d'un nouveau compartiment de la sicav LUX-PROTECT visant à réaliser des revenus stables à moyen et long terme.

Afin de souligner sa présence commerciale sur le marché et en vue de fidéliser sa clientèle, la Banque a lancé, ensemble avec ses partenaires Luxair, Miles & More et MasterCard, des cartes de crédit permettant de collecter des Miles lors de l'utilisation de la carte de crédit.

## Entreprises et Secteur Public

La BCEE a réalisé une croissance dynamique de ses activités dans le domaine très compétitif de la Banque des Entreprises et du Secteur Public. La qualité de son service et le dynamisme de ses équipes ont permis le maintien à haut niveau des encours.

La Banque dispose d'équipes de conseillers PME au sein de chaque Centre Financier et a proposé des conférences sur divers sujets d'actualité à l'attention de la clientèle professionnelle dans le cadre de ses actions de responsabilité sociale de l'entreprise.

## Progression des revenus de la "Banque des Marchés et des Fonds d'Investissement"

### Banque des Marchés

Le début de l'année 2009 avait été marqué par des conditions exceptionnellement favorables pour les activités sur produits de taux d'intérêt. L'année 2010 pâtit de cet effet de base, mais les revenus restent satisfaisants.

En revanche, le coût du risque a pu être sensiblement réduit par rapport à l'année dernière ce qui a permis d'afficher des résultats en progression.

### Administration et Gestion des Fonds d'Investissement

Les revenus du métier progressent par rapport à 2009 suite à l'augmentation de l'activité sur administration et gestion OPC in-house et la croissance des revenus sur transactions et conservation de titres.

La BCEE offre aux promoteurs externes, notamment aux véhicules les plus complexes tels que les fonds "Private Equity" et les "Hedge Funds", une large gamme de services.

### Politique de gestion des risques

L'amélioration des méthodes de gestion des risques de crédit reste au centre des préoccupations de la Banque. Suite à l'accord trouvé par le Comité de Bâle sur le renforcement des fonds propres des banques dans le cadre de la réforme bancaire de Bâle III, la BCEE a débuté les travaux préparatoires à sa mise en place en plusieurs étapes qui s'enchaîneront jusqu'en 2019.

En juillet, la BCEE a participé à l'exercice "EU-wide stress testing" visant à tester la résistance d'un échantillon de banques systémiques en Europe. Les résultats ont fait apparaître que la Banque jouit d'une bonne santé capitalistique et dispose de la robustesse nécessaire pour absorber les chocs des marchés en cas de crise économique.

L'année 2010 a également été marquée par les travaux découlant des exigences réglementaires formulées par les circulaires.

- CSSF 10/450 "Modification des circulaires CSSF 06/273 (en matière de notification des grands risques et en ce qui concerne le plancher des exigences de fonds propres prévu aux points 3, 4, 7 et 8 de la partie XX) et CSSF 08/381".
- CSSF 10/475 "Modifications de la circulaire CSSF 06/273 telle qu'amendée portant définition de ratios de fonds propres en application de l'article 56 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier".

De manière générale, la politique de gestion des risques inhérents aux différents métiers est axée sur les principes suivants :

- assurer la maîtrise des risques liés aux transactions et portefeuilles de la Banque ;
- faciliter la prise de décision lors de la conclusion de nouvelles opérations et permettre une rémunération adéquate en fonction des risques identifiés ;
- maintenir un équilibre adéquat des différents portefeuilles d'activités ;
- assurer la pérennité de la Banque.

Le présent chapitre est subdivisé en quatre grandes catégories de risque : risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.

### Risque de contrepartie

Dans le domaine des crédits à l'économie nationale, les décisions sont prises au sein de différents comités de crédit, hiérarchisés en fonction de l'encours global du client. Les prêts hypothécaires au logement représentent plus de la moitié du portefeuille. Le risque de crédit est alors couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixé des procédures adéquates pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des engagements par secteur et par contrepartie. Grâce à son système de notations internes, la Banque est en mesure d'effectuer un suivi continu du risque par portefeuilles agrégés.

La plupart des contreparties du portefeuille international sont des établissements bancaires et financiers. L'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios de profitabilité, de solvabilité et de liquidité pour apprécier la solidité financière de la contrepartie, tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management et le rating externe. En 2010, la Banque a poursuivi sa politique prudente d'investissement. Celle-ci s'est traduite notamment :

- par une forte proportion d'investissements en titres de type "Covered Bonds", qui présentent une sécurité d'investissement accrue par rapport à des obligations de type "senior" ;
- une concentration des investissements en éléments de dette bénéficiant de garanties par ailleurs, notamment de la part de l'Union européenne ou de certains de ses pays-membres ;
- par une prise en considération de la capacité de refinancement des titres acquis, soit au niveau de l'éligibilité auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL), soit sur le marché des opérations de mise et prise en pension.

En ce qui concerne les engagements internationaux sur des entités non financières, la priorité absolue est accordée aux contreparties classées au minimum "Investment Grade" dans des pays de l'OCDE. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA ("International Swaps and Derivatives Association Inc.") qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est dotée d'un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA ("Credit Support Annex") des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors-bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil. Fin 2010, environ 90% du volume des opérations sur produits dérivés a été réalisé dans le contexte d'un contrat ISDA-CSA.

### Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie et aux opérations de négociation ("trading").

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM ("Asset Liability Management"), qui, d'une part, assure l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés et, d'autre part, assure le refinancement des portefeuilles des crédits ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de Département.

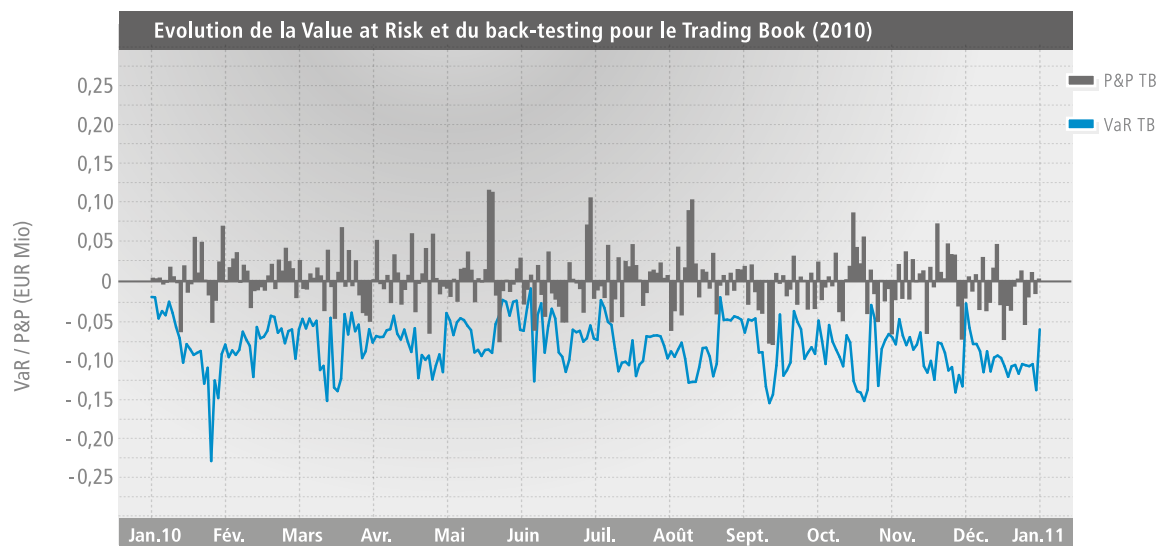
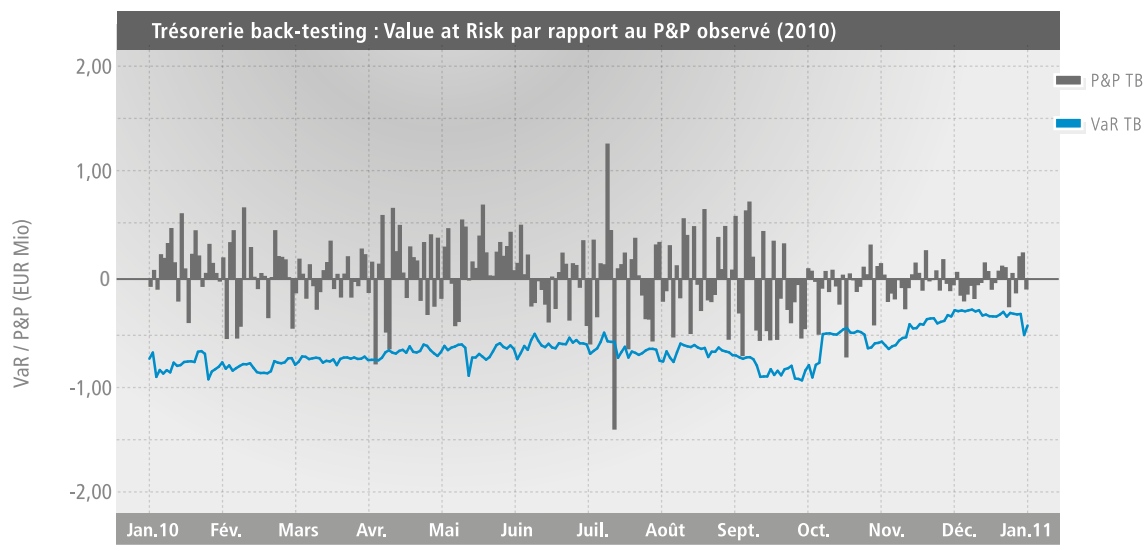
Toutes les autres composantes du risque de marché, comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du "trading" en instruments du bilan et du hors-bilan, sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système "front-office" et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Le Comité de direction est informé régulièrement par une unité indépendante de la salle des marchés du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus.

Les niveaux de risque sont principalement, mais non exclusivement, surveillés moyennant l'indicateur linéaire "Value at Risk" (VaR). La Banque calcule la VaR sur base de la méthodologie dite de simulation historique. Les activités de "trading" et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

Sur une base journalière, la VaR est évaluée pour l'ensemble des portefeuilles à risque de marché ("trading", trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période d'un jour avec un seuil de confiance de 99%. Les séries temporelles couvrent une année entière, ce qui correspond pour l'année 2010 à un total de 254 observations.

L'efficacité des calculs de VaR est contrôlée de manière ex-post dans le cadre d'un "back-testing" pour lequel les prédictions faites par la VaR sont comparées aux variations de valeur effectivement constatées. Le premier graphique montre l'évolution de la VaR et du "back-testing" pour la Trésorerie de la Banque durant l'année 2010. En moyenne, la VaR était de 0,65 million d'euros. Pour le seul portefeuille de "trading", la VaR était de 81.500 euros en moyenne au courant de 2010.

Le résultat négatif de la Trésorerie ne devrait pas dépasser le montant de la VaR en moyenne plus d'un jour sur cent. Pour l'année 2010, nous avons observé trois dépassements de la VaR pour la Trésorerie.



En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou "Net Present Value") des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore "Basis Point Value" (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et des ordres "stop-loss".

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. Ce suivi inclut à la fois un rapprochement très détaillé des flux entrants et sortants sur une échéance de six mois au niveau de la trésorerie ainsi qu'une vue à moyen et long terme des besoins structurels de financement. La Banque a réalisé en 2010 le stress-test exigé par la circulaire CSSF 09/403, qui a montré que la Banque serait capable, du fait des actifs liquides qu'elle détient, de faire face à une situation inattendue de retraits massifs sur une durée prolongée.

Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement "Euro Commercial Paper" (ECP), "US Commercial Paper" (USCP) et "Euro Medium Term Notes" (EMTN) qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de grande qualité (rating moyen de AA-) permet à la Banque un refinancement à la fois auprès de la Banque centrale européenne et dans le marché de la mise en pension de titres.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit "intraday" et "overnight" auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque vise à disposer en permanence d'un portefeuille d'un minimum de 4 milliards d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL. En 2010, le volume du portefeuille d'actifs éligibles au refinancement auprès de la BCL ou mobilisable dans le marché interbancaire a dépassé en permanence le volume de 10 milliards d'euros.

En 2009, la Banque est par ailleurs devenue membre indirect du système de règlement des transactions de change CLS<sup>1</sup>. L'année 2010 a été la première année où le règlement des opérations de change via CLS a été opérationnel à large échelle. Environ 80% des opérations de change sont aujourd'hui réglées via CLS. La participation à ce système

<sup>1</sup> Continuous-Linked Settlement

élimine pratiquement le risque de contrepartie ("settlement risk") lié aux opérations de change par le principe du "Payment-versus-Payment" et elle réduit le risque de liquidité de la Banque du fait de l'application d'un netting entre transactions, ce qui réduit considérablement les volumes transférés pour les transactions en question.

### Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadaptées ou défaillantes, d'erreurs humaines ou informatiques ou d'événements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

Dans le but de centraliser la gestion du risque opérationnel, la Banque exploite un outil permettant la gestion des incidents internes selon les méthodologies proposées par Bâle II. Ainsi, la Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents qui ont un impact sur le résultat de la Banque et qui sont relatifs à une défaillance humaine ou informatique. Les incidents font par ailleurs l'objet d'une analyse récurrente au niveau d'un certain nombre de comités de la Banque.

La Banque vise à diminuer le risque opérationnel par une amélioration constante des systèmes d'exploitation et des structures organisationnelles.

En ce qui concerne les activités de banque de détail, un suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à éviter d'éventuels incidents. Le service "Compliance" veille au respect de toute réglementation en vigueur par la mise en place de procédures, la formation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et le suivi des réclamations de la clientèle.

Le service "Organisation" est en charge de la coordination des grands projets informatiques de la Banque avec comme objectif d'assurer le "change management" et d'éviter les risques opérationnels inhérents à ces projets. Au-delà, sa mission consiste à veiller à la sécurité physique et informatique de la Banque, avec la coordination des plans "Disaster Recovery Plan" (DRP) et "Business Continuity Plan" (BCP) qui servent à assurer la continuité des services de la Banque en cas de sinistre majeur.

Dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information, une attention toute particulière est accordée en permanence à la protection des informations relatives aux clients. Les considérations de sécurité font partie intégrante de tous les projets informatiques et la Banque fait régulièrement appel à des audits de sécurité dédiés pour confirmer le niveau de sécurité atteint.

Finalement, la Banque dispose de polices d'assurance pour se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent les principaux domaines d'activité. Une partie de ces risques est prise en charge par la société de réassurance BCEE-Ré.

### Risque financier et comptabilité de couverture

Les comptes annuels sont préparés en conformité avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg pour les établissements de crédit. A l'exception des principes comptables relatifs à la comptabilisation de la provision "AGDL" (Association pour la Garantie des Dépôts à Luxembourg), de la provision forfaitaire et des postes spéciaux avec une quote-part de réserves, les comptes annuels sont basés sur les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne.

La Banque a recours aux instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix fixe (indices boursiers, prix d'actions). Les instruments dérivés couramment utilisés sont les "Interest rate swaps" (IRS) et les "Cross currency interest rate swaps" (CIRS) dans le cadre d'opérations de couverture standard "Plain Vanilla". Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente et contenant des dérivés incorporés ("Embedded derivatives") par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner certains instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par la norme IAS 39.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.

La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- Préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée.
- La couverture débute avec la désignation de l'instrument financier dérivé de couverture et se termine, soit à la décomptabilisation de l'instrument couvert, soit si l'efficacité de la couverture n'est plus donnée.
- Efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur respectivement de flux de trésorerie du sous-

jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéance, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par la Banque pour l'opération en question.

- Efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.

Les opérations de couverture effectuées par la Banque sont hautement efficaces.

#### Gestion et suivi des risques inhérents à l'établissement de l'information financière

La Banque s'est dotée des procédures et systèmes de contrôle nécessaires à l'établissement et au suivi de l'information financière. Afin d'assurer la qualité et l'exhaustivité de l'information financière, la Banque procède quotidiennement à un suivi des mouvements sur comptes internes, surveille les principales composantes de son compte de résultat, comme la marge d'intérêt, les commissions, les frais généraux et vérifie l'exhaustivité des informations reçues des différentes applications informatiques qui se trouvent en amont du système d'information comptable. Mensuellement, la Banque procède à des réconciliations des soldes sur comptes d'attente, sur comptes de proratisation des intérêts et autres.

De même, un bilan journalier est établi afin de permettre à diverses entités de la Banque, notamment la salle des marchés, de procéder à un suivi de l'impact de leurs opérations contractées.

Pour certaines tâches d'évaluation, telles que les cours des positions titres détenues en portefeuille propre ou la détermination des corrections de valeur sur actifs, une collaboration étroite entre les équipes comptables et les services de gestion des risques a été définie.

Au-delà des contrôles purement comptables, la Banque assure un suivi régulier de la rentabilité commerciale par client, par produit et par métier. Le Comité de direction prend connaissance des performances des différents métiers de la Banque via un "Management Information System". De même, il analyse et valide sur base mensuelle la situation financière ainsi que le suivi du budget des dépenses.

#### Progression dynamique du résultat dans un contexte de reprise économique hésitant

Les résultats financiers de la Banque au 31 décembre 2010 sont en progression par rapport à ceux affichés pour l'exercice 2009.

Le produit bancaire s'élève à 524,2 millions d'euros fin 2010.

La marge nette d'intérêt est en diminution de 10,3% en raison de la réduction de l'activité d'intermédiation suite à la crise financière et de conditions de transformation d'échéances moins favorables sur les opérations de marchés. Toutefois, le dynamisme des activités de crédits et de collecte de dépôts ainsi que les résultats satisfaisants des activités de marchés permettent de maintenir la marge à un niveau confortable.

Le résultat sur commissions est en hausse de 2,2%, hausse principalement liée au bon développement des activités bancaires "classiques" de la clientèle non bancaire dans le domaine des crédits et des paiements.

Les revenus de valeurs mobilières à revenu variable ont augmenté de 19,4% en raison de la hausse des revenus de parts dans des entreprises liées.

Le résultat sur instruments financiers passe de 16,3 millions d'euros fin 2009 à 5,2 millions d'euros au 31 décembre 2010. Par nature plus volatile, cette rubrique inclut le résultat de l'activité négoce de valeurs mobilières et d'instruments dérivés, le résultat de réalisations d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat sur opérations de couverture de juste valeur ainsi que le résultat sur opérations de change. Les résultats d'évaluation des valeurs mobilières à revenu fixe, qui font partie des actifs financiers disponibles à la vente, dont les prix ont souffert de la crise de confiance généralisée sur les marchés financiers, sont renseignés dans le poste "réserve de réévaluation" des capitaux propres. Il en est de même des résultats d'évaluation relatifs aux valeurs mobilières à revenu variable du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente. La réserve de réévaluation s'élève à 496,2 millions d'euros fin 2010 en régression de 54 millions d'euros, soit -9,9%.

Les autres produits et charges d'exploitation sont en hausse par rapport à l'année dernière en passant de 2,6 millions d'euros à 7,8 millions d'euros fin 2010.

Grâce à une politique rigoureuse de maîtrise des coûts, la Banque est parvenue à réduire légèrement ses frais généraux totaux de 0,4%, y inclus les corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles. D'importants projets de "reengineering" et d'automatisation des processus contribuent à améliorer constamment la productivité. Ces éléments ont permis de compenser l'effet de la croissance structurelle des frais de personnel tout en préservant la qualité du service rendu.

Suite à l'amélioration du contexte économique, la Banque a pu réaliser des reprises de corrections de valeur nettes pour risques de crédit individuels et collectifs de 8,5 millions d'euros en 2010.

Par contre, compte tenu de l'environnement incertain, la Banque a constitué une provision forfaitaire de 26,5 millions d'euros. La dotation AGDL pour l'exercice 2010 s'élève à 19,5 millions.

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque peut afficher, pour l'exercice 2010, un bénéfice net de 185,0 millions d'euros contre 167,7 millions d'euros un an plus tôt, en hausse de 17,3 millions d'euros ou de 10,3%.

Après distribution d'une partie du bénéfice net à l'Etat luxembourgeois, le résultat restant permet à la Banque de renforcer ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité avec un ratio intégré d'adéquation des fonds propres (sans exigence transitoire additionnelle) au 31 décembre 2010 de 21,6% et un "tier 1 ratio" de 13,1%. Les fonds propres de base se situent à 1.395,8 millions d'euros au 31 décembre 2010.

### Perspectives pour l'année 2011

Sur le plan international, la crise a fortement impacté les finances publiques et l'emploi en Europe. Les mesures de relance en 2010 ont visé le désendettement public plutôt que l'investissement et la consommation privée. Les indicateurs économiques annoncent la poursuite de la croissance de l'activité à un rythme modéré pour l'année 2011. Les politiques monétaires resteront accommodantes dans un environnement d'excès de capacités et devront prendre en compte les pressions inflationnistes liées à l'évolution du prix des matières premières et des produits alimentaires.

Au Luxembourg, la reprise s'amorce sans que les niveaux du PIB d'avant-crise ne soient atteints pour autant. Les mesures décidées par le Gouvernement fin 2010 devraient permettre d'assainir les finances publiques et ainsi favoriser la stabilité à long terme.

Avec un ratio "tier 1" de 13,1%, la Banque dispose de fonds propres largement suffisants pour répondre aux exigences prévues par la réforme bancaire Bâle III en matière de solvabilité. Par ailleurs, compte tenu de la base des dépôts très solide, le besoin de refinancement par appel au marché obligataire sera très limité en 2011. Ainsi, le programme EMTN servira essentiellement à émettre des produits d'épargne structurés répondant à la demande de la clientèle nationale dans un environnement de taux d'intérêts très bas.

Dans le contexte décrit ci-dessus, la Banque a confiance en sa capacité à pouvoir développer avec succès ses activités conformément aux missions lui confiées par la loi du 24 mars 1989 et en continuité avec les développements du passé.

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2010.

Luxembourg, le 16 mars 2011

Pour le Comité de direction

Michel Birel  
Directeur Général adjoint

Jean-Claude Finck  
Directeur Général





A. DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LUXEMBOURGEOISE

26



*Jean KOUTENKO, Centre Financier Niederviltz*



*Nadia PASQUA, Centre Financier Place de Metz*



*Thomas BIRCHEM, Centre Financier Bascharage*

## A. DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LUXEMBOURGEOISE

### 1. Reprise de l'activité économique

Au Luxembourg, la reprise s'est amorcée en 2010 sous l'impulsion de la demande intérieure privée. Les exportations de services financiers ont également contribué à la croissance économique (+3,3%) grâce au redressement des marchés de capitaux.

La demande intérieure privée est repartie à vive allure. La consommation et l'investissement privés ont l'un et l'autre crû à un rythme rapide, dans un contexte marqué par une amélioration de la confiance et de faibles taux d'intérêt. Les secteurs de la production industrielle, du bâtiment et du commerce de détail ont connu des hausses significatives de leur activité.

L'emploi s'est redressé, affichant un taux de croissance de 2%. La hausse concerne aussi bien l'emploi intérieur que l'emploi frontalier. Malgré la stabilisation du taux de chômage à un niveau de plus de 6%, le nombre de vacances d'emploi a plus que doublé en 2010. Le recours au chômage partiel s'est fait de plus en plus rare.

Les forces inflationnistes ont été attisées, en 2010, par le fort rebond des prix de l'énergie. Sur un an, l'indice des prix à la consommation a progressé de 2,3%.

### 2. Progression des activités industrielles

L'industrie manufacturière, qui compte pour près de 10% du PIB luxembourgeois, a connu une progression de ses activités en 2010, portée par la hausse des commandes dans la zone euro. Les sous-branches ayant notamment profité de la relance économique en Europe ont été celles de la fabrication de produits en caoutchouc, l'industrie sidérurgique, la fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques et électriques ainsi que la fabrication de machines et d'équipements. Par ailleurs, les industries alimentaires et la fabrication de boissons et de tabac ont continué à enregistrer une croissance de la production en 2010. A noter que les entreprises liées d'une part à la production et distribution d'électricité et de gaz et, d'autre part, aux industries du bois et du papier ont également profité dans une certaine mesure de la reprise des activités industrielles.

### 3. Reprise des activités dans la construction

Avec une part de quelque 5% du PIB, la construction constitue un des secteurs clés de l'économie luxembourgeoise. A cause d'un nombre croissant d'entreprises de construction d'origine étrangère travaillant au Luxembourg, les indicateurs d'activité du Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (STATEC) doivent être interprétés avec prudence.

La production de la construction dans son ensemble a affiché une progression confortable de l'ordre de 2,5% en 2010. Les investissements publics ont contribué à maintenir l'activité à un niveau soutenu.

Le nombre des autorisations de bâtir a connu une hausse aussi bien pour le secteur résidentiel que pour le secteur non résidentiel.

L'immobilier d'entreprise a repris des couleurs, surtout au deuxième semestre 2010. Les professionnels actifs sur le marché de l'immobilier de bureaux (sous-secteur du secteur bâtiment) confirment de leur côté un bilan assez positif sur base des chiffres qu'ils ont collectés. Ainsi, le volume des prises en occupation s'est stabilisé à quelque 100.000 m<sup>2</sup>, après une forte chute de l'ordre de 60% en 2009. Le niveau de livraison d'espaces nouveaux de bureau a connu un fort recul (70.000 m<sup>2</sup> contre 142.000 m<sup>2</sup> en 2009) bien que ce niveau soit assez faible par rapport à la moyenne sur 5 ans (124.000 m<sup>2</sup>), sa concentration dans le temps combinée à la libération d'immeubles de seconde main a conduit à un pic de disponibilité à 7,6%, en comparaison avec les 5,2% fin 2009. Au début de 2011, le taux de disponibilité a légèrement diminué pour atteindre 7,4% pour l'ensemble du marché luxembourgeois avec cependant des variations selon les districts. Les taux de disponibilité au Centre-Ville, au Kirchberg, ainsi que dans le quartier de la Gare restent nettement en dessous de la barre des 5%, affichant respectivement 3,4%, 3,7% et 1,8%. A noter que dans le marché locatif de bureaux, le Luxembourg a gagné sa place sur l'échiquier européen avec un stock de 3,2 millions de m<sup>2</sup>.

Pour ce qui est du volume des investissements, il a atteint 300 millions d'euros contre 460 millions d'euros en 2009 ce qui est peu comparé au niveau record de 2,6 milliards d'euros atteint en 2007.

La construction résidentielle, qui constitue un sous-secteur de la branche bâtiment, a profité de la progression des autorisations de bâtir. Les prix relevés sur les logements mis en vente (appartements et maisons) ont repris leur mouvement haussier surtout à partir de la deuxième moitié de l'année.

La demande de crédits au logement a régressé légèrement en 2010, malgré le niveau très bas des taux hypothécaires tout au long de l'année. Avec 3,9 milliards d'euros, le montant total des crédits consentis pour des logements situés au Luxembourg reste 7% en dessous du niveau record de 4,2 milliards d'euros atteint en 2009.

#### **4. Rebond du chiffre d'affaires dans le commerce et les transports**

A l'instar de bon nombre d'autres pays européens, le chiffre d'affaires des entreprises du commerce a rebondi en 2010. La continuation de la progression de la vente par correspondance, liée au développement des entreprises actives dans le domaine du commerce électronique a contribué à ce bon résultat.

Pour ce qui est des dépenses des ménages, l'amélioration de l'environnement économique a constitué un élément stimulant. Le commerce de détail, hors ventes par correspondance, a profité de cette évolution avec un chiffre d'affaires en volume en progression.

Après un ralentissement lié à la crise en 2009, le marché de la vente d'automobiles a connu un net regain de forme en 2010. Le volume de voitures neuves immatriculées a augmenté de 5,2% à près de 49.726 unités, ce qui est beaucoup comparé à une population résidente d'environ 500.000.

Le trafic aérien de passagers enregistrés à l'aéroport Luxembourg-Findel (1,7 million de passagers en 2010) a augmenté de quelque 5% et le volume de fret aérien a fortement augmenté par rapport à l'année 2009 (800.000t).

### 5. Investissements

En tant que petite économie très ouverte, le Luxembourg est largement dépendant des capitaux étrangers. Ces derniers ont joué un rôle important dès la fin du 19e siècle dans le contexte de l'expansion de la sidérurgie. Au même titre, la diversification du tissu économique a été largement alimentée, au cours des vingt dernières années, à partir d'investissements en provenance de l'étranger.

Plus récemment, l'essor de la place financière internationale a été le fait d'apports de capitaux étrangers. Toute proportion gardée, le Luxembourg est le pays industrialisé qui attire, par tête d'habitant, de loin le volume le plus important de capitaux étrangers. Même en faisant abstraction du secteur bancaire, dont la dotation en capitaux propres est, en moyenne, sensiblement supérieure à celle des autres secteurs, le Luxembourg attire 2 à 3 fois plus de capitaux étrangers par tête d'habitant que des pays très ouverts comme les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Danemark ou la Suède.

L'investissement des entreprises s'est stabilisé en 2010, sous l'effet de la dissipation de la crise financière, du rebond du commerce mondial et de l'augmentation du taux d'utilisation des capacités.

### 6. Emploi et chômage

Le marché du travail a continué à se détériorer en 2010, avec un taux de chômage de 6,0% en moyenne, après 5,7% en 2009 et 4,4% de 2006 à 2008. En décembre 2010, 15.704 demandeurs d'emploi non-satisfaits étaient inscrits à l'Administration de l'Emploi, soit 888 personnes de plus qu'un an plus tôt (+6%). Tout au long de l'année et plus particulièrement au troisième trimestre (+2,5%), l'emploi intérieur a progressé.

L'emploi intérieur total s'est établi à environ 363.000 unités en moyenne annuelle. Les frontaliers étrangers ont continué à jouer un rôle important sur le marché de l'emploi luxembourgeois. Fin 2010, près de 40% des emplois sur le territoire du Grand-Duché étaient occupés par des frontaliers.

En ce qui concerne l'évolution de l'emploi selon l'activité, le secteur financier (établissements surveillés par la Commission de surveillance du secteur financier) a connu une baisse de l'ordre de 1%.



Lynn EVEN, Centre Financier Place de Metz

## 7. Salaires et traitements

La rémunération brute moyenne des salariés de l'ensemble de l'économie a connu une augmentation du même ordre de grandeur que celle connue en 2009. Ainsi, la progression a atteint environ 2% sur un an.

L'indexation automatique a ajouté 2,5% aux salaires du mois de juillet de l'année sous revue.

Le salaire social minimum a été revalorisé de 1,9% au 1er janvier 2011, en vertu du retard accumulé sur l'évolution générale des salaires entre 2008 et 2009.

Concernant les rentes et pensions, une revalorisation de 0,95% a eu lieu le 1er janvier 2011 pour combler une partie du retard accumulé sur l'évolution générale des salaires pendant les années 2008 et 2009. Une augmentation supplémentaire de 0,95% aura lieu le 1er janvier 2012.

## 8. Finances publiques

Selon les données provisoires, l'Etat luxembourgeois a encaissé 10,3 milliards d'euros de recettes fiscales en 2010, soit 4,8% de plus qu'en 2009. Cette hausse des recettes est directement liée à la reprise économique et laisse entrevoir un déficit public inférieur au chiffre de 2% du PIB inscrit au projet de budget.

## 9. Réglementation du secteur financier

Pour la place financière, l'année 2010 a été riche en textes législatifs et réglementaires qui sont entrés en vigueur, aussi bien au niveau national qu'eupéen :

- **Par la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure applicable en matière d'échange de renseignements sur demande**, le Luxembourg s'est rallié au standard défini par le modèle de convention fiscale de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

Les pays signataires des conventions fiscales et avenants approuvés par cette loi admettent l'échange d'informations sur demande dans des cas spécifiques entre les administrations fiscales respectives selon le standard OCDE et, en particulier, selon l'article 26, paragraphe 5 du modèle de convention de l'OCDE en matière de double imposition.

La procédure prévoit dorénavant que l'administration fiscale luxembourgeoise compétente doit examiner toute demande d'échange de renseignements pour autant que celle-ci émane d'une autorité compétente de l'Etat requérant et qu'elle réponde aux conditions légales d'octroi en matière d'échange de renseignements.

Après analyse, l'administration fiscale luxembourgeoise notifie, le cas échéant, par lettre recommandée sa décision portant injonction de fournir les renseignements demandés au détenteur des renseignements, qui peut être un établissement de crédit. Une amende administrative fiscale peut être infligée à ce détenteur de renseignements, s'il ne réserve pas de suite à l'injonction endéans un délai d'un mois.

Cette loi détermine donc non seulement la nouvelle procédure en matière d'échange de renseignements, mais introduit également une nouvelle exception légale au secret professionnel, en obligeant le détenteur des renseignements à divulguer des informations sur les clients concernés.

- La loi du 3 mars 2010 introduisant la **responsabilité pénale des personnes morales** dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle prévoit 3 conditions pour permettre sa mise en œuvre :
  - le crime ou délit doit avoir été commis par un ou plusieurs des organes légaux de la personne morale concernée pour pouvoir lui être imputable ;
  - un des organes légaux, respectivement un ou plusieurs membres des organes légaux, de la personne morale en question doivent avoir commis un crime ou un délit, qui sera alors imputé à la personne morale ;
  - l'infraction doit avoir été commise au nom et dans l'intérêt de la personne morale.
- La loi du 26 juillet 2010 a pour objet de mettre la loi du 9 mai 2006 relative aux **abus de marché** en conformité avec certaines dispositions de la directive 2003/6/CE sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché. Ainsi, les pouvoirs d'inspection et de sanction de la CSSF sont renforcés. La CSSF est dès lors habilitée à procéder à des inspections sur place également auprès de personnes non soumises à sa surveillance et à prononcer des sanctions administratives à l'égard de toute personne visée par la directive "abus de marché".
- La loi du 27 octobre 2010 est venue approuver la Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne ainsi que le Protocole du 16 octobre 2001 à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne.

Dans la suite de ces approbations, la loi modifie certaines dispositions du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 août 2000 sur **l'entraide judiciaire internationale en matière pénale**.

Les deux textes visent à renforcer la coopération judiciaire et à tenir compte de l'évolution des technologies dans la recherche de preuves. Ainsi, la Convention de 2000 contient des dispositions relatives à certaines formes particulières d'entraide (interception de télécommunication, audition de témoins par vidéo-conférence, etc.).

Quant au Protocole de 2001, il poursuit l'objectif de renforcer le dispositif d'entraide judiciaire afin de lutter entre autres contre le blanchiment d'argent et la criminalité financière. Ainsi, le Protocole contient des dispositions dont l'objet est d'améliorer l'entraide en ce qui concerne les informations détenues par les établissements bancaires.

Par ailleurs, sur base des exigences de ce Protocole, des dispositions nouvelles ont été introduites dans le Code d'instruction criminelle, afin de permettre aux autorités luxembourgeoises de disposer, sur le territoire national, de moyens similaires à ceux dont disposent les juges étrangers dans le cadre de l'entraide judiciaire internationale. Les nouveaux articles confèrent des pouvoirs spécifiques aux juges d'instruction afin d'obtenir des informations sur des comptes bancaires, des opérations, ainsi que le suivi des transactions, sous réserve que plusieurs conditions de fond sont remplies.

- Suite à certains commentaires formulés par le GAFI, le dispositif luxembourgeois en matière de **lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme** a été notamment adapté par :

- le **règlement grand-ducal du 1er février 2010** portant précision de certaines dispositions de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Ainsi, le champ d'application des personnes politiquement exposées soumises à une vigilance renforcée a été élargi.

L'obligation de disposer d'une organisation interne adéquate comprend désormais "la mise en place de procédures appropriées lors de l'embauche des employés, de façon à s'assurer qu'elle s'effectue selon des critères exigeants".

La protection des déclarants de soupçons de bonne foi s'applique, même si ces déclarants ignoraient les détails de l'activité illégale en question et même si l'activité ayant fait l'objet du soupçon ne s'est pas réellement produite.

- la **circulaire CSSF 10/476 du 29 juillet 2010** portant abrogation ou modification de certaines dispositions de la circulaire CSSF 08/387 et la circulaire CSSF 10/484 du 26 août 2010 relative à la modification de certaines dispositions de la circulaire CSSF 01/27.
- la **loi du 27 octobre 2010** portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Cette loi apporte des modifications de nature pénale et des précisions sur les obligations professionnelles, tout en renforçant les pouvoirs tant du procureur d'Etat que de la CSSF.

Par ailleurs, le champ d'application de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme a été élargi, de manière à s'appliquer également aux :

- gestionnaires et conseillers des organismes de placement collectif, des sociétés d'investissement à capital à risque et des fonds de pension,
- organismes de titrisation lorsqu'ils exercent des activités de prestataire de service aux sociétés et aux fiducies,
- entreprises d'assurance, de réassurance et leurs intermédiaires lorsqu'ils réalisent des opérations de crédit ou de caution.

Est également adoptée en cette date, la **loi relative à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et des mesures restrictives en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme.**

**Le règlement grand-ducal du 29 octobre 2010** portant exécution de la loi du 27 octobre 2010 introduit ainsi un cadre légal pour l'adoption de mesures restrictives à l'égard de personnes qui ne sont pas inscrites sur une liste au niveau européen.

- La loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (OPC) transpose en droit national la directive 2009/65/CE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). Cette loi abroge la loi du 20 décembre 2002 concernant les OPC avec effet au 1er juillet 2012, à l'exception de certaines de ses dispositions fiscales, qui sont abrogées avec effet au 1er janvier 2011.

Les principales nouveautés de cette loi peuvent sommairement être présentées comme suit :

- le passeport européen pour les sociétés de gestion permet la gestion directe d'OPCVM de droit luxembourgeois par une société établie et supervisée dans un autre Etat membre de l'Union européenne et vice versa,
- la procédure de notification nécessaire pour commercialiser les parts d'un OPCVM établi dans un Etat membre dans un autre Etat membre est simplifiée et accélérée,
- cette loi introduit une procédure visant à faciliter les fusions d'OPCVM, que ce soit sur un plan national ou communautaire,

- un OPCVM (nourricier) peut investir 85% ou plus de ses actifs dans un autre OPCVM (maître), créant ainsi une structure maître-nourricier ("master-feeder"),
- le prospectus simplifié sera remplacé par un document reprenant les informations essentielles sur l'OPCVM en termes d'objectifs d'investissement, de profil de risques, de performances et de coûts ("informations clés pour l'investisseur").

Finalement, une attention particulière doit encore être attribuée au projet de loi N° 6164 déposé en date du 30 juillet 2010, qui prévoit la transposition en droit national de la directive 2009/110/CE concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice et de la directive 2009/44/CE ainsi que la modification de plusieurs lois intéressant le secteur financier luxembourgeois, à savoir, entre autres, la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiements et la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.



Frédéric BREVER, Centre Financier Auchan



Nadine PETERS, Centre Financier Bascharage

A.	DEPOTS DES CLIENTS	38
B.	EPARGNE TRADITIONNELLE	40
C.	CREDITS NATIONAUX	40
D.	GESTION DE FORTUNE ET ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF	43
E.	MARCHE MONETAIRE ET MARCHE DES CHANGES	45
F.	MARCHE DES CAPITAUX, CREDITS INTERNATIONAUX ET ACTIFS TITRISES	50
G.	ELECTRONIC BANKING	55
H.	PARTICIPATIONS	56
I.	DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES ET ORGANISATION	59
J.	RESSOURCES HUMAINES	61
K.	CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY	63
L.	CORPORATE GOVERNANCE	66
M.	AGENCES ET BANQUE PRIVEE	67
N.	ACTIVITES CULTURELLES, SPONSORING ET MECENAT	69



*Christian REYGAERTS, Centre Financier  
Weiswampach/Wemperhardt*



*Alexandra TURNER, Service Crédits*



*Denis WELU, Centre Financier Dudelange,  
Agence Rumelange*

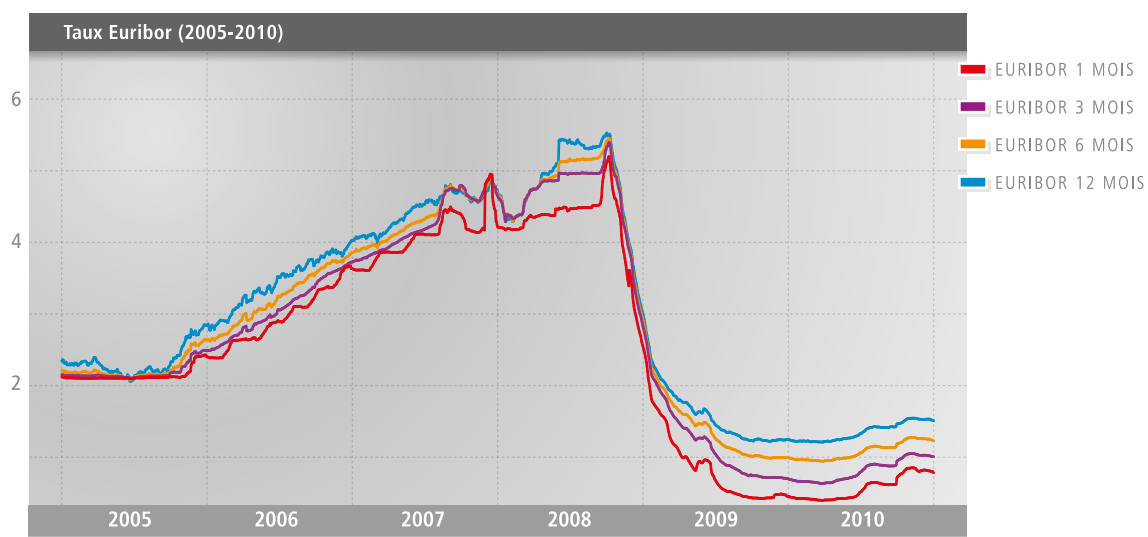
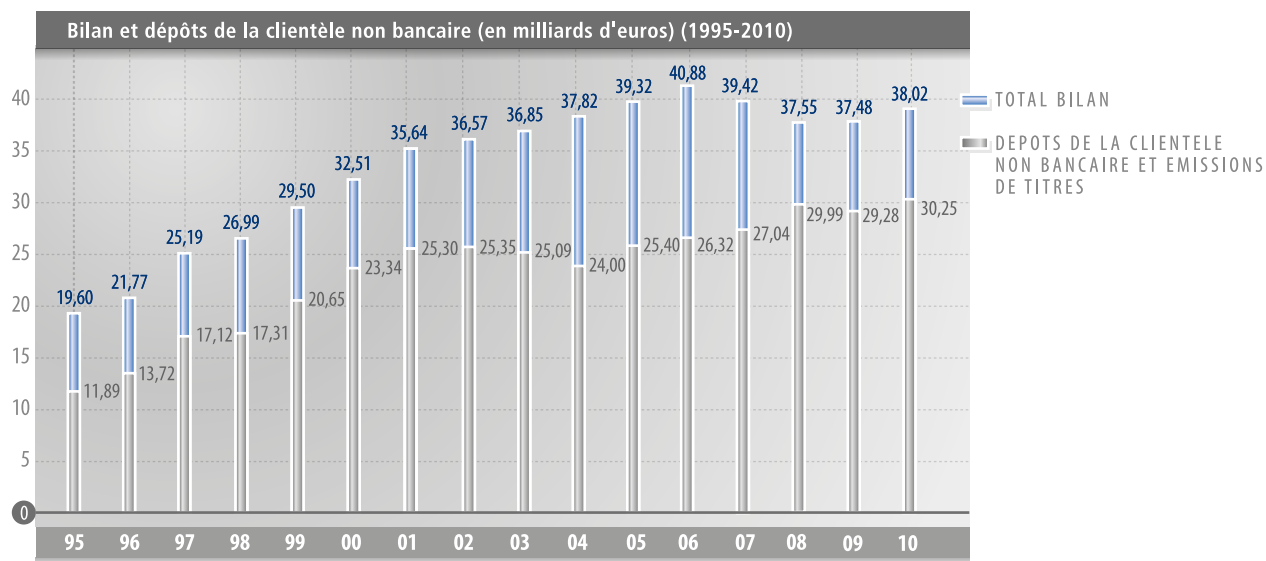
## A. DEPOTS DES CLIENTS

L'évolution des placements traditionnels par la clientèle (dépôts à vue et à terme, dépôts d'épargne ainsi que des dettes représentées par un titre) considérée conjointement avec l'évolution des dépôts titres et des placements en sicav, a été satisfaisante, en 2010.

Les dépôts de la clientèle non-bancaire sont en progression de 6,6% par rapport à 2009 et s'élèvent à 23 milliards d'euros.

La baisse très limitée du volume de la rubrique "Émissions de titres" témoigne de l'intérêt constant de la clientèle institutionnelle pour nos programmes de refinancement. Les émissions de titres passent de 7,7 milliards d'euros à 7,3 milliards d'euros compte tenu de la crise de confiance profonde de la finance mondiale.

Les programmes de papier commercial européen (ECP), dont la taille est de 5 milliards de dollars US, de papier commercial US (USCP), dont le montant s'élève à 3 milliards de dollars US, et de "euro medium term notes" (EMTN), dont la taille est de 8 milliards de dollars US, ont bien été utilisés.



## B. EPARGNE TRADITIONNELLE

Au courant de l'année 2010, la BCEE a procédé à trois adaptations de la grille de rémunération sur produits d'épargne : au 1er février 2010, au 1er août 2010 et au 1er octobre 2010.

Nos produits d'épargne traditionnels tels que les livrets d'épargne et comptes d'épargne ont continué à connaître un succès exceptionnel auprès des déposants.

Ainsi, la somme des dépôts sur livrets d'épargne et comptes d'épargne, toutes devises confondues, est passée de 8,3 milliards d'euros au 31 décembre 2009 à 10,11 milliards d'euros au 31 décembre 2010.

En dépit de la conjoncture peu favorable, la BCEE a réussi à renforcer sa position de leader sur le marché domestique.

## C. CREDITS NATIONAUX

### 1. Vue d'ensemble

En 2010, l'économie luxembourgeoise a pu renouer avec la croissance. Le PIB est en effet en hausse de plus de 3%. La reprise constatée reste toutefois modeste, comparée aux niveaux de croissance d'avant-crise.

L'évolution plutôt positive de la conjoncture nationale n'a cependant pas impacté dans la même mesure le marché du travail. La création d'emploi est restée insuffisante et la croissance du taux de chômage global n'a pas pu être freinée.

L'année fut également caractérisée par une montée des prix des matières premières. Ce mouvement a un impact sur l'inflation alors que les capacités de production restent toujours sous-utilisées. D'autre part, les mesures prises par l'Etat pour faire face à la crise économique et au déficit des finances publiques ont eu pour effet une stabilisation du pouvoir d'achat des ménages. Ce dernier pourrait même connaître une légère baisse en 2011.

### 2. Financement aux particuliers

L'immobilier résidentiel fut marqué par l'établissement obligatoire du certificat énergétique pour toutes les transactions immobilières résidentielles ainsi que par les discussions en fin d'année en matière de frais d'enregistrement.

Globalement, l'année fut très dynamique pour la Banque. Le nombre de nouveaux dossiers accordés a permis de réaliser une croissance des encours supérieure à 10%. Cette évolution témoigne, une nouvelle fois, de l'engagement de la Banque de soutenir l'accès à la propriété immobilière. Soucieuse de guider et de conseiller au mieux ses clients et investisseurs résidentiels, la Banque déploie continuellement des

efforts d'amélioration de la qualité de ses services et ceci à travers les différentes étapes de l'acquisition d'un bien. Des conseils pertinents et circonstanciés permettent de cerner, ensemble avec le client, le projet envisagé dans le but de définir une solution de financement adaptée à la situation du ménage investisseur. L'acquisition immobilière est un investissement à long terme qui se doit de respecter l'équilibre financier à court et à long terme du ménage, philosophie constituant la ligne conductrice d'octroi de financements de la Banque.

Face à un environnement de taux d'intérêt historiquement bas, la Banque a continué à sensibiliser sa clientèle en matière de choix de taux d'intérêt applicables au prêt au logement. Par ailleurs, la Banque a poursuivi son soutien en matière d'investissement, visant une optimisation de la consommation énergétique par l'intermédiaire de son offre de financement EcoPrêt Logement. Cette offre a gagné considérablement en importance. Une campagne de sensibilisation en la matière a été menée par le biais de l'organisation de différentes conférences.

La même dynamique s'est poursuivie au niveau des crédits à la consommation. Un festival de l'automobile porteur et des conditions de financement attractives ont permis une belle évolution des encours. A l'instar du prêt au logement, notre philosophie est d'accompagner nos clients dans leur projet tout en préservant l'équilibre budgétaire du ménage.

### 3. Financements aux professionnels

Dans son analyse conjoncturelle (note de conjoncture no 2-2010), le Statec a constaté un effondrement des dépenses d'investissement (formation brute de capitaux fixes) en 2008 et 2009 avec un impact direct sur le PIB. Le ralentissement qui s'en dégage a eu pour effet une politique d'investissement prudente de la part des entrepreneurs en 2009, tendance qui s'est maintenue au courant de l'année 2010.

Bien que la productivité se soit redressée, les taux d'occupation des outils de production ne parviennent pas encore à atteindre les niveaux d'avant-crise. S'y ajoute que la croissance économique reste modérée et que les prix des matières premières sont à la hausse.

La production industrielle a connu une relance pendant 5 trimestres consécutifs avec une croissance plus modérée vers la fin de l'année 2010. Le secteur de la construction quant à lui a connu une évolution plutôt encourageante. Après un tassement des activités jusqu'à mi-2009, le secteur est de nouveau reparti à la hausse. Les enquêtes conjoncturelles menées reflètent un certain optimisme basé sur le carnet des commandes et la durée d'activité assurée ainsi que l'évolution des autorisations à bâtir émises. Cette dynamique s'articule essentiellement autour de la construction résidentielle avec des prix à la hausse par opposition à l'immobilier administratif qui reste touché par la crise.

Dans cet environnement de reprise fragile, la Banque a continué à accompagner et à soutenir ses clients professionnels et par conséquent à contribuer pleinement au développement des structures économiques luxembourgeoises. Les encours de financement alloués ont continué à progresser et ceci particulièrement au niveau du segment des petites et moyennes entreprises.

Comprendre les métiers de nos clients et cerner leurs besoins, assurer une forte disponibilité et un conseil de haut niveau, sont les paramètres de base du métier face à la clientèle professionnelle. Ainsi, la Banque continue à investir tant dans la compétence de ses conseillers entreprises que dans les infrastructures d'accueil. Au courant de l'année, la Banque a finalisé la mise en place de 14 Centres Financiers à travers le pays, dont chacun dispose d'une structure d'accueil dédiée à la clientèle professionnelle et qui complète ainsi les services et conseils prestés par les services centraux.

Forte de ses racines luxembourgeoises, de sa solidité financière, de la compétence de ses conseillers commerciaux et de la continuité de son approche commerciale face à la clientèle des professionnels, la Banque reste fidèle à son approche et à son dévouement pour soutenir les entreprises, les entrepreneurs et l'économie luxembourgeoise.

Ainsi, la BCEE reste le partenaire bancaire de référence tant dans le secteur privé que dans le secteur public.

#### **4. ETIKA**

Etika continue sur sa belle lancée sous l'impact d'une visibilité accrue et d'investisseurs à la recherche d'une approche financière socialement et écologiquement responsable. L'évolution de l'épargne, tant au niveau de l'encours qu'au niveau du nombre des investisseurs, connaît une forte croissance. Le volume des crédits alloués sous le mécanisme Etika suit la même tendance avec une croissance de 24,6% des crédits utilisés.

## D. GESTION DE FORTUNE ET ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

Compte tenu d'une évolution positive des marchés boursiers, l'année 2010 a permis à l'activité de gestion de fortune de gagner en ampleur en termes de nombre de clients. Elle a par ailleurs permis d'afficher une croissance du volume des avoirs gérés.

Les différentes stratégies d'investissement de la gestion discrétionnaire ont affiché des performances très positives. Les grilles exposées majoritairement aux marchés des actions ont bénéficié d'un environnement de taux qui reste expansif et fondé sur des politiques monétaires accommodantes en raison de la crise financière. Cette dernière continue à secouer les marchés. Les récentes crises grecque et irlandaise ont exposé une vulnérabilité inquiétante des finances publiques.

Quant aux investissements obligataires, le marché a connu une année bouleversante en 2010. Ayant bénéficié d'un recul des rendements au début d'année, le marché obligataire a été exposé au deuxième semestre aux inquiétudes sur la croissance des Etats-Unis et à la crise de l'endettement dans la zone euro. Le maintien de la duration à des faibles niveaux au sein des portefeuilles en gestion de fortune d'un côté et la diversification dans des obligations liées aux marchés émergents de l'autre, a permis de générer des rendements positifs.

Les politiques d'investissement en gestion de fortune ont été marquées à la fois par une diversification prononcée axée sur des investissements en fonds et par une gestion active en fonction des évolutions des différents marchés financiers.

Pour l'exercice 2010, les performances en gestion de fortune se situent, en fonction de la progressivité de l'allocation des actions au sein des différentes stratégies, entre 4,42% (stratégie sécurité) et 14,05% (stratégie offensive).

En ce qui concerne les activités Private Banking en relation avec les sociétés de gestion indépendantes (PSF), l'évolution pour l'exercice 2010 a été marquée par une croissance soutenue tant au niveau de l'accroissement du nombre de PSF qu'au niveau du nombre de leurs clients.

La BCEE met à disposition des PSF et de leurs clients toutes les activités de "Banque Dépositaire". Outre une gamme complète de services bancaires, l'encadrement des PSF et de leurs clients est assuré par des conseillers dédiés à cette activité spécifique.

Des services performants tant au niveau du reporting qu'au niveau de la gestion des comptes et des transactions ont permis de fidéliser depuis longue date la collaboration avec ces PSF.

La palette des sicav maison de la BCEE compte actuellement 14 sicav composées de 35 compartiments, représentant des actifs totaux de 2,957 milliards d'euros, ce qui correspond à une baisse de 17,27% par rapport au 31 décembre 2009.

S-PENSION, le produit de prévoyance-vieillesse de la BCEE, dont les sous-jacents sont les compartiments de la sicav LUX-PENSION, continue à rencontrer la faveur de la clientèle, désireuse de disposer de revenus complémentaires pour la retraite tout en bénéficiant dès à présent des avantages fiscaux accordés par l'article 111bis L.I.R.. Fin 2010, 11.930 contrats S-PENSION ont été souscrits par les clients.

Avec un total de quelque 6,488 milliards d'euros d'actifs sous administration, la BCEE continue de figurer parmi les prestataires de services de référence pour les véhicules d'investissement luxembourgeois. L'encours des fonds de promoteurs tiers, pour lesquels la BCEE assure la gestion administrative et la fonction de banque dépositaire, s'est élevé à quelque 3,530 milliards d'euros, fin 2010. Ces encours ont augmenté de 28,76% par rapport à 2009, alors que l'industrie des fonds d'investissement au Luxembourg a connu une hausse de 17,38% (au 30 novembre 2010).



Marcel URBE, Centre Financier Ettelbruck

## E. MARCHE MONETAIRE ET MARCHE DES CHANGES

### 1. Le marché monétaire et la crise financière

En Europe, l'année 2010 a été marquée par des crises de dettes : dette publique en Grèce, dette bancaire en Irlande. Cela n'a pas dissuadé l'Estonie de rejoindre l'Euroland, ce qui confère au vieux continent une touche optimiste de marché émergent.

En effet, personne n'avait imaginé qu'après la crise financière ravivée par la chute de la banque américaine Lehman Brothers en 2008, puis la grave crise économique qui en a résulté, en 2009, l'Europe serait secouée par une troisième vague funeste. C'est pourtant ce qui s'est passé dans un mouvement assez logique, sinon totalement rationnel : se portant au secours de leurs économies en récession et de leurs banques fragilisées, les Etats européens ont propulsé leur dette à des niveaux record.

Plaqué sur un niveau d'endettement qui était déjà, en moyenne, d'environ 80% du PIB dans la zone euro - le plafond en principe fixé par le traité de Maastricht étant de 60% -, ce surplus de dette a suscité une soudaine et violente crise de confiance des marchés, dans un contexte de stagnation économique et de déclin relatif de l'économie européenne.

La Grèce a été le premier maillon à céder. La triche sur le montant exact des déficits publics successifs révélée en octobre 2009, au lendemain des élections législatives, par le nouveau Premier ministre, Georges Papandréou, a fait l'effet d'une bombe et a marqué le début d'une spirale qui n'est probablement pas enrayée en cette fin 2010.

Les agences de notation, qui évaluent la capacité d'un Etat à rembourser sa dette, ont dégradé à plusieurs reprises la note de la dette souveraine grecque, comme elles le feront quelques mois plus tard pour l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, nourrissant l'inquiétude des investisseurs, qui, à leur tour, relèvent la prime de risque exigée de leur débiteur. La machine infernale se met alors en marche, menaçant à terme tous les Etats fortement endettés de la zone de faillite, si le coût de leur financement devient insupportable.

Face à cette épreuve, à laquelle ils n'étaient pas préparés, les gouvernements de la zone euro se sont montrés dans un premier temps désemparés et hésitants. Entre les premières attaques spéculatives contre la Grèce en janvier et la décision de l'octroi de 110 milliards d'euros de prêts en contrepartie d'un plan d'austérité draconien, il faudra compter quatre mois.

La situation est tout autre lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement viennent au secours de l'Irlande, le 28 novembre 2010.

Le fonctionnement du Pacte de stabilité ayant lamentablement échoué, l'Allemagne a obtenu l'accord des Vingt-Sept pour bâtir une surveillance économique accrue. La dette, les budgets, les déséquilibres extérieurs et les pertes de compétitivité seront scrutés, les écarts de conduite sanctionnés. Elle a aussi obtenu que les créanciers privés, détenteurs de titres d'Etat, soient impliqués, lors des prochaines crises, dans

les futurs plans de sauvetage mais aussi dans une éventuelle restructuration des dettes. Ce qui ne manque pas d'inquiéter les banques. Car l'hypothèse d'un défaut de certains pays, dont la Grèce, n'est pas définitivement écartée.

Certes, si 2010 a vu s'éloigner les craintes de double-dip macroéconomique aux Etats-Unis de par l'attachement des décideurs publics à soutenir la croissance, le constat est plus difficile en Europe avec l'apparition d'une crise budgétaire sans précédent. Cette crise a particulièrement touché les économies périphériques et elle a ébranlé à la fois les marchés obligataires (y inclus le crédit) et la crédibilité des institutions européennes.

Le bilan outre-Atlantique aura été meilleur qu'attendu puisque la croissance US s'établira vraisemblablement à 2,8% en 2010, soutenue par la prolongation de diverses mesures du stimulus fiscal introduit en 2009 et plus récemment par un nouveau volet de politique monétaire quantitative. Au final, la consommation progresse de 1,7% sur l'année malgré un taux de chômage toujours au plus haut (à 9,8% selon le dernier rapport de l'emploi). Les profits des entreprises restent bien orientés (+25% sur les 3 premiers trimestres de 2010) alors que les conditions de crédit aux entreprises se sont détendues. En Europe, le constat est très hétérogène, avec une croissance européenne soutenue par l'Allemagne (+3,6% en 2010 !), mais handicapée par les pays où la crise économique s'est poursuivie par une crise budgétaire/bancaire (-0,2% pour l'Espagne, +1,3% pour le Portugal, -0,7% pour l'Irlande et -4,3% pour la Grèce en 2010). En moyenne, la croissance de la zone euro sera donc de 1,6%.

Un frein considérable à la croissance du Vieux Continent, hormis l'Allemagne, réside dans la consolidation budgétaire nécessaire dans la plupart des pays et mise en exergue par la perception accrue des marchés du risque souverain. Dans le détail des dettes les plus affectées, le spread 10 ans contre Bund de la Grèce s'écarte d'environ 640 pb, celui de l'Irlande de 360 pb, mais également celui du Portugal de près de 270 pb et de l'Espagne d'environ 200 pb. Ainsi, la nécessité pour ces Etats de réduire leurs déficits publics afin de ramener la confiance des marchés et des instances européennes a réduit considérablement leurs marges de manœuvre en 2010, tendance qui persistera en 2011.

Comme souligné par les événements de cette année, la plus grande difficulté à laquelle auront à faire face les Etats membres dans les années à venir sera d'arbitrer entre la nécessité de réduire leurs déficits publics pour remplir les exigences des instances européennes et des marchés et celle de ne pas freiner leur croissance avec des mesures budgétaires trop austères. Le curseur se situera probablement au final entre les deux objectifs, à savoir que les objectifs de déficit inscrits dans les programmes de stabilité ne seront pas atteints mais les mesures d'austérité introduites par les Etats ne conduiront pas non plus à l'effondrement de la croissance dans les pays concernés.

Alors que nous anticipions des sorties graduelles des politiques non-conventionnelles au deuxième semestre de cette année, les risques pesant sur la croissance américaine d'une part, et l'intensification de la crise souveraine en Europe d'autre part, ont éloigné ces échéances, probablement même au-delà de 2011.

Aux Etats-Unis, la récente décision d'un deuxième volet de Quantitative Easing en novembre 2010 (impliquant des achats supplémentaires de bons du Trésor) a clairement démontré la volonté de la Fed de maintenir une politique monétaire accommodante. Les objectifs d'une telle politique sont divers, parmi lesquels : (1) maintenir les taux d'intérêt de long terme à un niveau faible afin d'induire une baisse des taux d'intérêts et ainsi faciliter le refinancement des crédits hypothécaires, (2) soutenir les anticipations d'inflation afin de contrer la spirale déflationniste, et (3) soutenir les prix des actifs si la liquidité est injectée sur les marchés domestiques, et ainsi créer un effet richesse favorable.

Le maintien de taux d'intérêt à des niveaux exceptionnellement bas pendant une période prolongée a toutes les chances de jouer les prolongations en 2011. La plupart des économistes n'envisagent pas de hausse du loyer de l'argent aux États-Unis dans un avenir prévisible et bon nombre d'entre eux tablent sur le maintien du statu quo tout au long de l'année prochaine. Le taux cible des fonds fédéraux resterait donc dans la fourchette de 0% à 0,25 % dans laquelle il est enserré depuis décembre 2008. La Fed ne prendra pas le risque d'entraver la reprise alors que le chômage reste historiquement élevé outre-Atlantique et que le secteur immobilier sinistré ne redémarre que poussivement. Il en va de même du taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE), abaissé au plancher historique de 1% en mai 2009. Même si Jean-Claude Trichet, son président, a laissé entendre qu'un durcissement monétaire pourrait intervenir avant la normalisation de la situation de la liquidité dans la zone euro, le taux de refinancement ne serait relevé que si des pressions inflationnistes viennent mettre en péril le rôle de gardienne de la stabilité des prix imparti à la BCE. Car, à la mollesse de la reprise économique s'ajoute la crise de la dette souveraine des pays fragilisés, qui a conduit la BCE à mettre en sourdine ses convictions en se résolvant, notamment, à acheter des titres de dette publique des pays en détresse financière.

Rien de tout cela dans les grands pays émergents. Pour eux, la crise relève du passé. Du moins en termes de performance : la Chine devrait voir son PIB augmenter de plus de 10% cette année ; le Brésil est crédité de 7,5%, tandis que l'Inde approche les 10% selon les pronostics du FMI. Avec de tels rythmes, certains de ces pays redoutent une surchauffe économique et un emballement des prix. Ainsi, les autorités chinoises, soucieuses de contrôler une inflation voisine de 4,5%, se sont d'ores et déjà engagées sur la voie d'un resserrement monétaire dans les mois à venir.

La liquidité risque fort de rester le talon d'Achille des banques européennes en 2011. A chaque nouveau soubresaut de la crise, le marché interbancaire se bloque. Certes les derniers épisodes de blocage n'ont pas été généralisés, contrairement à ce qui s'était passé juste après la chute de Lehman Brothers fin 2008. Sans la Banque centrale européenne (BCE), de nombreuses banques irlandaises, grecques, espagnoles ou portugaises se retrouveraient tout simplement dans l'incapacité de se refinancer à court terme. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La BCE assure 17% du refinancement global des banques grecques. Une proportion qui tombe à 10% pour les banques irlandaises, 7% pour les banques portugaises et 2% pour les banques espagnoles. Avantage pour les banques placées sous assistance respiratoire : la BCE n'a pas l'intention de les priver de son soutien. A l'issue de la dernière réunion du conseil des gouverneurs de la BCE, Jean-Claude Trichet a annoncé la prolongation, jusqu'à fin mars 2011, du dispositif de refinancement à taux fixe et

illimité qui arrivait à échéance. Les banques européennes auront également un montant significatif de dette à moyen et long terme à refinancer en 2011. Rien qu'au premier semestre, quelque 400 milliards d'euros de titres de dette arriveront à maturité. Et à ce renouvellement prévisible de la dette existante, s'ajouteront probablement les nouveaux besoins liés au durcissement de la régulation.

Au sein de la BCEE, le volume des activités de trésorerie a été soutenu.

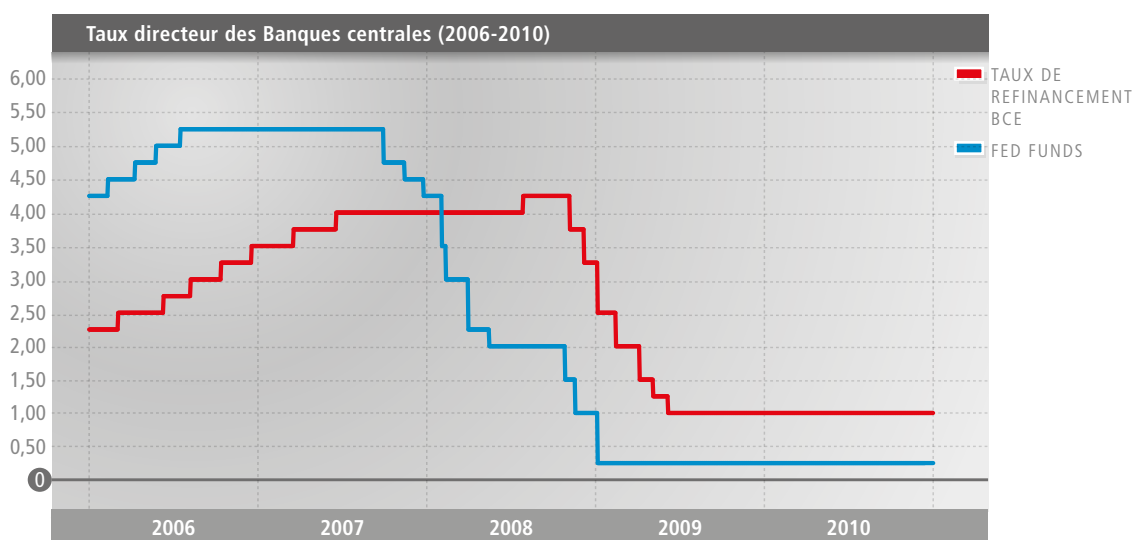
Grâce à la bonne tenue des dépôts de la clientèle et grâce au succès rencontré par les programmes de financement internationaux, la BCEE a su poursuivre la réduction du volume des emprunts dans le marché interbancaire (4 milliards d'euros en 2010).

Du côté des emplois, une part importante des fonds a été dirigée vers les effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la BCE et vers un portefeuille obligataire à faible risque et à bonne liquidité dont le volume global a atteint près de 10,6 milliards d'euros.

Les prêts et avances sont en baisse pour atteindre 6 milliards d'euros au 31 décembre 2010.

Dans le but d'améliorer le rendement des opérations de trésorerie et d'en réduire, en même temps, le risque de crédit, la BCEE a fait largement appel aux produits dérivés. Fin 2010, l'encours des swaps de change et change à terme s'est élevé à plus de 10,1 milliards d'euros. A la même date, l'encours des "interest rate swaps" (IRS) et "cross currency IRS" s'élevait à 10,3 milliards d'euros.

A noter également que sous la rubrique "Prise en pension", un montant de 2 milliards d'euros est garanti par des titres de la dette publique de la zone euro dans le cadre d'opérations de cession/rétrocession ("repurchase agreements").



## 2. Le marché des changes

C'est au yen que revient la palme 2010 : la monnaie japonaise a affiché la meilleure performance des monnaies mondiales face au dollar au cours du millénaire qui vient de s'achever, avec un gain de plus de 14% de sa valeur. Au point d'être venu enfoncer des planchers successifs de quinze ans vis-à-vis du billet vert, frôlant le seuil de 80, dans la dernière partie de l'année. Cette fulgurance a même fait sortir du bois la Banque du Japon le 15 septembre dernier, pour la première fois depuis 2004. Elle a alors procédé à la plus grosse intervention de change de son histoire, en consacrant au cours d'une seule séance l'équivalent de 25 milliards de dollars pour tenter de calmer la fièvre sur le yen. Le yen ne tire pas son attrait de ses rendements, proches de zéro depuis plus d'une décennie, mais de ce statut de valeur refuge que lui confère l'excédent structurel de la balance des paiements courants nipponne. Et de fait il est presque seul à s'octroyer ce privilège parmi une flopée de monnaies dont les rendements élevés se conjuguent avec leur statut de monnaies matières premières, qui ont dû leur prestige retrouvé à la nouvelle flambée des cours des "commodities".

C'est ainsi que le yen se retrouve en haut de l'affiche, immédiatement suivi par le dollar australien, le rand sud-africain, le ringgit malaisien ou le baht thaïlandais, qui ont tous affiché des gains de plus de 10% face au dollar en 2010. Mais juste derrière, figurant parmi les dix monnaies les plus performantes du monde, s'aligne un "frère" du yen, qui n'est autre que le franc suisse. La monnaie helvétique a fini l'année sur un record absolu face au dollar, à 0,9340. Et l'euro dans tout cela ? Au terme d'une année en coups d'accordéon, qu'il a terminée juste au-dessus de 1,33 dollar, un centime au dessus de sa moyenne de 2010 qui se situe à 1,32, il accuse une perte de 7% face au billet vert. C'est un pourcentage nettement inférieur à celui qui avait soldé le premier semestre, où les contrecoups de la crise de la dette souveraine l'avaient fait refluer jusqu'à 1,1875 dollar.



## F. MARCHES DES CAPITAUX, CREDITS INTERNATIONAUX ET ACTIFS TITRISES

### 1. Le marché obligataire international

Sur le marché obligataire, les opérateurs ne sont pas près d'oublier cette année très agitée pour les titres étatiques. La crise de la dette souveraine a provoqué des turbulences inédites autour des obligations émises par les pays de la zone euro. Alors que les rendements obligataires de ces Etats avaient rapidement convergé depuis l'introduction de l'euro en 1999, ils se sont écartés dangereusement au cours de l'année 2010. Pour la première fois depuis la création de la zone euro, des divergences ont refait surface dans l'appréciation du risque de défaut des Etats.

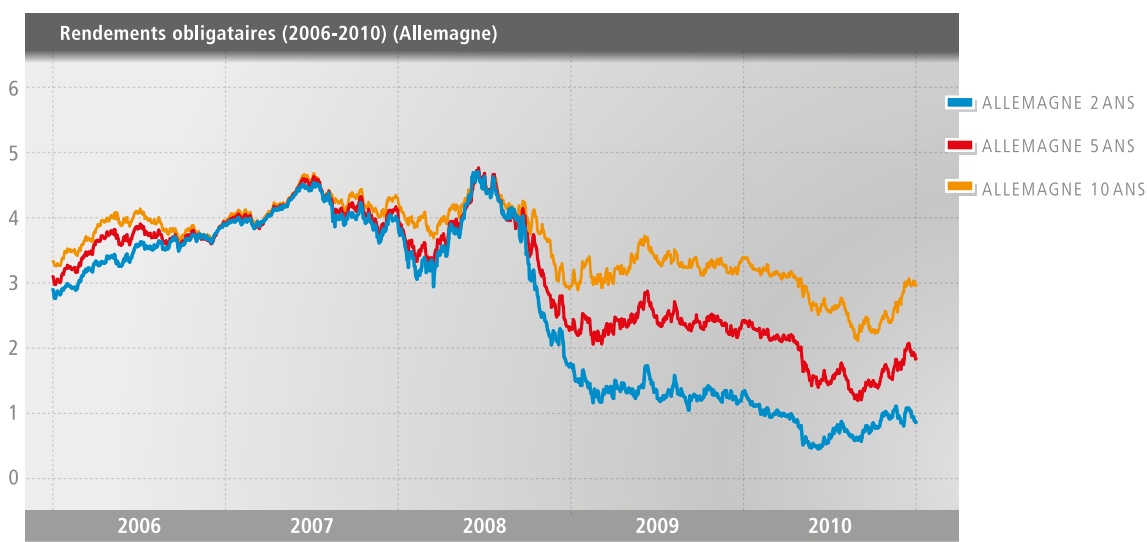
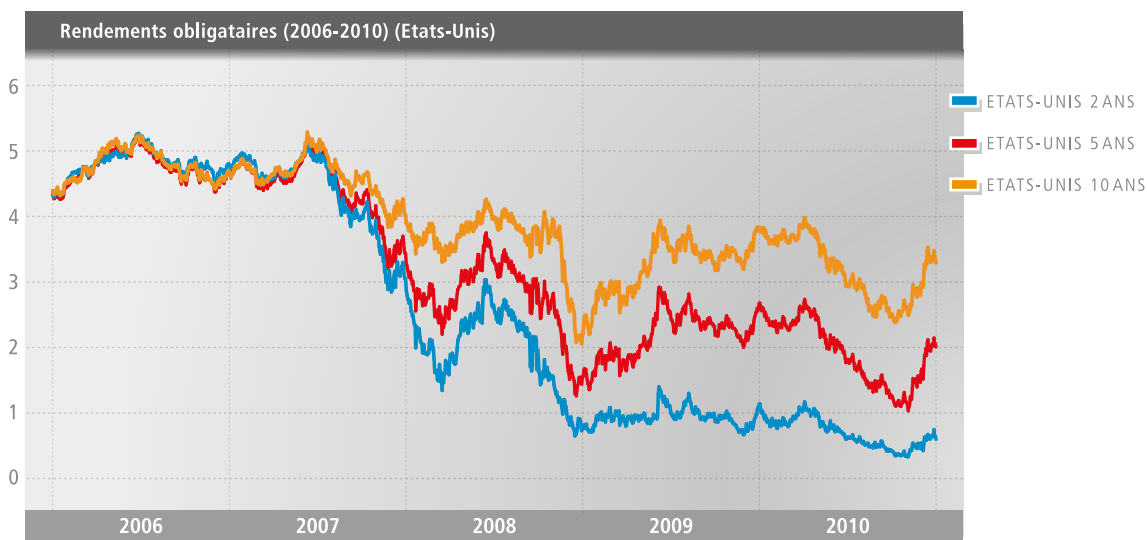
Auparavant, on pensait que la zone euro ferait l'objet d'une appréciation commune du risque étatique. Mais la crise grecque puis celle de l'Irlande ont montré les limites d'une union monétaire sans davantage d'intégration économique. Du coup, au lieu de voir de plus en plus de convergence dans les obligations européennes, on a observé une réapparition des divergences, ce qui a débouché sur une zone euro à deux vitesses.

Entre les rendements des obligations des bons élèves et ceux des pays ayant dû avouer une situation budgétaire problématique, un écart important s'est creusé. Sans surprise, les obligations gouvernementales, toutes maturités confondues, de l'Autriche, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Finlande et de la France, ont dégagé en 2010 un "return" annuel supérieur à 5%.

Beaucoup plus loin, on trouve les rendements des pays en difficulté budgétaire. Tant l'obligation grecque, celle de l'Irlande, que les titres de la dette du Portugal et de l'Espagne ont enregistré un "return" négatif important. En un an, la Grèce a vu le rendement de ses obligations à dix ans passer de moins de 6% à plus de 12%, tandis que les rendements irlandais tendaient vers 9%, contre moins de 5% en début d'année.

La dette souveraine italienne est la cinquième de la zone euro à accuser un rendement négatif en 2010, fût-ce de peu. Ces pays, dits "périphériques" ou de "l'Europe du Sud", composent le dernier wagon du train européen et certains investisseurs n'ont pas hésité à miser sur son décrochage dans les mois à venir. Cela ne s'est pas produit en 2010 grâce à l'intervention des autorités européennes. Mais celles-ci auraient pu mieux faire et éviter la flambée des taux des obligations des pays en difficulté, selon certains observateurs. Un des éléments marquants de cette année est le retard de la réponse politique de la zone euro à cette crise.

Mais il s'agit là d'exceptions liées à un climat de méfiance qui a asséché la demande. Car, de façon générale, 2010 aura été une année de taux d'intérêt exceptionnellement bas, la demande obligataire ayant été particulièrement soutenue. Les pays présentant un bon risque en ont d'ailleurs profité pour lever davantage de fonds que prévu.



Cet engouement pour les titres de dette a provoqué une nette dégrue des taux jusqu'au début du troisième trimestre. C'était l'époque où les marchés craignaient encore un retour de la récession ainsi qu'une déflation. Aux Etats-Unis, le rendement des Treasury Bonds à dix ans est tombé à 2,33% le 8 octobre, du jamais vu depuis la fin 2008, lors de la crise bancaire qui avait suivi la faillite de Lehman Brothers. L'obligation générique américaine à dix ans offre à la fin du mois de décembre 2010 un rendement de 3,32% et affiche un taux moyen de 2,79% sur l'année 2010.

En Allemagne, le Bund, autre référence du marché obligataire, a vu son rendement plonger jusqu'à 2,09% le 31 août, un niveau historiquement bas. Le Bund donne fin décembre 2010 un rendement de 2,95% et son rendement moyen de l'année se situe à 2,77%. La plupart des Etats bien notés sur le marché de la dette publique ont connu une évolution comparable de leurs instruments obligataires.

## 2. Le marché boursier

Le millésime 2010 ne restera pas dans les annales. Certes, l'année n'aura pas été totalement noire, mais elle est loin d'être euphorique : le CAC 40 a cédé 3,34%, après un bond de 22% en 2009.

Les craintes sur les dettes souveraines et le spectre du "double dip" ont pesé sur la Bourse de Paris, qui est restée coincée dans une bande de fluctuations relativement étroite.

La place hexagonale entre donc dans le camp des "négatifs" aux côtés des pays du Sud comme l'Espagne (-17%) ou l'Italie (-13%), loin derrière ses voisins du Nord, comme l'Allemagne (+16%), mais également le Royaume-Uni (+9%, et +13% en euros) ou encore la Suède (+21%, +38% en euros). En retrait aussi par rapport au Dow Jones (+11,02%, 19,05% en euros), soutenu par la politique d'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale américaine puis, plus récemment, la prolongation de mesures fiscales.

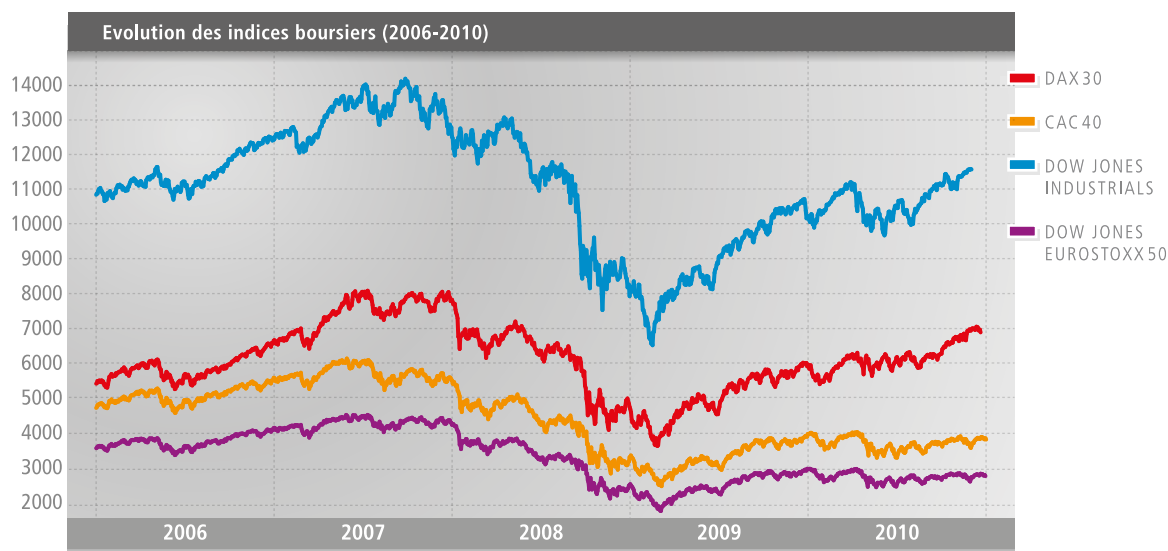
Tokyo a signé sa dernière séance de l'année sur une baisse annuelle de 3%. Le Swiss Market Index (SMI) des 20 valeurs vedettes de la Bourse suisse a également achevé l'année 2010 sur un recul de 1,6% en douze mois.

L'indice LuxX a clôturé l'année 2010 à 1.542,12 points, soit une hausse de 12,44% par rapport à 2009. Le niveau le plus haut a été atteint le 7 avril 2010 à 1.620,06 points, et le plus bas le 20 mai 2010, à 1.327,41 points. L'évolution de l'indice LuxX s'inscrit dans la tendance des places boursières européennes observée au cours de l'année 2010.

L'année 2010 aura été l'année de tous les records sur les marchés des matières premières. Vedette incontestée, l'or n'a jamais été aussi haut. Le pétrole file de nouveau vers les 100 dollars le baril. Quant aux produits agricoles, certains ont atteint des records historiques. Depuis la faillite de Lehman Brothers en 2008 et les craintes d'explosion du système financier mondial, les investisseurs voient dans l'or le meilleur moyen pour parer à toute éventualité en cas de risque extrême. Dans tous les cas, que les marchés s'inquiètent d'un éventuel retour de l'inflation aux Etats-Unis ou qu'ils redoutent une nouvelle récession après la crise des dettes souveraines européennes, l'or en profite.

Après avoir évolué dans une fourchette de 70 à 80 dollars depuis l'automne 2009, les prix du pétrole sont en train de renouer avec une certaine volatilité. Les cours du baril ont ainsi franchi le cap des 80 dollars à l'automne 2010, avant de s'installer au-dessus des 90 dollars à Londres et de frôler ce seuil à New York. Dans ce contexte, les analystes tablent tous sur un baril à 100 dollars en 2011.

Alors que 2010 restera dans les mémoires comme l'une des années les plus volatiles, les investisseurs semblent rester optimistes en ce début 2011 face à une reprise économique qui s'annonce longue et difficile pour l'ensemble des grandes économies du monde industrialisé.



### 3. Le marché international de la dette

Alors qu'en 2010, le prolongement de divers stimuli tant fiscaux que monétaires a permis d'atténuer les risques d'un "double-dip" macroéconomique aux Etats-Unis, le constat est beaucoup plus difficile pour l'Europe avec l'apparition d'une crise budgétaire sans précédent, en particulier dans les économies périphériques (Portugal, Irlande, Grèce et Espagne). Celle-ci a ébranlé à la fois les marchés obligataires et la crédibilité des institutions européennes.

Force est de constater qu'un frein considérable à la croissance économique du continent européen (hormis l'Allemagne qui renseigne une progression du PIB de 3,6% en 2010 contre une croissance de la zone euro de seulement 1,6%) réside dans la consolidation budgétaire devenue nécessaire dans la plupart des pays et mise en évidence par la perception pessimiste des marchés financiers du risque souverain. Cette perception est reflétée dans l'évolution de l'indice ITRAXX SOVX WE reprenant la prime de risque moyenne pondérée des 15 principaux risques souverains de l'Europe de l'ouest sur 5 ans. Cette prime passe de 70 bps en janvier 2010 à plus de 200 bps en fin d'année. Parallèlement, l'indice des principales institutions financières européennes – importants détenteurs de dette souveraine européenne – a connu un sort comparable.

Il va sans dire que les incertitudes économiques et la persistance du risque souverain ont pesé sur les performances du crédit en 2010. Les tendances ont surtout été dictées par la contagion de la crise souveraine au secteur financier. Or, le secteur corporate européen n'a pas non plus été épargné. Un environnement de taux d'intérêts historiquement bas a cependant partiellement contrecarré l'écartement des rendements absolus sur obligations.

Sur le plan des banques européennes, alors que le niveau de capitalisation est devenu moins problématique en 2010, la question de leur capacité de refinancement demeure imminente. Le recours aux banques centrales reste nécessaire surtout pour les banques des pays périphériques. Côté corporates, l'exercice 2010 fut marqué par une amélioration progressive des fondamentaux de crédit, une baisse significative des nouvelles émissions et une évolution des spreads de crédit influencé une fois de plus par l'effet de contagion de la dette souveraine. Et pour terminer sur le marché de l'ABS, l'année 2010 ne s'est finalement pas caractérisée par un rétablissement du marché – au contraire, les volumes d'émissions ont baissé de 15% d'année en année et ont atteint le niveau d'émission le plus faible des cinq dernières années.

A l'instar des exercices 2008/2009 et dans le contexte de marchés financiers fort instables - négativement impactés par la contagion de la crise souveraine au secteur bancaire voire corporate - la BCEE a une fois de plus opté pour une réduction contrôlée du portefeuille d'investissement en 2010. Grâce au profil de duration court, la baisse des encours s'est orchestrée sans vente (à perte) de positions dans le marché secondaire. D'autre part, la salle des marchés a systématiquement profité des excellentes opportunités d'investissement à rendement élevé sur des émetteurs de première qualité (covered bonds, émetteurs supranationaux, blue chip corporates) et a ainsi pu engranger des marges intéressantes. Il s'en suit que la BCEE a réalisé en 2010 une performance satisfaisante sur son portefeuille d'investissement

## G. ELECTRONIC BANKING

L'exercice 2010 a été excellent dans le domaine de l'electronic banking.

Au niveau de l'internet banking, plus de 145.000 utilisateurs ont fait confiance à S-net à la fin 2010, ce qui correspond à un accroissement de quelque 10% en un an et confirme sa position incontestée de leader sur le marché des services bancaires électroniques au Luxembourg. En 2010, plus de 1.000 nouveaux utilisateurs ont adhéré mensuellement à la solution S-net. Du point de vue fonctionnalités et infrastructure, S-net a connu un développement constant et transparent pour les utilisateurs. Pendant l'exercice en revue, la BCEE a accompagné très étroitement les efforts déployés par la société LuxTrust, fournissant notamment une authentification et une signature digitale sur Internet, reposant sur les plus hauts standards de sécurité disponibles sur le marché.

En ce qui concerne l'internet mobile, la BCEE a lancé, au cours de 2010, une nouvelle version de la solution S-net Mobile, destinée aux porteurs d'iPhone, iPad et iPod Touch. Il s'agit en l'occurrence de la 1<sup>ière</sup> véritable "app" développée spécifiquement pour cette plate-forme dans le domaine de l'internet banking transactionnel au Luxembourg. Cette application est offerte gratuitement par la BCEE et connaît un succès tout à fait retentissant.

Pour ce qui est de l'internet informationnel, le site [www.bcee.lu](http://www.bcee.lu) a continué à s'étoffer, tout au long de l'exercice en revue. Il offre une mine d'informations en 3 langues. Une refonte fondamentale du site a été mise en place, afin d'offrir une convivialité encore améliorée.

Express Reload, la solution pour la recharge électronique des cartes prépayées utilisées par les téléphones mobiles, s'est bien développée en 2010, tout comme le service Info SMS, apportant des facilités de consultation via SMS.

Les services de phone banking S-PHONE et ceux liés aux guichets automatiques S-BANK ont connu une évolution satisfaisante pendant l'exercice écoulé.

De même, le nombre de cartes de paiement et leur utilisation se sont constamment accrus au cours de 2010. Les nouvelles cartes de crédit MasterCard Miles & More Luxair, dans les déclinaisons Blue, Gold et Business, ont connu un accueil favorable auprès de la clientèle. Ces cartes sont en effet les premières à offrir des avantages exclusifs à leurs porteurs.

MultiLine, la solution de PC banking pour entreprises, basée exclusivement sur la sécurité LuxTrust, continue d'être appréciée par un nombre toujours croissant de sociétés utilisatrices.

## H. PARTICIPATIONS

Répondant à sa vocation statutaire qui consiste, outre la promotion de l'épargne, à contribuer par ses activités de financement au développement économique et social du pays dans tous les domaines, la BCEE continue à détenir, directement ou indirectement, des participations, dans la majeure partie des secteurs clés de l'économie luxembourgeoise. Elle continue par ailleurs à appuyer la création et le développement d'entreprises ayant un intérêt national.

### 1. Finances et assurances

Depuis 1989, la BCEE est actionnaire à 40% de La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances et de La Luxembourgeoise Vie S.A. d'Assurances. Les deux sociétés ont été créées le 25 juillet 1989 par la Luxembourgeoise S.A., constituée le 29 février 1920 comme première société d'assurances par des familles luxembourgeoises, d'une part, et la BCEE, d'autre part. La Luxembourgeoise et la BCEE, par une filiale, sont actionnaires de la société PECOMA, qui est active dans la gestion de régimes de pension complémentaire.

En 2006, la Banque avait soutenu le projet de création de la banque luxembourgeoise Compagnie de Banque Privée S.A. (CBP S.A.) dont l'activité est concentrée sur le private banking, en entrant dans le capital de CBP S.A. à hauteur de 19,2%.

Ayant constaté avec satisfaction que CBP S.A. est devenue une banque autonome, la BCEE a pris la décision de céder sa participation à un investisseur établi au Luxembourg et de renommée internationale, à savoir Quilvest S.A..

La société European Fund Administration S.A. (EFA) est un professionnel du secteur financier luxembourgeois, agréé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, spécialisé dans l'administration de véhicules d'investissement (opc, mandats de gestion, fonds de pension, produits d'assurance vie, etc.).

La Banque détient 22,7% du capital de la Société de la Bourse de Luxembourg S.A., dont elle est par ailleurs membre fondateur et le plus important actionnaire.

En 2006, la société Lux-Investment Advisors S.A. (qui est devenue BCEE-Asset Management S.A. à partir du 01.01.2011) a commencé ses activités en tant que société de gestion avec matérialité. La société qui est détenue à 90% par la BCEE, exerce toutes les activités d'une société de gestion, en l'occurrence : la gestion discrétionnaire d'opc et d'autres portefeuilles institutionnels ainsi que le conseil en matière d'investissement.

Depuis 2004, la BCEE détient une participation dans le Fonds Européen d'Investissement (FEI), un fonds de développement multilatéral qui fait partie du groupe Banque Européenne d'Investissement (BEI).

En association avec la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI) et quatre banques de la place, la BCEE a constitué, en juin 1998, la Société luxembourgeoise de capital-développement pour les PME (CD-PME) S.A. et détient 10% du capital social.

Dans le domaine des cartes de crédit et de paiement, la Banque continue à développer ses activités. Elle est actionnaire de CETREL S.A., de Europay Luxembourg S.C. et de Visalux S.C..

La BCEE détient une participation dans les sociétés Eufiserv Payments S.C.R.L. et Trionis S.C.R.L., sociétés créées sous les auspices du Groupement Européen des Caisses d'Epargne.

En mai 1998, la BCEE a constitué, ensemble avec 51 banques internationales, la société ABE Clearing S.A.S. (EBA Clearing) qui a pour objet l'exploitation et la gestion d'un système de paiement créé et conçu pour le traitement et le règlement des paiements libellés en euro.

## 2. Médias et communication

Les médias et les télécommunications représentent des secteurs importants pour l'économie luxembourgeoise. La Banque est actionnaire de la société SES qui est le leader mondial dans le domaine de la communication globale par satellite.

## 3. Transport

Depuis plusieurs décennies, la BCEE appuie le secteur des transports aériens par une participation au capital de :

- Luxair, qui est active dans les domaines Airline, Tour opérateur, Cargo, Catering et Airport shops,
- Cargolux, qui est la plus grande compagnie aérienne tout-cargo d'Europe.

Dans le secteur des transports, la BCEE est également actionnaire de la Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l. (SNCT) et de Cruchterhombusch S.A., propriétaire du centre de formation pour jeunes conducteurs à Colmar-Berg.

Finalement, la Banque détient des participations directes ou indirectes dans différentes sociétés de parking à Luxembourg-Ville et à Esch-sur-Alzette.

#### 4. Autres participations et investissements à long terme

Depuis le 18 novembre 2005, la BCEE est co-fondatrice et actionnaire de la société LuxTrust S.A. dont le but est de mettre en place une certification électronique permettant d'assurer un haut niveau de sécurité et de confidentialité, notamment par la création d'une signature électronique, entre autres, dans les échanges de données électroniques.

La Société Nationale des Habitations à Bon Marché S.A. (S.N.H.B.M.) est spécialisée dans la conception et la construction de maisons unifamiliales et d'immeubles à appartements. La participation de 11% dans le capital de la S.N.H.B.M. se justifie par la mission sociale de la BCEE.

Par le biais de sa participation dans Paul Wurth S.A., la Banque continue d'appuyer les activités de l'industrie sidérurgique.

La BCEE détient une participation dans la société anonyme Luxexpo (précédemment FIL), ayant pour objet principal l'exploitation d'un centre d'expositions et de conférences.

Depuis 2005, la BCEE détient une participation dans EUREFI, qui est le premier fonds de capital à risque transfrontalier constitué à l'initiative conjointe de l'Union européenne et de partenaires privés issus de France, de la Belgique et du Luxembourg.

En 2010, la BCEE, ensemble avec la S.N.C.I., a constitué la société anonyme BioTechCube (BTC) Luxembourg, dont l'objet est l'investissement dans des entités qui sont actives dans le domaine de la médecine, la médecine personnalisée, la technologie ou le développement économique en relation avec le secteur des soins de santé.

A côté des participations proprement dites, la BCEE a réalisé différents investissements dans des entités jeunes et innovatrices dont notamment :

- Luxembourg Microfinance and Development Fund, un fonds d'investissement de droit luxembourgeois faisant des placements en instituts de microfinance de taille moyenne,
- Captiva Capital (Luxembourg) Partners S.C.A., un fonds private equity investi exclusivement dans le secteur immobilier,
- Field S.C.A., une société d'investissement à capital risque qui réalise des investissements LBO (Leveraged buyout) dans la zone euro.

## I. DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES ET ORGANISATION

Pendant l'année 2010, plusieurs projets informatiques se sont terminés avec succès. Parmi ces projets, notons la clôture du projet de refonte de l'application Prêts et Crédits initié il y a plusieurs années et la clôture du projet d'intégration de la gestion des placements à terme dans l'application Retail des agences.

Soucieuse d'améliorer les outils informatiques utilisés par ses commerciaux pour servir les clients Retail et privés, la Banque a continué d'investir dans son application de gestion de la relation client.

Lancé en 2009, le grand chantier de refonte des applications Titres pour compte de clients s'est poursuivi pendant toute l'année sous revue. Les premiers résultats sont attendus pour fin 2011.

Dans le domaine de la GED (Gestion Electronique des Documents), la Banque a tiré les premiers bénéfices de son investissement dans une chaîne de scanning et de reconnaissance automatique de documents.

Pour les impressions, elle a continué d'une part, à rationaliser ses outils et d'autre part, à diminuer le volume de documents imprimés répondant à la fois à des préoccupations environnementales et de gestion de risques internes.

La Banque a adapté ses applications pour faire passer progressivement le fonctionnement de sa chaîne comptable d'un mode purement différé vers un mode mixte online / différé.

En s'appuyant sur son produit phare de Web banking, la Banque a répondu aux attentes de ses clients en lançant en octobre 2010 une solution transactionnelle innovante pour iPhone, iPod Touch et iPad, dénommée S-net Mobile.

Poursuivant les efforts pour maintenir la sécurité des transactions passées sur S-net à un haut niveau, un nouveau mécanisme de sécurité a été déployé.

Après avoir fait les adaptations nécessaires pour respecter la réglementation européenne relative au SCT (SEPA Credit Transfer) en 2009, la Banque a réalisé des travaux informatiques pour la mise en production de SDD (SEPA Direct Debit) en novembre 2010.

Elle a également mis en conformité ses applications Prêts et Crédits avec la directive portant sur le crédit à la consommation.

En 2010, la Banque a engagé des réflexions dans le but d'étendre la liste des scénarii de sinistres à couvrir par son plan de continuité d'activités (BCP). Par ailleurs le bon fonctionnement du plan de continuité et du DRP (Disaster Recovery Plan) informatique a été confirmé par de nombreux tests.

En matière de sécurité physique et informatique, la BCEE a continué à consentir des budgets importants pour disposer d'infrastructures performantes, d'outils appropriés et d'agents experts en la matière. Tout ce dispositif de sécurité interne est complété par le recours à des sociétés d'audit et des bureaux de contrôle agréés, ainsi que des prestataires et consultants spécialisés.

Par le biais du mécanisme de virtualisation des serveurs, de remplacement de machines et d'adaptations de processus, la Banque a poursuivi ses efforts de "Green IT", consistant en une réduction systématique des consommables (électricité, papier, toner, etc.) ainsi que des déchets.

Du côté des postes de travail, un projet de remplacement a été initié pour doter les agents de la BCEE en 2011 et 2012 de stations modernes et performantes, actualisées au niveau du système d'exploitation et des applications bureautiques et bancaires.

Ajoutons enfin que Jean Hilger, chef du département des Technologies de l'Information, a été élu "CIO of the Year" lors du gala annuel Golden-i du 6 mai 2010.



Alexandra TURNER et Gilles PRIM, Service Crédits

## J. RESSOURCES HUMAINES

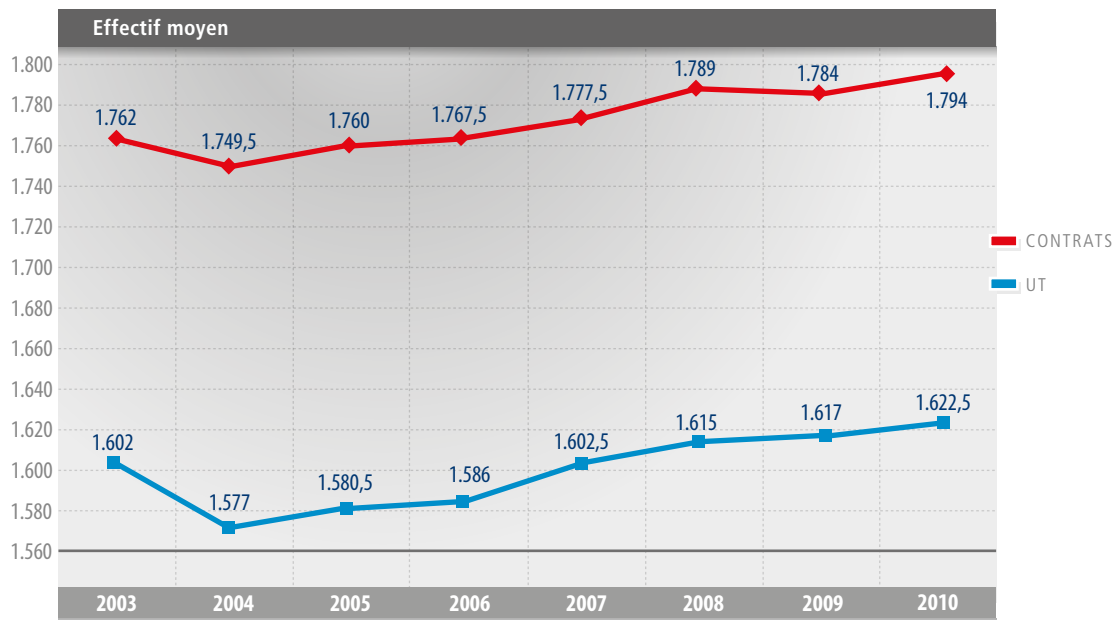
### Principaux développements

En 2010, le Comité de direction a continué à promouvoir la santé au travail en proposant une seconde fois le programme check-up santé à tous les collaborateurs, offre qui a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme.

Pendant l'année sous revue, la BCEE a continué à intensifier sa présence auprès des jeunes. Ainsi, le service Gestion du Personnel était présent lors de différents événements tels que la Réunion Européenne des Etudiants Luxembourgeois (REEL) à Zürich, la Rencontre Entreprises-Etudiants (REE) organisée par l'ANESEC et le Salon de Recrutement de l'Université de Luxembourg.

La BCEE a par ailleurs accueilli différentes classes de l'enseignement secondaire ainsi que des étudiants de l'Université afin de leur présenter la Banque et l'activité bancaire à Luxembourg et elle a participé à des Journées d'Entreprises dans plusieurs lycées.

La politique de recrutement est restée prudente et fut très sélective en 2010 : la BCEE a engagé 47 candidats, dont 17 universitaires.



Le "Pool Gestion du Personnel" est un programme de formation qui permet aux jeunes embauchés de découvrir la Banque par le biais de stages dans différents services ou à travers la participation à des projets et d'acquérir ainsi une expérience dans un ou plusieurs domaines spécifiques. En 2010, 25 agents ont pu participer à ce programme de développement professionnel.

La politique de formation de la BCEE a également tenu compte de la stratégie de la Banque et fut surtout ciblée sur les besoins professionnels des agents sans pour autant négliger les compétences personnelles. Ainsi, les agents ont pu suivre des formations qui leur ont permis d'acquérir et de mettre à niveau les compétences nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches. A côté des formations ayant pour but le développement personnel (compétences relationnelles et sociales), la Banque a dispensé une multitude de formations relatives au métier de banquier telles que l'octroi de prêts logements, la lutte contre le blanchiment d'argent, etc. La Banque a organisé quelque 4.750 jours de formation en interne et externe en 2010. Elle a ainsi enregistré un total de 5.250 inscriptions à des cours, séminaires et conférences ce qui amène à 1.145 le nombre d'agents ayant participé à au moins une formation.

La réduction de l'absentéisme constituait également un défi pour les ressources humaines en 2010. Grâce à un contrôle et un suivi rigoureux des absences, la Banque a pu constater une réduction du taux d'absentéisme.

La mobilité interne continue à être un facteur clé des ressources humaines. L'intégration est optimisée par la désignation d'un parrain ou d'une marraine et par des entretiens d'intégration qui sont documentés et qui font l'objet d'un suivi.

En guise de conclusion, nous souhaitons souligner le rôle stratégique des Ressources Humaines au sein de la Banque.

## K. CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY

La Corporate Social Responsibility (CSR), connue sous le terme de Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE), tient une place spécifique à la BCEE découlant de son statut d'établissement public. Depuis plus de 150 ans, elle a développé son rôle et son identité d'entreprise socialement et économiquement responsable.

L'obligation de "responsabilité sociale" est inscrite dans l'article 5 de la loi organique du 24 mars 1989 :

"En tant que Banque de l'Etat, la BCEE a pour vocation :

- a) de contribuer de par ses activités, en particulier par ses activités de financement, au développement économique et social du pays dans tous les domaines et ;
- b) de promouvoir l'épargne sous toutes ses formes."

Dans une panoplie d'activités, la BCEE entend être la référence dans le monde bancaire luxembourgeois en matière de CSR : réseau d'agences de proximité, promotion de l'épargne scolaire, prêts à taux social, épargne alternative, attribution de crédits d'après des critères sociaux et écologiques, participation dans des grandes entreprises luxembourgeoises, service bancaire aux PME, financement d'équipements et de collectivités publiques et parapubliques, etc..

Depuis 2008, la BCEE a adhéré à l'IMS (Institut pour le Mouvement Sociétal), une association d'entreprises œuvrant pour le développement des politiques de responsabilité sociale et sociétale des entreprises au Luxembourg. La BCEE est représentée par un membre dans le Conseil d'administration de l'IMS. Le dynamisme de l'IMS se reflète par des conférences-débats sur des thèmes d'actualité (Lutte contre les discriminations dans l'Entreprise, Solutions innovantes en matière de prévention des risques professionnels, Responsabilité sociétale des Entreprises versus Iso 26000, Nouvelle réglementation sur la performance énergétique des bâtiments fonctionnels, Promotion de la Santé au Travail, Comment communiquer sur son engagement sociétal en interne, La CSR dans la mobilité urbaine et interurbaine, La culture d'entreprise : terreau d'un management et d'une communications réussis, Rôle de la finance dans la construction d'un monde plus durable, La construction durable : une opportunité pour les Entreprises, etc.). Le cadre de l'IMS se prête comme lieu d'échange d'expériences de "best practices".

Enfin, la responsabilité sociale s'affirme également dans la gestion du capital humain de l'entreprise. Beaucoup d'initiatives attestent la dimension humaine de la culture d'entreprise et confirment le slogan : "A great place to work".

Dans ce contexte, la BCEE a été élue au Top 10 au Grand Prix paperJam RH pour son projet "Programme d'accueil et d'intégration Pool GDP". En effet, un des défis de la BCEE est d'intégrer les nouveaux engagés de la façon la plus optimale possible.

La BCEE a également présenté deux autres projets intitulés : "Qualité de vie au travail" et "Prévention de la santé".

Ces projets ont également été pris en considération dans le palmarès de paperJam.

Le premier projet met l'accent à 3 niveaux :

- les efforts de la BCEE dans la mise en œuvre d'une politique active permettant de concilier vie professionnelle et vie familiale ;
- la mobilité interne favorisée par des formations adéquates ;
- toute action contribuant à favoriser la bonne entente entre les agents dans les cadres professionnel et privé (Cercle Amical, Culturel et Sportif).

Le deuxième projet se concentre sur les actions favorisant et valorisant la santé : Campagne de check-up santé après du GesondheetsZentrum de la clinique Ste Zithe ; centre de fitness S-fit, vaccination antigrippe, conférences au sujet du bien-être au travail et contrat d'assurance DKV, société de prévoyance mutuelle du personnel.

Soulignons que la BCEE entend persévérer dans son engagement de développement des actions RSE sous toutes ses formes, notamment à travers l'organisation de conférences dans le cadre du bien-être au travail telles que "Cuisine rapide et saine pour préserver notre capital santé" et "L'ergonomie au poste de travail".

En ce qui concerne la dimension environnementale de la RSE, la BCEE soutient la politique et les initiatives en matière de développement durable de son actionnaire, l'Etat luxembourgeois (plan national de développement durable).

La BCEE a par ailleurs signé les déclarations du Groupement Européen des Caisses d'Epargne. Ce regroupement reconnaît le besoin urgent et scientifiquement prouvé de réagir face aux effets négatifs du changement climatique (charte pour une politique responsable).

Au niveau commercial, la BCEE a créé en 2008 sa nouvelle gamme de produits écologiques (EcoPrêts) soutenant ainsi les efforts de sa clientèle à conduire des voitures écologiques, à construire ou à rénover suivant des exigences de performance énergétique. Ensemble avec son partenaire etika a.s.b.l., Initiativ fir Alternativ Finanzéirung, la BCEE offre des taux particulièrement avantageux pour des habitations répondant à des critères écologiques strictes. En 2009, la gamme a été complétée par l'offre EcoLeasing s'adressant aux entreprises voulant prendre en leasing des voitures à faibles émissions de CO<sub>2</sub>.

Dans le but de renforcer sa crédibilité à l'égard de sa clientèle en tant qu'acteur sur le marché des produits verts, la BCEE a créé fin 2007 la fonction "Gestion et marketing environnemental" au sein de son service Marketing. Il s'agit de promouvoir à la fois la démarche en interne et l'élargissement de la gamme de produits à travers une offre écologique. La sensibilisation de la clientèle et du personnel est un des facteurs-clés pour mettre en œuvre une politique environnementale. Ainsi diverses initiatives ont été entamées au cours de 2010 :

- Deux conférences ont été organisées au sujet de la nouvelle réglementation sur la performance énergétique des bâtiments fonctionnels, en collaboration avec le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur et l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils. Elles ont attiré plus de 200 personnes (manifestation à bilan carbone neutre grâce à l'achat de certificats de compensation auprès de myclimate). A cette occasion, le projet du nouveau Centre Financier à Grevenmacher a été présenté par l'architecte François Valentiny et l'ingénieur Gilles Christnach. Il s'agira en effet d'un bâtiment basse énergie, mettant ainsi en avant l'engagement de la BCEE d'augmenter l'efficacité énergétique de ses bâtiments et de promouvoir les énergies renouvelables.
- Ensemble avec etika a.s.b.l. et l'énergieagence, la BCEE avait invité les entreprises labellisées "Energie fir d'Zukunft" à une conférence sur le thème "Comment convaincre vos clients à opter pour un logement à haute performance énergétique", à la Chambre des Métiers.
- Dans le cadre de l'OekoFoire 2010, la BCEE a été le partenaire financier de la "Bauschau". Des démonstrations de rénovation écologique présentées par le mouvement écologique ont eu lieu à cette occasion.
- En septembre 2010, la BCEE a lancé son premier fonds vert, LUX-EQUITY ECO GLOBAL qui investit ses avoirs principalement dans des actions internationales émises par des sociétés gérées selon des critères de responsabilité environnementale, sociale ou de gouvernance et qui sont considérées comme étant des sociétés contribuant à la protection de l'environnement.
- La BCEE s'est vu attribuer le diplôme de la "SuperDrecksKëscht fir Betriber" pour une gestion écologique des déchets à son siège depuis plus de 14 ans. En 2010, la BCEE a reçu le label "SuperDrecksKëscht" pour 13 agences. La deuxième phase du projet permettra à la BCEE, au courant de 2011, de disposer du label de la "SuperDrecksKëscht" pour l'ensemble de son réseau.
- En interne, le personnel de la Banque a reçu le guide "EcoGestes - e Geste fir d'Emwelt, maach mat !", donnant des conseils au personnel de la BCEE pour réduire l'impact environnemental sur le lieu de travail.
- En 2010, la BCEE a complété ses actions pour plus d'économies de papier et pour l'utilisation de papier écologique à travers l'emploi de papier certifié FSC. La Banque se sert de ce papier pour ses extraits-clients qui sont imprimés climatiquement neutre par l'acquisition de certificats permettant de compenser les rejets en CO<sub>2</sub>.

Sur le plan de la gestion des immeubles, l'objectif est de réduire la consommation énergétique et de favoriser les énergies renouvelables. De même, lors du renouvellement et du remplacement d'équipements, les solutions favorables à l'environnement sont privilégiées. Parmi les projets entamés en 2010, il y a lieu de citer :

- La poursuite des efforts de mise en place d'un système d'enregistrement et de monitoring automatisé des consommations d'énergie des bâtiments du siège. Le projet est suivi par un groupe de travail rassemblant l'exploitant, le service des Immeubles et la fonction Gestion et marketing environnemental. De premières économies ont déjà pu être enregistrées grâce à l'optimisation des programmes horaires au niveau ventilation et éclairage et au remplacement des installations sanitaires (robinets poussoir, chasses d'eau).
- Le remplacement, la modernisation et la mise en conformité des installations techniques du siège de la Banque suivant un concept énergétique pluriannuel et avec la mise en oeuvre des meilleures technologies possibles permettent de réduire l'empreinte environnementale de la Banque de façon significative.

Pour ce qui est des constructions nouvelles, la Banque veille à ce que des critères de performance énergétique élevés soient respectés et favorise l'utilisation d'énergies renouvelables.

Le département informatique de la BCEE a par ailleurs su mettre en œuvre une démarche Green IT à travers de nombreux projets cherchant à limiter l'impact environnemental de la Banque.

## **L. CORPORATE GOVERNANCE**

La gouvernance d'entreprise est une priorité inscrite dans les bases juridiques de la Banque, assurant l'équilibre des pouvoirs et la transparence de la gestion.

Les règles de gestion, de direction et de contrôle de la BCEE reposent sur trois sources majeures :

- la loi modifiée du 16/04/1979 fixant le statut général des fonctionnaires et prévoyant un important volet de droits et devoirs des fonctionnaires,
- la loi modifiée du 24/03/1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat qui prévoit entre autres les règles de fonctionnement des organes de direction et de surveillance, de même que le statut des agents selon le règlement grand-ducal modifié d'octobre 1993,
- la réglementation bancaire luxembourgeoise et en particulier le contrôle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier auxquels la BCEE est soumise au même titre que ses concurrents.

Ces trois sources assurent des règles de gouvernance d'entreprise très complètes et de haute qualité qui constituent de véritables obligations légales dans le chef de la BCEE, de ses agents et des organes dirigeants.

## M. AGENCES ET BANQUE PRIVEE

La Banque a finalisé la restructuration complète de son réseau d'agences avec hiérarchisation des différents sites suivant son programme stratégique. La nouvelle organisation avec les 14 Centres Financiers a fait ses preuves tout au long de l'année. Les Centres Financiers, répartis sur tout le territoire national, sont très proactifs et proches de leur clientèle.

Sur les 14 sites distincts, la BCEE offre la gamme complète des services Retail. Par ailleurs, ces sites disposent d'entités spécialisées dans le Private Banking et dans le domaine des petites et moyennes entreprises. Cette structure décentralisée permet d'augmenter la disponibilité, de réduire les délais d'attente décisionnels et de limiter les déplacements de la clientèle.

Les efforts déployés tout au long de l'année 2010 vont permettre de finaliser les projets de construction de nouveaux sites Centres Financiers dans les mois à venir. Ainsi, les immeubles des Centres Financiers Grevenmacher, Dudelange, Mamer et Walferdange seront opérationnels en 2011. D'autres sites d'agences tels que Clervaux et Pommerlach sont en train d'être complètement réaménagés en vue de mieux répondre aux attentes de la clientèle. Les infrastructures seront confortables et modernes, axées sur un accueil de qualité, assurant un guidage fonctionnel et offrant un environnement agréable. Notons que cet investissement important dans de nouvelles infrastructures renforce l'image de marque de la BCEE en tant que première banque universelle de la place.

Cette volonté de proximité est également soulignée par le nombre élevé de guichets automatiques S-BANK. Ainsi, le réseau S-BANK compte actuellement 134 guichets automatiques répartis sur 106 sites à travers le pays. La Banque renouvelle périodiquement le parc des appareils par des GAB modernes de la dernière génération.

Début 2010 ayant été fortement impacté par les effets de la crise financière, l'année fut marquée par des efforts exceptionnels de communication en vue d'une fidélisation de la clientèle. La Banque a continué à offrir des conditions attrayantes sur les financements en offrant des taux variables très concurrentiels, notamment sur la gamme de produits EcoPrêts, ainsi qu'en offrant des taux fixes permettant de parer tout impact éventuel d'une soudaine hausse des taux d'intérêt. Côté placement, la BCEE offre des produits structurés et des bons de caisse qui constituent de réelles alternatives aux produits classiques d'épargne en période de taux d'intérêt bas. Tout ceci se fait dans une optique d'intensification de la relation clientèle à travers l'offre systématique de produits attractifs.

Afin de souligner sa présence commerciale sur le marché et en vue de fidéliser davantage la clientèle, la Banque a lancé, ensemble avec ses partenaires Luxair, Miles & More et MasterCard, des cartes de crédit permettant de collecter des miles de prime lors des achats effectués avec la carte de crédit. Les clients BCEE Miles & More profitent pleinement du programme de fidélité Miles & More. Par ailleurs, ils reçoivent des bons de réduction sur les vols Luxair et bénéficient de toute une gamme d'assurances liée aux voyages et aux achats par carte de crédit.

En ce qui concerne le métier du Private Banking, l'année 2010 a été, comme l'exercice précédent, caractérisée par les suites de la crise sur les marchés financiers et par les pressions politiques en matière d'échange d'information.

Sur les marchés financiers, l'évolution a été marquée par une croissance des bourses au 1er trimestre de l'année 2010. Le 2ème semestre a été marqué par une baisse sur le fond d'une aggravation de la crise de la dette souveraine en Europe et des craintes d'une baisse de l'activité économique mondiale.

Dans le courant de ces mois turbulents, les investisseurs ont donné la priorité aux placements défensifs. Ainsi, de nombreuses émissions de produits structurés liés à des rémunérations fixes et à capital garanti ont rencontré un grand intérêt de la part de la clientèle.

En ce qui concerne la clientèle non-résidente, l'année a été marquée par les discussions autour des incertitudes de l'évolution du secret bancaire. Malgré le fait que la Commission européenne ait adopté en novembre 2008 une proposition de modification de la directive sur la fiscalité de l'épargne en vue d'élargir son champ d'application, il s'avère que les Etats membres de l'Union européenne n'ont jusqu'à présent pas réussi à ratifier le texte en raison des divergences de point de vue et d'intérêts spécifiques des Etats. Les incertitudes sur l'évolution de la directive de l'épargne et du secret bancaire restent donc une préoccupation pour la clientèle non-résidente.

Concernant les nouveaux clients entrés en relation d'affaires avec la BCEE pendant la crise, la Banque a su fidéliser ces derniers à travers son offre de produits de placements attrayants et grâce à l'engagement professionnel et de qualité de ses conseillers.

L'organisation régulière de cycles de formation pour les conseillers Private Banking des 14 Centres Financiers et pour les conseillers en placements des agences a permis à la BCEE d'assurer un haut niveau de qualité de service.

Outre ces formations spécifiques, la BCEE a entamé en 2010, un nouveau cycle de formation conseillers en placements pour de jeunes employés permettant ainsi de relever à long terme les défis du métier Private Banking.

## N. ACTIVITES CULTURELLES, SPONSORING ET MECENAT

### Philosophie

Tout au long de l'année 2010, la BCEE, fidèle à son identité de banque de proximité, a assumé sa responsabilité sociale en tant qu'entreprise citoyenne. Cette approche, soigneusement cultivée par la Banque, s'est également reflétée dans le soutien d'actions en faveur de la culture, des sports, de l'environnement et du domaine social. Ensemble avec ses partenaires, la BCEE joue un rôle actif dans la société et s'engage de manière cohérente dans des actions et événements pour autant que ceux-ci soient en accord avec l'éthique et les valeurs de proximité et de professionnalisme qui guident l'action de la Banque au quotidien.

### 1. Expositions et collections

La galerie d'art contemporain "Am Tunnel & Espace Edward Steichen" de la BCEE, avec son importante collection internationale de photographies et sa collection d'œuvres d'artistes luxembourgeois, témoigne de l'engagement culturel de la doyenne des institutions financières du pays.

Motivée par le succès que connaît cette galerie, la BCEE a continué à proposer au public un programme de qualité dont il y a lieu de citer :

"Regard inédit" : un aperçu des œuvres de femmes-artistes dans l'art luxembourgeois à travers la collection de la BCEE.

"Petra Arnold : turn on the bright lights", une exposition de quelque 170 portraits de personnalités inconnues de la vie quotidienne par la photographe allemande Petra Arnold.

Le programme culturel ainsi proposé par la BCEE en 2010 a été largement plébiscité par le public avec plusieurs milliers de visiteurs.

### 2. Musique

Dans le courant de l'année écoulée, la BCEE a de nouveau prêté son concours aux grands moments musicaux de l'année. Ainsi, la Banque a-t-elle associé son nom au récital donné à la Philharmonie par le pianiste Lang Lang, dont le talent prodigieux a procuré une pléiade d'émotions aux mélomanes venus très nombreux.

Fidèle à son soutien de longue haleine du Festival de Wiltz, la Banque a également assumé le parrainage de deux soirées en compagnie des incroyables "Blues Brothers".

Si la BCEE a été présente aux événements de renom, elle n'a pas pour autant négligé les efforts régionaux en soutenant par exemple les Soirées Musicales de Bissen, l'Orchestre Symphonique de Rumelange, "Musék am Syrdall", les Amis du Château d'Esch-sur-Sûre et de Vianden, les Rencontres Musicales de la Vallée de l'Alzette, sans oublier les nombreuses initiatives locales, les fanfares, les harmonies et les chorales, bénéficiant dans une large mesure de l'appui de la BCEE.

### 3. Sports

A l'instar des années passées, la Banque a été très active dans le domaine du sponsoring sportif. En raison des valeurs qu'elles transmettent – esprit d'équipe, responsabilité, compétence – les disciplines du sport populaire et du sport d'équipe ont été les principaux vecteurs autour desquels les interventions de la BCEE se sont orientées. Ainsi, elle a poursuivi son travail en profondeur par un contrat conclu avec la Fédération Luxembourgeoise de Basketball et a réitéré son soutien en faveur du "Luxembourg Beach Open" à Esch-sur-Alzette, manifestation d'envergure dans le domaine du sport populaire mettant en valeur le volley-ball, une des disciplines phare du sport d'équipe. D'autre part, la BCEE a assuré en 2010 son soutien au 1er Urban Trail, l'unique course pédestre populaire sur sentiers et chemins balisés dans la capitale et à laquelle quelque 1.300 coureurs avaient participé.

Au niveau régional, il convient de relever quelques événements phares du sport populaire auxquels la Banque a été fière de s'associer à nouveau. Retenons à titre d'exemple le "Triathlon International d'Echternach", le "Wämper Triathlon", le "Dribbel Marathon" à Mondorf-les-Bains, la 4e édition du "Velosdag am Kanton Cliärref", les "24 Stonne Velo Wëntger" ou encore le "Luxembourg Streetball Contest" à Dudelange.

### 4. Formation et Enseignement

L'engagement soutenu de la BCEE en faveur des jeunes se traduit, d'une part, par le biais du Knax-Club (6-11 ans) et, d'autre part, par les programmes axcess (12-26 ans) et axcess UNIF. Le programme axcess a d'ailleurs fêté en 2010 son 10<sup>e</sup> anniversaire moyennant une série de jeux-concours.

Au-delà de cet appui de longue date, la BCEE a maintenu d'excellentes relations avec la communauté estudiantine du pays, notamment à travers la reconduction de son partenariat avec l'Association des Cercles d'Etudiants Luxembourgeois (ACEL). De même, la BCEE a de nouveau contribué à la réalisation de la Réunion Européenne des Etudiants Luxembourgeois (REEL) et elle entretient des contrats de sponsoring avec divers cercles d'étudiants luxembourgeois à l'étranger.

Dans le domaine de l'orientation post-secondaire et professionnelle, la Banque a réitéré ses présences à la Foire des Etudes organisée par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi qu'au salon "meet@uni.lu" organisé par l'Université du Luxembourg.

Au niveau post-primaire, la BCEE a soutenu les projets scolaires d'un grand nombre d'établissements de l'enseignement secondaire.

## 5. Mécénat humanitaire

L'engagement citoyen de la Banque dans le domaine du mécénat humanitaire s'est traduit par une continuation de ses efforts en faveur de nombreuses associations caritatives, œuvres de bienfaisance ou organisations actives dans le domaine de l'intégration sociale. S'y ajoute un grand nombre de manifestations parrainées par la BCEE et dont le bénéfice aura servi de bonnes causes.

Afin de montrer son engagement envers les démunis de notre société, la BCEE a par ailleurs décidé de renoncer à la traditionnelle Réception du Nouvel An et de prendre en charge deux camionnettes neuves au service des épiceries sociales, initiative concertée de Caritas et de la Croix-Rouge.

Le remplacement des cadeaux de fin d'année par des dons en faveur de différentes associations œuvrant dans le domaine social, humanitaire et environnemental a également été maintenu en 2010.



Norbert BRAUSCH, Service Crédits



## COMPTES ANNUELS

A.	RAPPORT D'AUDIT	74
B.	BILAN AU 31 DECEMBRE 2010	76
C.	COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2010	78
D.	ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2010	79
E.	TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2010	80
F.	TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2010	82
G.	NOTES AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2010	85

## COMPTES CONSOLIDES

A.	BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2010	166
B.	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2010	168
C.	ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2010	169
D.	TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2010	169
E.	TABEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2010	170
F.	EXTRAITS DES NOTES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2010	173



Daniel HAAG, Service Crédits



Daniela CATARINELLA, Centre Financier Auchan,  
Agence Centre Européen



Stephen GASBARRINI, Centre Financier  
Bascharage

## **COMPTES ANNUELS**

### **A. RAPPORT D'AUDIT**

#### **Rapport sur les comptes annuels**

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg, comprenant le bilan au 31 décembre 2010, le compte de résultat et l'état du résultat global, le tableau de variation des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

#### **Responsabilité du Comité de direction et du Conseil d'administration pour les comptes annuels**

L'établissement et la présentation sincère de ces comptes annuels conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, relèvent de la responsabilité du Comité de direction et font l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration conformément à la loi organique du 24 mars 1989. Le Comité de direction est également responsable de la mise en place d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

#### **Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé**

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le Réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également

l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites sous la responsabilité du Comité de direction et approuvées par le Conseil d'administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

#### Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg au 31 décembre 2010, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

#### Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Comité de Direction et fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration, est en concordance avec les comptes annuels.

PricewaterhouseCoopers S.à r.l.  
Représentée par

Luxembourg, 16 mars 2011

Pierre Krier

**B. BILAN AU 31 DECEMBRE 2010**

<b>ACTIF du Bilan</b> en euros	Notes	<b>31/12/2009</b>	<b>31/12/2010</b>
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	4.1.	618.593.103	1.305.028.308
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	4.8.	7.646.662.526	6.072.632.058
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	4.9.	13.618.971.120	14.072.353.104
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.7.	130.467.088	112.640.654
Instruments dérivés de couverture	4.7.	103.103.272	53.414.065
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	4.2.	11.283.043.418	10.661.088.955
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	4.2.	712.152.526	791.518.490
Titres détenus jusqu'à échéance	4.4.	2.845.872.095	4.373.847.760
Parts dans les entreprises associées et dans les filiales	4.3.	231.599.062	236.304.535
Immobilisations corporelles à usage propre	4.10.	174.308.689	170.973.780
Immobilisations corporelles de placement	4.12.	15.401.895	15.082.810
Immobilisations incorporelles	4.11.	10.297.335	12.935.551
Impôts courants	4.14.	1.145.756	133.215
Impôts différés	4.14.	50.826.817	92.957.608
Autres actifs	4.13.	39.706.108	48.035.566
<b>TOTAL de l'ACTIF</b>		<b>37.482.150.810</b>	<b>38.018.946.459</b>

<b>PASSIF du Bilan</b> en euros	Notes	<b>31/12/2009</b>	<b>31/12/2010</b>
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.16.	4.806.613.761	4.033.535.950
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle privée	4.17.	19.143.045.556	19.059.737.143
Dépôts évalués au coût amorti - Secteur public	4.17.	2.418.651.936	3.924.229.655
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.7.	81.905.268	129.467.863
Instruments dérivés de couverture	4.7.	463.219.908	597.643.299
Emissions de titres	4.15.	7.714.426.298	7.262.252.814
Provisions	4.19.	384.131.724	429.390.536
Autres passifs	4.20.	68.107.323	60.021.928
Impôts courants	4.14.	30.343.674	53.190.604
Fonds de pension	4.18.	8.015.939	1.283.486
<b>Sous-total PASSIF à reporter (avant capitaux propres)</b>		<b>35.118.461.387</b>	<b>35.550.753.276</b>

Les notes figurant en annexe aux pages 85 à 165 font partie intégrante des comptes annuels.

**B. BILAN AU 31 DECEMBRE 2010** (suite)

<b>CAPITAUX PROPRES du Bilan</b> en euros	<b>31/12/2009</b>	<b>31/12/2010</b>
<b>Report sous-total PASSIF (avant capitaux propres)</b>	<b>35.118.461.387</b>	<b>35.550.753.276</b>
Capital souscrit	173.525.467	173.525.467
Réserve de réévaluation	550.667.663	496.241.016
<i>dont actifs disponibles à la vente</i>	<i>549.554.563</i>	<i>494.070.273</i>
Réserves - Résultats non distribués	1.471.760.879	1.613.387.154
Résultat de l'exercice	167.735.414	185.039.546
<b>Total capitaux propres</b>	<b>2.363.689.423</b>	<b>2.468.193.182</b>
<b>TOTAL du PASSIF y inclus les CAPITAUX PROPRES</b>	<b>37.482.150.810</b>	<b>38.018.946.459</b>

Les notes figurant en annexe aux pages 85 à 165 font partie intégrante des comptes annuels.

**C. COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2010**

en euros	Notes	31/12/2009	31/12/2010
Résultat d'intérêts	5.1.	420.649.682	377.361.065
Revenu de valeurs mobilières	5.2.	50.284.425	60.050.838
Commissions	5.3.	72.248.824	73.808.242
<b>RESULTAT SUR INTERETS, DIVIDENDES ET COMMISSIONS</b>		<b>543.182.931</b>	<b>511.220.145</b>
Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	5.4.	-2.108.284	1.381.311
Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction	5.5.	20.354.731	-1.951.949
Résultat sur opérations de couverture	5.6.	-6.001.175	1.143.792
Différences de change		4.038.106	4.594.277
Autres produits d'exploitation	5.7.	40.564.148	8.897.217
Autres charges d'exploitation	5.7.	-38.000.610	-1.110.544
<b>PRODUIT BANCAIRE</b>		<b>562.029.847</b>	<b>524.174.248</b>
Frais du personnel	5.8.	-171.946.007	-167.382.510
Autres frais généraux administratifs	5.9.	-61.796.095	-65.207.722
Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	5.10. 5.11. 5.12.	-25.835.173	-25.964.154
<b>RESULTAT APRES FRAIS GENERAUX</b>		<b>302.452.572</b>	<b>265.619.862</b>
Corrections de valeur nettes sur risques de crédit individuels et collectifs	5.13.	-61.216.547	8.490.270
Dotations aux provisions	5.14.	-42.227.729	-45.521.769
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS ET ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>199.008.296</b>	<b>228.588.364</b>
Résultat sur actifs non courants et des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente et ne remplissant pas les conditions d'une activité abandonnée		649.319	-
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	5.15.	-24.694.876	-39.575.467
Impôts différés	5.15.	-7.227.325	-3.973.351
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>167.735.414</b>	<b>185.039.546</b>

Les notes figurant en annexe aux pages 85 à 165 font partie intégrante des comptes annuels.

**D. ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2010**

en euros	31/12/2009	31/12/2010
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>167.735.414</b>	<b>185.039.546</b>
Actifs disponibles à la vente	293.791.548	-104.249.474
- <i>Variation des résultats d'évaluation</i>	291.296.789	-103.110.768
- <i>Résultats de vente réalisés via le compte de résultat</i>	2.494.759	-1.138.706
Ecart actuariel sur régime de pension à prestation définie	-44.327.705	5.452.939
Couverture de flux de trésorerie	1.693.024	1.490.053
Impact impôts différés	-57.676.134	42.870.697
<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE - NETS D'IMPOTS</b>	<b>193.480.733</b>	<b>-54.435.784</b>
<b>RESULTAT GLOBAL TOTAL DE L'EXERCICE</b>	<b>361.216.147</b>	<b>130.603.762</b>

Les notes figurant en annexe aux pages 85 à 165 font partie intégrante des comptes annuels.

**E. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2010**

en euros	Capital	Réserves	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres
<b>Au 1er janvier 2010</b>	<b>173.525.467</b>	<b>1.471.760.879</b>	<b>550.667.663</b>	<b>167.735.414</b>	<b>2.363.689.423</b>
Affectation du résultat 2009	-	167.735.414	-	-167.735.414	-
Résultat net de l'exercice 2010	-	-	-	185.039.546	185.039.546
Distribution pour l'exercice 2009	-	-30.000.000	-	-	-30.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	3.890.861	-	-	3.890.861
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	-55.484.290	-	-55.484.290
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	1.057.645	-	1.057.645
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>173.525.467</b>	<b>1.613.387.154</b>	<b>496.241.018</b>	<b>185.039.546</b>	<b>2.468.193.185</b>

Au cours de l'exercice 2010, la Banque a versé 30.000.000 EUR (35.000.000 EUR en 2009) de son résultat de l'exercice 2009 à l'Etat.

Les notes figurant en annexe aux pages 85 à 165 font partie intégrante des comptes annuels.

en euros	Capital	Réserves	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres
<b>Au 1er janvier 2009</b>	<b>173.525.467</b>	<b>1.391.962.852</b>	<b>325.071.866</b>	<b>146.913.090</b>	<b>2.037.473.275</b>
Affectation du résultat 2008	-	146.913.090	-	-146.913.090	-
Résultat net de l'exercice 2009	-	-	-	167.735.414	167.735.414
Distribution pour l'exercice 2008	-	-35.000.000	-	-	-35.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	-32.115.063	-	-	-32.115.063
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	224.386.808	-	224.386.808
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	1.208.989	-	1.208.989
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>173.525.467</b>	<b>1.471.760.879</b>	<b>550.667.663</b>	<b>167.735.414</b>	<b>2.363.689.423</b>

Les notes figurant en annexe aux pages 85 à 165 font partie intégrante des comptes annuels.

**F. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2010**

en euros	31/12/2009	31/12/2010
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	618.593.110	1.305.028.589
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	5.446.108.621	4.096.400.667
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	1.265.516.726	491.433.161
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	288.195	790.752
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	903.627.078	703.357.648
Titres détenus jusqu'à échéance	262.154.494	441.613.705
<b>Total</b>	<b>8.496.288.223</b>	<b>7.038.624.523</b>

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès de banques centrales ainsi que tous les avoirs venant à échéance endéans 90 jours.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

- Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation des actifs et passifs opérationnels :

en euros	31/12/2009	31/12/2010
Intérêts reçus	1.755.642.251	1.006.891.576
Intérêts payés	-1.304.271.227	-641.002.033
Revenus de valeurs mobilières	50.284.425	60.050.838
Commissions reçues	101.589.208	97.468.916
Commissions payées	-29.340.385	-23.660.674
Autres produits d'exploitation	5.438.561	8.897.217
Impôts courants	-24.694.876	-39.575.467
Frais généraux administratifs	-218.331.438	-226.018.655
Autres charges d'exploitation	-2.875.026	-1.110.544
<b>Sous-total</b>	<b>333.441.493</b>	<b>241.941.173</b>

Les notes figurant en annexe aux pages 85 à 165 font partie intégrante des comptes annuels.

- Flux de trésorerie provenant des variations d'actifs opérationnels :

Variations nettes en euros	31/12/2009	31/12/2010
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	2.077.824	-1.322.351
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	921.318.666	355.377.234
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	7.279.046	14.075.434
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	155.686.261	227.966.873
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	-2.021.512.353	-1.206.215.982
Instruments dérivés de couverture	-114.563	7.457.156
Autres actifs	33.789.877	-6.418.897
<b>Sous-total</b>	<b>-901.475.242</b>	<b>-609.080.533</b>

- Flux de trésorerie provenant des variations des passifs opérationnels :

Variations nettes en euros	31/12/2009	31/12/2010
Titres détenus à des fins de transaction - Ventes à découvert	289.321	-122.776
Dépôts évalués au coût amorti - Établissements de crédit	1.000.462.834	-809.783.134
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	-2.684.439.808	1.458.942.962
Instruments dérivés de couverture	-516.450	9.162.362
Autres passifs	-231.857.632	-5.375.881
Emissions de titres	2.103.585.300	-433.477.426
<b>Sous-total</b>	<b>187.523.565</b>	<b>219.346.107</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-380.510.184</b>	<b>-147.793.252</b>

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

en euros	31/12/2009	31/12/2010
Acquisition de titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	-15.665.954	-1.134.949
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable - Filiales	-1.556.416	-2.427
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable - Sociétés mises en équivalence	1.076.500	-5.103.587
Acquisition/remboursement de titres détenus jusqu'à échéance	-1.261.078.477	-1.336.137.307
Acquisitions/cessions d'actifs incorporels et corporels	25.656.146	-7.486.353
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	<b>-1.251.568.201</b>	<b>-1.349.864.622</b>

Les notes figurant en annexe aux pages 85 à 165 font partie intégrante des comptes annuels.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

en euros	31/12/2009	31/12/2010
Produits de l'émission de passifs subordonnés	-80.993.593	8.771.425
Distribution du résultat	-35.000.000	-30.000.000
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>-115.993.593</b>	<b>-21.228.575</b>
<b>Variation nette</b>	<b>-1.748.071.978</b>	<b>-1.518.886.449</b>

Variation des comptes de trésorerie et des équivalents de trésorerie

en euros	2009	2010
<b>Situation au 1er janvier</b>	<b>10.702.363.814</b>	<b>8.496.288.223</b>
Variation nette de trésorerie	-1.748.071.978	-1.518.886.449
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-458.003.613	61.222.749
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>8.496.288.223</b>	<b>7.038.624.523</b>

Les notes figurant en annexe aux pages 85 à 165 font partie intégrante des comptes annuels.

## G. NOTES AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2010

### 1. Information générale

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci-après "La Banque"), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est situé 1, place de Metz à L-2954 Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

L'effectif moyen de la Banque pour le courant de l'exercice 2010 était de 1.794 personnes (1.784 personnes en 2009).

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Les comptes annuels ont été approuvés par le Conseil d'administration dans sa séance du 16 mars 2011.

### 2. Principes d'élaboration des comptes annuels

#### 2.1 RESPECT DES PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels pour l'exercice 2010 ont été préparés en conformité avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg pour les établissements de crédit tels que décrits ci-après. A l'exception des principes comptables relatifs à la comptabilisation de la provision "AGDL" (Association pour la Garantie des Dépôts à Luxembourg), de la provision forfaitaire et des postes spéciaux avec une quote-part de réserves (ci-après "les provisions prudentielles") qui sont décrits à la note 3.7 "Provisions", les principes comptables sont basés sur les IFRS tels qu'adoptés par l'Union européenne.

a) Normes nouvelles ou révisées adoptées par la Banque

La Banque n'a pas appliqué, avec effet au 1er janvier 2010, d'adaptations ou de nouvelles normes publiées par le référentiel IFRS.

#### b) Normes nouvelles ou révisées non adoptées par la Banque

Les normes suivantes, dont l'application est obligatoire à partir du 1er janvier 2010 ont été jugées comme ayant un impact non matériel sur les comptes annuels. Il s'agit en l'occurrence des normes :

- IFRS 3 (révisée) : "Regroupement d'entreprises",
- IAS 27 (révisée) : "États financiers consolidés et individuels",
- IAS 28 (révisée) : "Participations dans des entreprises associées",
- IAS 31 (révisée) : "Participations dans des co-entreprises",
- IFRIC 17 : "Distribution en nature aux actionnaires",
- IFRS 5 (changement) : "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées",
- IAS 1 (changement) : "Présentation des états financiers",
- IFRS 2 (changement) : "Païement fondé sur des actions".

c) Normes nouvelles, révisées ou interprétations qui ne sont pas encore d'application et qui n'ont pas été adoptées anticipativement par la Banque :

- IAS 38 (changement) : "Actifs incorporels",
- IFRS 9 "Classification et évaluation des instruments financiers" (non encore adaptée par l'Union européenne).

Les comptes annuels sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la Banque, suivant le principe de l'enregistrement au coût historique, respectivement au coût amorti, ajusté à la juste valeur pour l'enregistrement des investissements disponibles à la vente, des actifs financiers détenus à des fins de transaction et des instruments dérivés.

Les informations sectorielles requises par l'application de la norme IFRS 8 sont fournies dans la publication des comptes consolidés du groupe.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, désignés comme éléments couverts dans le cadre de couvertures à la juste valeur, doivent être ajustés des variations de juste valeur imputables aux risques qui sont couverts.

## 2.2 TRANSACTIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les effets des variations des cours des monnaies étrangères sur les postes essentiels du compte de résultat sont exposés ci-dessous. La monnaie fonctionnelle de la BCEE est l'euro ("EUR").

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date de transaction.

A chaque date de clôture, les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice.

Les éléments non monétaires enregistrés au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction tandis que les éléments non monétaires, enregistrés à la juste valeur, sont convertis en appliquant le cours de change en vigueur à la date où ces justes valeurs ont été déterminées.

Les différences de change qui résultent des actifs et passifs monétaires sont comptabilisées en compte de résultat, sauf si l'opération de transaction a été classée en couverture de flux de trésorerie ("cash flow hedge").

Pour les actifs monétaires classés en "actifs disponibles à la vente", les différences de change relatives à la différence entre la juste valeur à la date de clôture de ces instruments et de leur coût d'acquisition sont comptabilisées en réserve de réévaluation, tandis que les différences de change relatives à l'ajustement du coût amorti sont comptabilisées en compte de résultat.

Les différences de change relatives à des ajustements de la juste valeur d'éléments non monétaires suivent la comptabilisation de ces changements de juste valeur.

Pour les devises principales, les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels, un euro étant égal à :

	<b>31/12/2009</b>	<b>31/12/2010</b>
<b>CHF</b>	1,4840	1,2518
<b>GBP</b>	0,8914	0,8642
<b>JPY</b>	133,1700	108,7800
<b>SEK</b>	10,2575	8,9774
<b>USD</b>	1,4417	1,3378

## 2.3 OPERATIONS BANCAIRES

### 2.3.1 Comptabilisation et évaluation initiales

Les achats et les ventes d'actifs et de passifs financiers dont la livraison, respectivement le règlement, sont effectués à une date ultérieure à la date de transaction, sont comptabilisés au bilan à la date de livraison, respectivement de règlement.

Tous les instruments financiers sont enregistrés à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale, augmentée des frais directement attribuables lorsque ces instruments financiers ne sont pas renseignés à la juste valeur au compte de résultat.

Les instruments dérivés sont enregistrés à la date de transaction au bilan à leur juste valeur. La classification des instruments dérivés lors de leur comptabilisation initiale dépend de l'intention et des caractéristiques de leur détention. Ainsi, une classification en "instruments financiers détenus à des fins de transaction" ou en "instruments de couverture" est possible.

Les instruments dérivés sont enregistrés à l'actif lorsque la juste valeur est positive, respectivement au passif lorsqu'elle est négative. La juste valeur s'entend ici comme le "dirty price" de ces instruments, c'est-à-dire intérêts courus compris.

Les instruments dérivés suivant la définition de la norme IAS 39, incorporés dans d'autres instruments financiers, sont séparés du contrat hôte et enregistrés à la juste valeur si leurs caractéristiques économiques et les risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte et si l'instrument financier global n'est pas classé comme détenu à des fins de transaction, respectivement n'a pas été désigné comme étant évalué à la juste valeur par le compte de résultat. Les instruments dérivés incorporés qui ont été séparés du contrat hôte sont comptabilisés à leur juste valeur dans le portefeuille détenu à des fins de transaction et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les plus ou moins-values réalisées lors de la vente d'actifs financiers qui ne font pas l'objet d'une réévaluation par le biais du compte de résultat sont calculées par différence entre le montant reçu net de frais de transaction et le coût d'acquisition, respectivement le coût amorti de l'actif financier.

### 2.3.2 Evaluation ultérieure

L'évaluation des instruments financiers se fera en fonction des caractéristiques des instruments financiers ainsi que de leur appartenance à une catégorie d'évaluation. Les catégories d'évaluation retenues sont les suivantes : instruments financiers détenus à des fins de transaction et de couverture, actifs financiers détenus jusqu'à échéance et actifs financiers disponibles à la vente.

#### 2.3.2.1 Le coût historique

Pour les actifs et passifs financiers renseignés au coût historique, leur évaluation correspond au montant initial enregistré.

#### 2.3.2.2 Le coût amorti

Le coût amorti correspond au montant initial enregistré, diminué des amortissements en capital, ajusté des primes et décotes calculées par différence entre le montant initial et le montant de remboursement à l'échéance et étalées sur la durée de l'actif, moins les dépréciations constatées via des corrections de valeur dans le cas où il y a indication objective de perte de valeur de l'actif considéré.

### 2.3.2.3 La juste valeur

La juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée peut normalement être déterminée par référence à un marché actif ou à partir de techniques d'évaluation basées principalement sur des observations de marché.

Ainsi, pour déterminer une valorisation cohérente des différents instruments financiers évalués à la juste valeur, la Banque a recours aux méthodes et modèles suivants :

- instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture : la Banque applique la méthode des flux de trésorerie actualisés pour les contrats "Plain-Vanilla", respectivement la méthode de "Black-Karasinski" pour les contrats structurés.
- actifs financiers :
  - valeurs mobilières à revenu fixe :
    - pour les valeurs cotées sur un marché actif, utilisation du prix "bid" d'une source de cotation officielle,
    - pour les valeurs cotées sur un marché jugé inactif, détermination d'une valeur d'évaluation via l'application du modèle d'évaluation interne.
  - valeurs mobilières à revenu variable :
    - pour les valeurs cotées sur un marché actif, utilisation du prix "bid" d'une source de cotation officielle,
    - pour les valeurs non cotées, respectivement cotées sur un marché jugé inactif, détermination par la Banque d'une valeur d'évaluation par une analyse détaillée des derniers comptes annuels et par la prise en compte des prix d'éventuelles transactions récentes.
- passifs financiers :
 

les émissions d'EMTN de la Banque sont comptabilisées à l'origine au coût amorti. Par la suite, en vue d'éviter un impact au compte de résultat lié à la couverture de ces émissions par des instruments dérivés, ces opérations sont désignées comme "fair value hedge". Ainsi, la méthode d'évaluation à la juste valeur appliquée à l'émission ainsi que l'évaluation de sa couverture sont identiques : méthode des flux de trésorerie actualisés, respectivement méthode "Black-Karasinski".

### 2.3.3 Jugements et estimations comptables

Dans le cadre de la mise en place des principes comptables sous IFRS, la Banque a dû faire appel, dans certains cas, à des jugements ainsi qu'à des estimations dans la détermination des montants renseignés dans les comptes annuels.

Les cas les plus significatifs dans lesquels des jugements, respectivement des estimations, ont dû être faits sont :

#### *2.3.3.1 La juste valeur des instruments financiers*

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier renseigné au bilan ne peut être déterminée à partir d'un marché actif, elle est calculée à partir de techniques d'évaluation basées le plus souvent sur des modèles mathématiques. Dans la mesure du possible, les variables qui sont fournies aux modèles mathématiques sont issues d'observations de marché.

La Banque détermine l'activité, respectivement l'inactivité, d'un marché de valeurs mobilières à revenu fixe à partir de critères tels que le poids de la position détenue par la Banque dans l'émission totale, le nombre de contributeurs de prix, le "Bid Size" moyen ainsi que les écarts entre prix "bid" et prix "ask".

Lorsque le marché est considéré comme étant actif, la Banque utilise les prix d'une source de cotation officielle. Dans le cas d'une émission pour laquelle les critères mis en place par la Banque permettent de conclure que le marché est inactif, la Banque calcule d'abord un prix par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés ("Discounted Cash flow method") à partir de courbes de taux d'intérêt et de "spread" déterminés en fonction de la qualité de l'émetteur. Le prix ainsi calculé est ensuite pondéré avec une indication de prix fourni par une source de cotation, même si l'indication de prix est issue d'un marché pour lequel la Banque a, compte tenu de son analyse marché actif/inactif, émis un doute sur son caractère actif.

#### *2.3.3.2 Dépréciations des actifs financiers ("impairment") évalués au coût amorti*

La Banque déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

Pour les dossiers de la banque de détail ("retail banking"), l'estimation du montant irrécouvrable sur des dossiers spécifiques est effectuée à partir d'observations de pertes historiques, alors qu'un jugement effectué dossier par dossier permet de déterminer le montant irrécouvrable de la clientèle professionnelle ("wholesale banking"). Une correction de valeur spécifique est enregistrée en conséquence.

En ce qui concerne les "indications objectives de dépréciation" telles que déterminées par les IFRS, la Banque les assimile à la notion d'"entrée en défaut" par application des règles internes de gestion du risque de crédit définies pour le calcul du ratio d'adéquation des fonds propres selon Bâle II.

La Banque constitue par ailleurs des "corrections de valeur sur base collective" sur les créances non identifiées sur base individuelle comme étant en défaut, afin de tenir compte du risque de crédit progressif après la date d'octroi du crédit.

Pour calculer cette correction de valeur collective, la Banque se base sur les données historiques des pertes réalisées sur le portefeuille de crédit. Elle détermine ainsi la probabilité de défaut pour les différents types de prêts en fonction de la durée qui s'est écoulée dans la relation de crédit entre l'octroi du prêt et l'entrée en défaut.

La correction de valeur collective, encore appelée dépréciation "IBNR" (Incurred But Not Reported), porte sur l'ensemble des actifs qui n'ont pas subi de dépréciation individuelle et appartenant à la rubrique "Prêts et avances au coût amorti – Clientèle".

La méthodologie appliquée pour déterminer la correction de valeur collective est basée sur le concept de la perte attendue et se définit comme le produit de l'engagement à la date de calcul de la provision (EaD) par la probabilité de défaut estimée sur base des données historiques (PD) et la perte en cas de défaut telle qu'elle est calculée pour Bâle II (LGD).

En application des normes IFRS, la Banque prend en compte l'incidence de l'évolution des conditions économiques en appliquant des LGD "best estimate" qui surpondèrent les LGD du passé récent par rapport à ceux du passé plus lointain.

### *2.3.3.3 Dépréciations des actifs disponibles à la vente*

La Banque considère les valeurs mobilières du portefeuille "actifs financiers disponibles à la vente" (AFS) comme dépréciées, lorsqu'elle s'attend à une baisse durable des flux de trésorerie futurs contractuels en raison d'"indications objectives de dépréciation".

Parmi les "indications objectives" figurent :

- problèmes de trésorerie suite à un ou des retards de paiement, respectivement remboursement,
- baisse des notations en-dessous d'un seuil critique (B+),
- dégradation de la solvabilité.

Dans cette optique, la chute du prix de plus de 20% déclenche automatiquement un test de dépréciation, indépendamment de la présence ou non d'"indications objectives".

Lorsque la Banque retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu fixe, la différence entre le prix d'évaluation et le coût amorti sera renseignée au compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique "réserve de réévaluation".

De même, lorsque la Banque retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu variable, la différence entre le prix d'évaluation et le coût d'acquisition sera renseignée au compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique "réserve de réévaluation".

## 2.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès de banques centrales ainsi que tous les avoirs venant à échéance endéans 90 jours.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

La Banque utilise la méthode indirecte pour déterminer les flux de trésorerie et corrige le résultat net pour éliminer tous les flux purement comptables qui ne se traduisent pas par une entrée ou une sortie de liquidités pour la Banque.

### *Activités opérationnelles*

Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de revenus. Ce sont toutes les activités autres que celles d'investissement ou de financement. En pratique, il s'agit des produits et charges d'exploitation, mais également des flux de trésorerie rattachés aux produits et charges financiers et exceptionnels et des différentes catégories d'impôts payés au courant de l'exercice.

### *Opérations d'investissement*

Les activités d'investissement comprennent l'acquisition et la cession d'actifs à long terme et tout autre investissement qui n'est pas inclus dans les équivalents de liquidités.

### *Opérations de financement*

Les activités de financement sont des activités qui entraînent des changements quant à l'ampleur et à la composition des capitaux propres et des capitaux subordonnés empruntés à l'établissement.

### 3. Informations sur les règles comptables appliquées aux rubriques du bilan

#### 3.1 CAISSE ET AVOIRS AUPRES DES BANQUES CENTRALES

La trésorerie se compose essentiellement des postes caisse et de la réserve minimale obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg.

La réserve minimale obligatoire est alimentée de sorte à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale du Luxembourg.

Ces fonds ne sont pas disponibles pour financer les opérations courantes de la Banque. La base de réserve, calculée mensuellement, est définie en fonction des éléments du bilan selon les principes comptables luxembourgeois. Le calcul de la base qui détermine l'exigence de réserve est effectué par la Banque centrale.

#### 3.2 LES INSTRUMENTS FINANCIERS

##### 3.2.1 Actifs et passifs détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers détenus dans le but de dégager un bénéfice des fluctuations à court terme des prix sont classés comme actifs, respectivement passifs détenus à des fins de transaction. Sont inclus dans cette catégorie les valeurs mobilières à revenu fixe, les valeurs mobilières à revenu variable, les ventes à découvert sur ces mêmes instruments financiers ainsi que les instruments dérivés utilisés à des fins de transaction.

La notion de "court terme" n'étant pas définie par la norme IAS 39, la Banque considère une intention de détention d'une durée moyenne de six mois pour les instruments non dérivés.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont initialement comptabilisés à la juste valeur avec, par la suite, la prise en compte des variations de juste valeur en "résultats sur instruments financiers détenus à des fins de transaction" au compte de résultat. Les intérêts courus durant la période de détention ainsi que les intérêts perçus sont comptabilisés dans la rubrique "résultats d'intérêts" et les dividendes dans la rubrique "revenus de valeurs mobilières" du compte de résultat, à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.

##### 3.2.2 Valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à échéance

Les titres cotés ayant une échéance déterminée que la Banque a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à échéance sont comptabilisés sous la rubrique "titres détenus jusqu'à échéance" au coût amorti, en utilisant la méthode

du taux d'intérêt effectif avec intégration en résultat des primes et décotes étalées sur la durée de vie de l'actif, après déduction éventuelle d'une dépréciation pour perte de valeur ("impairment"). L'étalement des décotes et des primes se fait à la rubrique "résultat d'intérêts" au compte de résultat.

Les conditions de classement en actifs détenus jusqu'à échéance, ainsi que les règles strictes de tenue du portefeuille (conditions de transfert et de vente restreintes), ont conduit la Banque à limiter l'utilisation de ce portefeuille. Ces actifs étant détenus jusqu'à échéance et n'étant pas évalués à la juste valeur, ne sont pas exposés à un risque de variation des taux d'intérêts et il n'est dès lors pas possible de les couvrir contre ce risque. En revanche, ils peuvent être couverts contre le risque de change et contre le risque de crédit. La Banque investit principalement en titres émis ou garantis par des émetteurs de première qualité, étatiques ou bancaires, dans le cadre de sa politique de gestion actifs-passifs.

### 3.2.3 Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente correspondent aux positions qui ont été désignées initialement comme telles, respectivement ce sont les positions qui ne sont pas classées lors de la comptabilisation initiale dans l'une des trois autres catégories d'actifs "actifs détenus à des fins de transaction, actifs détenus jusqu'à échéance ou créances évaluées au coût amorti".

La catégorie des actifs disponibles à la vente inclut des valeurs mobilières à revenu fixe, les crédits cotés sur un marché actif ainsi que les valeurs mobilières à revenu variable, notamment les investissements en actions et en SICAV. La Banque a par ailleurs opté pour l'évaluation à la juste valeur, selon la norme IAS 39, des participations dans les sociétés associées et les filiales en assimilant lesdits investissements à la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente pour les besoins des comptes annuels individuels. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction. Les intérêts sont comptabilisés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inclus dans le résultat d'intérêts. Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique "revenus de valeurs mobilières" du compte de résultat à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.

L'évaluation des positions disponibles à la vente se fait à leur juste valeur sur base des prix offerts ("bid price") pour les titres cotés sur un marché actif ou par l'utilisation de modèles se basant sur des données de marché observables ou des estimations internes. Les plus ou moins-values latentes dégagées par les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente sont comptabilisées en fonds propres dans la rubrique "réserve de réévaluation". Les dépréciations d'actifs sont renseignées au niveau du compte de résultat et ne figureront par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique "réserve de réévaluation".

Lors de la cession d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat réalisé est enregistré au compte de résultat dans la rubrique "résultats réalisés sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat". Si la Banque détient plusieurs investissements dans le même titre, les sorties du stock s'effectueront suivant la méthode "FIFO - first in - first out".

Les plus ou moins-values latentes et réalisées sur valeurs mobilières à revenu fixe sont dégagées en comparant la juste valeur de l'obligation à son coût amorti. En ce qui concerne les valeurs mobilières à revenu variable, le coût d'acquisition, y compris les coûts de transaction, est comparé à la juste valeur pour dégager le résultat.

Les obligations qui font partie du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente et qui sont couvertes contre les variations du taux d'intérêt connaissent un traitement particulier exposé au point suivant.

#### 3.2.4 Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture

La Banque utilise des instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix tels qu'indices boursiers ou prix d'actions. Les instruments dérivés couramment utilisés sont les "IRS – Interest Rate Swaps" et les "CIRS – Cross currency interest rate swaps" dans le cadre d'opérations de couverture standard "plain vanilla". Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées (EMTN) et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente contenant des dérivés incorporés ("embedded derivatives") par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par IAS 39.

La Banque classe les instruments de couverture dans les catégories suivantes :

- couverture de juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme ;
- couverture d'un flux de trésorerie futur attribuable à un actif ou passif déterminé ou à une transaction future.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.

La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- Préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée.
- La couverture débute avec la désignation de l'instrument financier dérivé de couverture et se termine, soit à la décomptabilisation de l'instrument couvert, soit si l'efficacité de la couverture n'est plus donnée.
- Efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur, respectivement de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéances, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par la Banque pour l'opération en question.
- Efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme faisant partie d'une couverture de juste valeur qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisées au compte de résultat à la rubrique "résultat sur opérations de couverture", au même titre que les variations de juste valeur des instruments couverts.

Si à un moment donné, la couverture vient à ne plus satisfaire aux conditions de la comptabilité de couverture, la part réévaluée à la juste valeur de l'élément couvert portant intérêt financier doit être amortie en résultat sur la durée résiduelle de l'élément couvert, sous forme d'un ajustement du rendement de l'élément couvert.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisés dans les fonds propres à la rubrique "réserve de réévaluation – couverture de flux de trésorerie".

Si un instrument de couverture arrive à expiration, est vendu, résilié ou exercé ou si la transaction ne satisfait plus aux critères requis pour être qualifiée de couverture, la Banque cesse de pratiquer la comptabilité de couverture. Un ajustement de la valeur comptable d'un instrument financier couvert portant intérêt est amorti par le compte de résultat, l'ajustement devant être totalement amorti à l'échéance. Si l'élément comptable est décomptabilisé, c'est-à-dire sorti du bilan, sa variation de juste valeur est prise directement en résultat.

### 3.2.5 Opérations sur titres : mises et prises en pension – prêts et emprunts de titres

#### 3.2.5.1 Mises et prises en pension

Les titres soumis à une convention de vente avec engagement de rachat (opérations de cession-rétrocession) qui porte sur le même actif ou un actif substantiellement identique demeurent au bilan et sont considérés comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction, comme des actifs financiers disponibles à la vente ou comme des actifs financiers détenus jusqu'à échéance. La dette envers la contrepartie est inscrite au passif sous la rubrique "dépôts évalués au coût amorti". La Banque conclut essentiellement des contrats avec engagement de rachat du même actif ou d'actifs identiques.

Par analogie, les titres soumis à une convention d'achat avec engagement de revente, qui portent sur un même actif ou un actif substantiellement identique, ne sont pas actés dans le bilan. La contrepartie des titres achetés avec un engagement de revente (prise en pension) est inscrite dans la rubrique "prêts et avances au coût amorti".

La Banque effectue des opérations de "triparty repo" et de "triparty reverse repo" avec des contreparties dont le "rating" est supérieur ou égal à la notation "A". Un intermédiaire intervient en tant qu'entité tierce pendant toute la durée de vie du contrat pour gérer les règlements contre livraison, contrôler les critères d'éligibilité des titres, calculer et gérer les appels de marge, gérer les substitutions de titres. Les échéances des contrats varient entre "overnight" et 6 mois.

Le revenu des contrats de mise et de prise en pension se comptabilise au compte de résultat à la rubrique "résultat d'intérêts".

#### 3.2.5.2 Prêts et emprunts de titres

Les titres prêtés demeurent au bilan. Les titres empruntés ne figurent pas au bilan.

### 3.2.6 Prêts et avances évalués au coût amorti

Les prêts et avances évalués au coût amorti sont des actifs financiers émis par la Banque avec des paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les prêts et avances à échéance fixe émis par la Banque sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'un test de dépréciation à chaque arrêté comptable et donnent lieu, le cas échéant, à comptabilisation d'une dépréciation.

La norme IAS 18 impose de considérer les frais de dossier comme des frais d'origination ce qui signifie qu'il faut les intégrer au calcul du taux d'intérêt effectif. La méthode actuarielle consiste à étaler les frais et commissions significatifs attachés aux créances à taux fixe sur la durée de vie de l'actif et de les comptabiliser comme un ajustement du taux de rendement effectif de l'actif auquel ils sont attachés.

Dans le cas où ils ne sont pas significatifs, ils sont directement comptabilisés en résultat.

Dans le cas des prêts à taux variable ou ajustable, l'étalement se fera non pas par la méthode actuarielle, mais par la méthode linéaire.

La Banque ayant opté pour l'évaluation au coût amorti des créances non représentées par un titre, l'évaluation en fonction de la courbe de taux d'intérêt ne se fait que dans le cas d'une couverture du prêt par un instrument dérivé et lorsque la Banque a formellement désigné l'opération comme opération de couverture en accord avec les normes IFRS.

### 3.2.7 Marché interbancaire

#### 3.2.7.1 Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur nette de frais de transaction. Ultérieurement, les emprunts sont comptabilisés au coût amorti et toute différence entre le montant net reçu et le montant remboursé est comptabilisée au compte de résultat sur la durée du prêt, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### 3.2.7.2 Emissions de titres

A la base, les émissions de la BCEE sont évaluées au coût amorti. Toutefois, dans le cadre de ses programmes Euro medium term notes (EMTN), la Banque émet bon nombre d'obligations structurées contenant des instruments dérivés incorporés ("embedded derivatives") dont les variations de prix sont couvertes par des "swaps" dont la structure est une copie conforme de celle contenue dans l'obligation.

La Banque a désigné ces opérations comme "fair value hedge" ce qui lui permet de compenser l'effet de marché au niveau du compte de résultat.

### 3.2.8 Dépréciation des actifs financiers

La Banque déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

En ce qui concerne les actifs évalués au coût amorti, le montant recouvrable est net de tout nantissement ou garantie et correspond à la valeur des flux futurs ré-estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial ou au dernier taux d'intérêt effectif pour les instruments à taux variable. Le montant de la dépréciation correspond à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable.

Pour les instruments évalués à la juste valeur, le montant recouvrable correspond soit à la juste valeur, soit à la valeur actualisée des flux futurs estimés au taux de marché applicable à un actif financier similaire.

Les dotations pour dépréciation du portefeuille disponible à la vente et des créances sont comptabilisées à l'actif en diminution de la rubrique concernée.

On distingue 2 catégories de dépréciation :

**Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base individuelle** : le montant de la dépréciation d'un actif est le résultat de la différence entre sa valeur bilantaire et sa valeur recouvrable. Les actifs financiers sont évalués contrat par contrat. Cependant, les actifs financiers de faible montant, tels que les prêts à la consommation, qui présentent des caractéristiques de risques similaires sont en principe regroupés afin de procéder à une évaluation globale du taux de dépréciation.

**Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base collective** : les normes IFRS prévoient, en l'absence de corrections de valeur sur base individuelle, la constitution de corrections de valeur sur base collective pour couvrir le risque de perte potentielle lorsqu'il existe une ou plusieurs indications objectives de perte probable dans certains segments du portefeuille ou dans d'autres engagements de prêts accordés non utilisés à la date de clôture. A l'heure actuelle, la Banque n'applique ce principe qu'à la clientèle "retail" renseignée au portefeuille des "Prêts et avances évalués au coût amorti". Afin de calculer les corrections de valeur sur base collective, la Banque se base sur l'expérience et les données historiques de pertes réalisées. La probabilité de défaut pour les différents types de prêts est calculée en fonction de la durée entre l'octroi du prêt et son entrée en défaut.

Lorsque la Direction estime, sur base d'indications objectives, qu'un actif financier est totalement irrécouvrable, il est entièrement déprécié par dotation du complément nécessaire à la dépréciation éventuelle existante. Si, par la suite, des rentrées de fonds sont actées sur cet actif, elles sont comptabilisées en résultat à la rubrique "autres produits d'exploitation".

### 3.2.9 Autres actifs et autres passifs financiers

Les autres actifs se composent notamment des valeurs à recevoir à court terme. Les autres passifs se composent des valeurs à payer à court terme, des dettes envers les créanciers divers, des coupons à payer et des titres remboursables pour compte de tiers, des dettes envers les créanciers privilégiés ainsi que de la part du bénéfice à verser à l'Etat.

### 3.2.10 Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction et des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat s'assimilent à des compléments d'intérêt, tels les frais de dossier.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrés à leur juste valeur. Les changements de juste valeur sont comptabilisés au compte de résultat à la rubrique "résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction". Les dividendes sont enregistrés à la rubrique "revenu de valeurs mobilières", les intérêts sont enregistrés à la rubrique "résultat d'intérêts".

La Banque comptabilise en compte de résultat les commissions en fonction du type des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en compte de résultat sur la durée de la prestation rendue (frais de dossiers sur prêts, frais de transaction...),
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en compte de résultat quand la prestation est réalisée,
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en compte de résultat lors de l'exécution de cet acte.

Pour certaines opérations liées à la clientèle "Wholesale international", les commissions d'engagement et d'utilisation sont déterminées en fonction d'un pourcentage de la ligne de crédit. Ces commissions sont intégrées "prorata temporis" sur la durée de vie de la ligne, sauf s'il s'agit de commissions devant être intégrées au coût d'acquisition de l'exposition bilantaire éventuelle résultant de la ligne de crédit.

### 3.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles à usage propre ainsi que les immobilisations corporelles de placement sont comptabilisées au prix d'acquisition. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés comme partie intégrante du coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles à usage propre se composent des terrains et constructions, des aménagements intérieurs ainsi que des équipements informatiques et autres. En ce qui concerne la rubrique "immobilisations corporelles de placement" prévue par la norme IAS 40, la Banque y renseigne les immeubles donnés en location.

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur cumulées. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés et amortis comme partie intégrante du coût d'acquisition au même rythme que l'actif principal. Le montant amortissable de ces immobilisations est calculé après déduction de leur valeur résiduelle. Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue. Les terrains sont enregistrés au coût.

Durée d'utilité pour les principaux types d'immobilisations :

- constructions : 50 ans
- matériel informatique : 4 ans
- aménagement des bureaux, mobiliers et matériels : de 2 à 10 ans
- véhicules : 4 ans

Les investissements qui sont réalisés sur les immeubles pris en location s'amortissent en fonction de la durée restant à courir du bail. Si la durée n'est pas déterminée, l'amortissement se fait sur 10 ans.

Les frais de maintenance et de réparation n'affectant pas la valeur productive des immobilisations sont comptabilisés au compte de résultat au moment de leur survenance.

Si la valeur recouvrable d'une immobilisation devenait inférieure à sa valeur comptable, la valeur au bilan de cette immobilisation devrait être ramenée à son montant recouvrable estimé par la constatation d'une dépréciation d'actifs.

Les dépenses qui ont pour but d'augmenter les bénéfices retirés d'une immobilisation ou d'un bien immobilier ou qui contribuent à augmenter leur durée de vie sont capitalisées à l'actif, à concurrence de la juste valeur, et amorties sur la durée de vie de l'actif.

Les plus ou moins-values provenant de la mise hors service ou de la sortie d'une immobilisation corporelle du patrimoine de la Banque sont déterminées par différence entre les produits de sortie nets et la valeur résiduelle de l'actif et sont imputées au compte de résultat, à la ligne "autres produits ou autres charges d'exploitation", à la date de mise hors service ou de la sortie.

Le prix d'acquisition du matériel et du mobilier dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année est directement enregistré au compte de résultat de l'exercice.

### 3.4 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La Banque considère les logiciels, qu'ils soient acquis ou générés en interne, ainsi que les coûts de développement et de mise en place y afférents, comme des immobilisations incorporelles. Il s'agit essentiellement de logiciels qui sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

### 3.5 LES CONTRATS DE LOCATION

Un contrat de location qui transfère l'essentiel des risques et des avantages liés à la possession de l'actif est un contrat de location-financement ("financial lease"), sinon il s'agit d'un contrat de location simple ("operating lease").

#### **3.5.1 La Banque est locataire**

La Banque a essentiellement conclu des contrats de location simple pour la location de ses immeubles ou équipements. Les loyers de location sont comptabilisés au compte de résultat. S'il est mis fin anticipativement à un contrat de location, les pénalités à payer sont comptabilisées en tant que charges de l'exercice au cours duquel la résiliation est survenue.

#### **3.5.2 La Banque est bailleuse**

Lorsque la Banque donne un bien en location dans le cadre d'un contrat de location-financement, la valeur actualisée des paiements dus au titre du contrat est comptabilisée en tant que créance sous la rubrique "prêts et avances au coût amorti" sur la clientèle, respectivement sur les établissements de crédit. La différence entre le montant des paiements dus et leur montant actualisé est comptabilisée comme un produit financier latent à la rubrique "résultat d'intérêts" du compte de résultat. Les loyers, de même que les coûts attribuables à la conclusion du contrat, sont répartis sur la durée du contrat de location de sorte à ce que les produits génèrent un taux d'intérêt effectif constant.

### 3.6 AVANTAGES AU PERSONNEL

Les avantages au personnel sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19. La Banque accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en trois catégories :

#### 3.6.1 Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels et primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restant dus à la clôture.

#### 3.6.2 Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. Ils sont évalués selon la même méthode actuarielle que celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi.

#### 3.6.3 Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément à la loi organique du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, les agents-employés bénéficient d'un supplément de pension, à charge de l'établissement, s'ils se trouvent dans les conditions ouvrant droit au régime de pension des fonctionnaires de l'Etat. Les suppléments de pension concernent les prestations suivantes :

- la pension de vieillesse ;
- la pension d'invalidité ;
- la pension de survie du conjoint ou du partenaire survivant ;
- la pension de survie d'orphelin ;
- le trimestre de faveur.

Par ailleurs, les pensions des agents fonctionnaires sont également à la charge de l'établissement.

Le montant d'une prestation d'un agent fonctionnaire résulte de l'application du régime de pension des fonctionnaires de l'Etat. En revanche, le montant de la prestation d'un agent-employé résulte de la différence entre le montant de ladite prestation telle que prévue par le régime de pension des fonctionnaires de l'Etat et le montant de la prestation telle que prévue par le régime de l'assurance pension des employés privés.

Ainsi, ce régime est par nature un régime à prestations définies qui finance des engagements du premier pilier.

L'externalisation, depuis le 1er décembre 2009, du fonds de pension vers le compartiment BCEE de la "Compagnie Luxembourgeoise de Pension (CLP)", constitué sous la forme d'une association d'épargne-pension "ASEP", fait que le montant inscrit au bilan correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée au régime à prestations définies à la clôture, déduction faite des actifs du régime, ainsi que des ajustements au titre des écarts actuariels et des coûts des services passés non comptabilisés.

L'obligation au titre du régime à prestations définies est calculée chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre du régime à prestations définies est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Annuellement, la charge de pension de la Banque correspond au total des montants ci-dessous :

- le coût des services rendus au cours de l'exercice ;
  - le coût financier résultant de l'application du taux d'actualisation ;
  - la totalité des écarts actuariels ;
- montants desquels est retranché le rendement attendu.

Les écarts actuariels sont comptabilisés systématiquement à la rubrique "réserves" dans les capitaux propres.

La Banque s'est basée sur les tables de mortalité STATEC avec rajeunissement de 5 ans afin de tenir compte de la longévité des ayants droit.

### 3.7 PROVISIONS

Une provision, selon IAS 37, est un passif dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise, mais qui représente pour la Banque une obligation à l'égard d'un tiers, résultant des pratiques passées, dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

La Banque comptabilise une provision à sa valeur actualisée lorsqu'il est possible d'estimer de manière raisonnablement précise le montant de l'obligation.

En maintenant les provisions prudentielles admises en "Lux-Gaap" mais non éligibles selon IFRS, la Banque déroge à la norme IAS 37. Les provisions prudentielles comportent :

- La provision forfaitaire : il s'agit de la constitution en franchise provisoire d'impôt d'une provision à caractère général pour risque potentiel sur les postes d'actif et de hors-bilan, risques non encore identifiés au moment de l'établissement du bilan.
- La provision AGDL : il s'agit de la constitution en franchise provisoire d'impôt d'une provision visant à honorer les engagements de la Banque qui découlent de son adhésion à l'AGDL. L'objet exclusif de l'AGDL est l'établissement d'un système de garantie mutuelle des dépôts en argent et des créances résultant d'opérations d'investissement effectuées par des personnes physiques et par certaines catégories de personnes morales auprès de membres de l'AGDL. L'AGDL rembourse au déposant le montant de ses dépôts en argent garantis et à l'investisseur le montant de sa créance avec un maximum fixé à la contre-valeur en toutes monnaies de EUR 100.000 par dépôt en argent garanti et de EUR 20.000 par créance garantie résultant d'opérations d'investissement autres que celle portant sur un dépôt en argent.
- Les postes spéciaux avec une quote-part de réserves : il s'agit de montants susceptibles d'immunisation fiscale correspondant à des plus-values résultant notamment de l'application des articles 53, 54 et 54 bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu (LIR). En vertu de ces articles, des plus-values résultant de l'aliénation, de la conversion ou de la disparition d'un actif peuvent être immunisées fiscalement, moyennant le respect d'un certain nombre de conditions, lorsqu'elles sont transférées sur des actifs de remploi acquis ou constitués par l'entreprise.

### 3.8 IMPOTS DIFFERES

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles observées entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif. La méthode du calcul global, qui consiste à appréhender tous les décalages temporaires quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable, est retenue pour le calcul des impôts différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé. Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférents aux gains et pertes latents sur les actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés sur les capitaux propres à la rubrique "réserve de réévaluation".

#### 4. Notes au bilan<sup>1</sup> (en euros)

##### 4.1 CAISSE ET AVOIRS AUPRÈS DES BANQUES CENTRALES

La trésorerie se compose de la caisse et des avoirs auprès des banques centrales. La réserve obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg est renseignée sous ce poste. Il s'agit de réserves minimales destinées à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale. Dès lors, ces fonds ne sont pas disponibles au financement des opérations courantes de la Banque.

##### 4.2 INSTRUMENTS FINANCIERS

L'analyse sur les instruments financiers est effectuée par contrepartie et par nature, en distinguant les instruments avec une maturité résiduelle inférieure à un an et supérieure à un an.

##### 4.2.1 Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

Actifs	31/12/2009			31/12/2010		
	≤ 1 an	> 1 an	total	≤ 1 an	> 1 an	total
Instruments financiers non dérivés	1.245.972	3.734.093	4.980.065	1.141.189	5.808.908	6.950.097
Instruments dérivés (note 4.7.)	116.635.368	8.851.654	125.487.023	87.635.826	18.054.730	105.690.556
<b>Total</b>	<b>117.881.340</b>	<b>12.585.748</b>	<b>130.467.088</b>	<b>88.777.016</b>	<b>23.863.638</b>	<b>112.640.654</b>
Passifs	31/12/2009			31/12/2010		
Instruments financiers non dérivés	293.806	-	293.806	192	171.757	171.950
Instruments dérivés (note 4.7.)	57.748.142	23.863.320	81.611.462	100.982.794	28.313.118	129.295.912
<b>Total</b>	<b>58.041.948</b>	<b>23.863.320</b>	<b>81.905.268</b>	<b>100.982.987</b>	<b>28.484.875</b>	<b>129.467.862</b>
Actifs - Instruments financiers non dérivés	31/12/2009			31/12/2010		
<b>Instruments de dettes</b>	<b>987.237</b>	<b>3.734.093</b>	<b>4.721.330</b>	<b>1.126.479</b>	<b>5.808.908</b>	<b>6.935.387</b>
<i>Secteur public</i>	89.707	1.816.433	1.906.140	41.088	1.850.611	1.891.699
<i>Etablissements de crédit</i>	790.630	1.438.314	2.228.944	874.650	2.908.780	3.783.430
<i>Clientèle "corporate"</i>	106.900	479.346	586.246	210.742	1.049.516	1.260.258
<b>Instruments de capitaux propres</b>	<b>258.735</b>	<b>-</b>	<b>258.735</b>	<b>14.710</b>	<b>-</b>	<b>14.710</b>
<b>Total</b>	<b>1.245.972</b>	<b>3.734.093</b>	<b>4.980.065</b>	<b>1.141.189</b>	<b>5.808.908</b>	<b>6.950.097</b>
Résultat latent à la clôture	10.376	78.871	89.247	13.114	232.162	245.276
Passifs - Instruments financiers non dérivés	31/12/2009			31/12/2010		
<b>Ventes à découvert</b>	<b>293.806</b>	<b>-</b>	<b>293.806</b>	<b>192</b>	<b>171.757</b>	<b>171.950</b>
<i>Obligations</i>	-	-	-	-	171.757	171.757
<i>Actions</i>	293.806	-	293.806	192	-	192
<b>Total</b>	<b>293.806</b>	<b>-</b>	<b>293.806</b>	<b>192</b>	<b>171.757</b>	<b>171.950</b>

<sup>1</sup> D'éventuelles différences mineures entre les chiffres présentés dans les notes aux comptes annuels et ceux des différents états représentent uniquement des différences d'arrondis.

## 4.2.2 Actifs financiers disponibles à la vente

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	≤1 an	> 1 an	total	≤1 an	> 1 an	total
<b>Instruments de dettes</b>	<b>2.891.009.845</b>	<b>8.392.033.573</b>	<b>11.283.043.418</b>	<b>2.284.450.468</b>	<b>8.376.638.487</b>	<b>10.661.088.955</b>
<i>Secteur public</i>	22.481.638	2.897.516.615	2.919.998.253	62.989.852	2.948.670.350	3.011.660.201
<i>Etablissements de crédit</i>	2.454.030.932	3.672.372.797	6.126.403.729	1.485.859.056	3.374.425.232	4.860.284.288
<i>Clientèle "corporate"</i>	414.497.275	1.822.144.161	2.236.641.436	735.601.560	2.053.542.906	2.789.144.466
<b>Instruments de capitaux propres</b>	<b>712.152.526</b>	-	<b>712.152.526</b>	<b>791.518.491</b>	-	<b>791.518.491</b>
<i>Etablissements de crédit</i>	17.346.727	-	17.346.727	20.133.113	-	20.133.113
<i>Clientèle "corporate"</i>	693.499.087	-	693.499.087	771.100.841	-	771.100.841
<i>Autres</i>	1.306.711	-	1.306.711	284.537	-	284.537
<b>Total</b>	<b>3.603.162.371</b>	<b>8.392.033.573</b>	<b>11.995.195.944</b>	<b>3.075.968.958</b>	<b>8.376.638.487</b>	<b>11.452.607.445</b>
Dépréciation d'actifs financiers ("impairment")	-6.508.568	-119.306.018	-125.814.586	-10.185.603	-67.119.570	-77.305.173
Résultat latent à la clôture	466.418.363	24.615.116	491.033.479	565.688.061	-116.947.696	448.740.366

## Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente :

	Clientèle "Corporate"		Etablissements de crédit	Total
	ABS/MBS	Autres		
<b>Situation au 1er janvier 2009</b>	<b>36.139.068</b>	<b>7.784.371</b>	<b>65.145.192</b>	<b>109.068.631</b>
Dotations	33.247.931	2.000.780	8.865.467	44.114.178
Reprises	-2.254.210	-3.812.450	-150.000	-6.216.660
Amortissements de créances	-	-	-21.151.563	-21.151.563
<b>Situation au 31 décembre 2009</b>	<b>67.132.789</b>	<b>5.972.701</b>	<b>52.709.096</b>	<b>125.814.586</b>
<b>Situation au 1er janvier 2010</b>	<b>67.132.789</b>	<b>5.972.701</b>	<b>52.709.096</b>	<b>125.814.586</b>
Dotations	3.719.783	3.350.157	-	7.069.940
Reprises	-10.273.997	-	-9.830.967	-20.104.964
Amortissements de créances	-4.961.486	-	-30.512.903	-35.474.390
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>55.617.089</b>	<b>9.322.858</b>	<b>12.365.226</b>	<b>77.305.173</b>

**Résultat latent sur actifs financiers disponibles à la vente :**

La ventilation du résultat latent à la clôture se présente comme suit :

**Les instruments de dettes**

Les instruments de dettes regroupent des obligations à taux variable, des obligations à taux fixe, ainsi que des obligations structurées. Les obligations à taux fixe et les obligations structurées sont transformées en taux variable par l'utilisation d'instruments dérivés ("asset-swaps"). La Banque assimile ces opérations à des couvertures de juste valeur. Les efficacités prospectives et rétrospectives des opérations de couverture sont proches de 100%.

31/12/2010    Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de juste valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("credit & liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Taux d'efficacité rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	267.777.929	-248.639.924	99,89%
Obligations à taux variable	98.705.167		

31/12/2009    Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de juste valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("credit & liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Taux d'efficacité rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	-54.280.225	187.084.104	99,80%
Obligations à taux variable	-108.188.764		

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

Instruments de dette	2009	2010
<b>Situation au 1er janvier</b>	<b>11.806.819.966</b>	<b>11.283.043.418</b>
Acquisitions	1.920.232.434	2.591.778.038
Ventes	-121.338.868	-123.661.195
Remboursements	-2.526.767.958	-3.023.971.249
Résultats réalisés	-4.529.583	41.209
Proratas d'intérêts	21.424.645	-20.350.063
Evaluations latentes	327.126.603	-142.859.464
Dépréciations	-31.060.758	51.859.568
Différence de change	-108.863.064	45.208.692
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>11.283.043.418</b>	<b>10.661.088.955</b>

#### Les instruments de capitaux propres

31/12/2010	Ajustement de juste valeur des instruments de capitaux propres
Instruments de capitaux propres	566.583.538
dont : Dépréciations d'actifs financiers	-9.858.724

31/12/2009	Ajustement de juste valeur des instruments de capitaux propres
Instruments de capitaux propres	466.418.364
dont : Dépréciations d'actifs financiers	-6.508.568

#### 4.3 PARTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DANS LES FILIALES

	31/12/2009	31/12/2010
Valeur d'acquisition	38.797.779	43.903.792
Résultat d'évaluation	192.801.283	192.400.743
<b>Sous-total</b>	<b>231.599.062</b>	<b>236.304.535</b>

#### 4.4 TITRES DETENUS JUSQU'À ECHEANCE

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	≤1 an	> 1 an	total	≤1 an	> 1 an	total
<b>Instruments de dettes</b>						
Secteur public	106.733.403	595.786.100	702.519.503	25.165.776	645.357.947	670.523.723
Établissements de crédit	517.702.727	1.528.500.989	2.046.203.716	1.272.767.049	1.800.613.858	3.073.380.907
Clientèle "corporate"	-	97.148.876	97.148.876	316.668.342	313.274.788	629.943.130
<b>Total</b>	<b>624.436.130</b>	<b>2.221.435.965</b>	<b>2.845.872.095</b>	<b>1.614.601.166</b>	<b>2.759.246.593</b>	<b>4.373.847.760</b>

La Banque n'a pas acté de dépréciation à la clôture sur les titres détenus jusqu'à échéance. L'augmentation importante de ce portefeuille s'insère dans le contexte de la politique ALM de la Banque.

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

Titres détenus jusqu'à échéance	2009	2010
<b>Situation au 1er janvier</b>	<b>1.337.266.570</b>	<b>2.845.872.095</b>
Acquisitions	2.072.306.195	2.145.320.932
Remboursements	-570.474.916	-625.225.832
Proratas d'intérêts	2.759.081	7.880.565
Evaluations latentes	-	-
Dépréciations	-	-
Différence de change	4.015.165	-
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>2.845.872.095</b>	<b>4.373.847.759</b>

#### 4.5 TITRES NANTIS DANS LE CADRE D'OPERATIONS DE CESSIION-RETROCESSION

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Instruments de dettes émis par le secteur public	990.162.870	-
Instruments de dettes émis - autres	96.701.217	18.618.077
Instruments de capitaux propres	994.620	-
<b>Total</b>	<b>1.087.858.707</b>	<b>18.618.077</b>

Les instruments de dettes sont issus principalement des portefeuilles d'actifs disponibles à la vente ainsi que du portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance ; les instruments de capitaux propres sont issus du portefeuille d'actifs détenus à des fins de transaction.

La baisse observée au niveau des instruments de dettes s'explique par le non-renouvellement de contrats venus à échéance.

**4.6 OBLIGATIONS CONVERTIBLES INCLUSES DANS LES DIFFÉRENTS PORTEFEUILLES**

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Obligations convertibles	91.152.504	95.420.347

Les obligations convertibles dans lesquelles la Banque a investi font partie du portefeuille des actifs disponibles à la vente et sont couvertes par des swaps contre les fluctuations des taux d'intérêts du marché.

**4.7 INSTRUMENTS DERIVES**

Rubriques au 31 décembre 2010	Actif	Passif	Notionnel
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction</b>	<b>105.690.556</b>	<b>129.295.912</b>	<b>11.230.449.175</b>
Opérations liées au taux de change	85.260.831	100.168.918	10.154.226.767
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	85.260.357	97.673.666	10.129.966.843
- <i>autres</i>	474	2.495.252	24.259.924
Opérations liées au taux d'intérêts	20.424.625	22.435.145	914.422.737
- <i>IRS</i>	20.424.625	22.435.145	914.422.737
Opérations liées au risque de crédit	5.100	6.691.850	161.799.671
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	5.100	6.691.850	161.799.671
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>51.348.758</b>	<b>597.643.298</b>	<b>10.084.599.049</b>
Opérations liées au taux de change	6.649.592	46.700.133	769.273.657
- <i>CCIS</i>	6.649.592	46.700.133	769.273.657
Opérations liées au taux d'intérêts	36.575.339	484.758.453	6.842.893.618
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	36.575.339	484.758.453	6.842.893.618
Opérations liées aux autres indices	8.123.827	66.184.712	2.472.431.774
- <i>IRS (autres indices)</i>	8.123.827	66.184.712	2.472.431.774
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>2.065.308</b>	-	<b>73.800.000</b>
Opérations liées au taux d'intérêts	2.065.308	-	73.800.000
- <i>IRS</i>	2.065.308	-	73.800.000

Rubriques au 31 décembre 2010	Actif	Passif	Notionnel
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction</b>	<b>125.487.023</b>	<b>81.611.462</b>	<b>11.395.914.658</b>
Opérations liées au taux de change	87.660.526	52.154.810	8.885.463.949
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	87.660.025	48.937.253	8.756.316.120
- <i>autres</i>	501	3.217.557	129.147.829
Opérations liées au taux d'intérêts	37.826.254	25.561.279	1.962.960.663
- <i>IRS</i>	37.826.254	25.561.279	1.962.960.663
Opérations liées au risque de crédit	243	3.895.373	547.490.046
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	243	3.895.373	547.490.046
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>101.894.526</b>	<b>463.219.908</b>	<b>9.358.510.174</b>
Opérations liées au taux de change	5.852.350	1.436.486	538.994.985
- <i>CCIS</i>	5.852.350	1.436.486	538.994.985
Opérations liées au taux d'intérêts	29.562.443	385.174.715	6.145.351.126
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	29.562.443	385.174.715	6.145.351.126
Opérations liées aux autres indices	66.479.733	76.608.707	2.674.164.063
- <i>IRS (autres indices)</i>	66.479.733	76.608.707	2.674.164.063
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>1.208.746</b>	-	<b>80.000.000</b>
Opérations liées au taux d'intérêts	1.208.746	-	80.000.000
- <i>IRS</i>	1.208.746	-	80.000.000

## 4.8 PRETS ET AVANCES AU COUT AMORTI – ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	≤1 an	> 1 an	total	≤1 an	> 1 an	total
Prêts interbancaires	4.075.683.087	277.640.186	4.353.323.273	3.837.642.136	130.696.009	3.968.338.145
Prise en pension	3.130.884.942	-	3.130.884.942	2.007.177.084	-	2.007.177.084
Crédits Roll-over	159.521.758	2.503.224	162.024.982	94.079.038	2.503.224	96.582.263
Location financement	429.329	-	429.329	32.711	501.856	534.567
<b>Sous-total</b>	<b>7.366.519.117</b>	<b>280.143.410</b>	<b>7.646.662.526</b>	<b>5.938.930.969</b>	<b>133.701.089</b>	<b>6.072.632.058</b>
Crédits confirmés non utilisés			164.760.268			54.753.138
Dépréciations d'actifs financiers			-5.009.937			-

Dans le cas des opérations de prise en pension, la Banque devient propriétaire juridique des titres reçus en garantie et a le droit de vendre, respectivement collatéraliser ces titres. En date du 31 décembre 2010, aucun titre n'a été ni vendu ni collatéralisé.

## 4.9 PRETS ET AVANCES AU COUT AMORTI – CLIENTELE

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	≤1 an	> 1 an	total	≤1 an	> 1 an	total
Clientèle "retail"	255.440.411	7.460.521.946	7.715.962.357	257.952.115	8.193.892.843	8.451.844.958
Clientèle "corporate"	2.214.710.255	1.825.766.676	4.040.476.931	1.730.104.422	1.954.933.524	3.685.037.945
Secteur public	177.124.674	1.685.407.158	1.862.531.832	191.365.805	1.744.104.395	1.935.470.200
<b>Sous-total</b>	<b>2.647.275.340</b>	<b>10.971.695.780</b>	<b>13.618.971.120</b>	<b>2.179.422.342</b>	<b>11.892.930.761</b>	<b>14.072.353.104</b>
Crédits confirmés non utilisés			2.961.649.303			3.066.135.238
Dépréciations d'actifs financiers			-81.134.711			-83.624.118

dont:

*Opérations de location financement :*

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	≤1 an	> 1 an	total	≤1 an	> 1 an	total
Location financement	8.338.673	84.274.438	92.613.111	9.426.103	88.986.065	98.412.168
<b>Sous-total</b>	<b>8.338.673</b>	<b>84.274.438</b>	<b>92.613.111</b>	<b>9.426.103</b>	<b>88.986.065</b>	<b>98.412.168</b>

**Dépréciations de valeur sur prêts et avances**

	Clientèle retail	Corporate	Secteur public	Total
<b>Situation au 1er janvier 2009</b>	<b>14.167.658</b>	<b>46.702.370</b>	-	<b>60.870.028</b>
Dotations	10.308.784	51.972.890	-	62.281.674
Reprises	-5.756.133	-28.317.335	-	-34.073.468
Amortissements de créances (*)	-605.878	-7.337.645	-	-7.943.523
<b>Situation au 31 décembre 2009</b>	<b>18.114.431</b>	<b>63.020.280</b>	-	<b>81.134.711</b>
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	12.972.309	63.020.280	-	75.992.589
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	5.142.122	-	-	5.142.122
<b>Total</b>	<b>18.114.431</b>	<b>63.020.280</b>	-	<b>81.134.711</b>
<b>Situation au 1er janvier 2010</b>	<b>18.114.431</b>	<b>63.020.280</b>	-	<b>81.134.711</b>
Dotations	11.279.773	9.991.740	-	21.271.513
Reprises	-5.823.252	-6.882.615	-	-12.705.867
Amortissements de créances (*)	-1.330.581	-4.439.008	-	-5.769.589
Reclassement des garanties en autres provisions	-34.900	-271.749	-	-306.649
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>22.205.471</b>	<b>61.418.648</b>	-	<b>83.624.118</b>
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	15.593.847	61.418.648	-	77.012.494
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	6.611.624	-	-	6.611.624
<b>Total</b>	<b>22.205.471</b>	<b>61.418.648</b>	-	<b>83.624.118</b>

(\*) L'amortissement de créances représente le montant définitivement abandonné par la Banque sur des créances dépréciées.

Encours des prêts ayant généré des dépréciations : 216.358.142 EUR au 31 décembre 2010, contre 238.998.676 EUR un an plus tôt.

Les corrections de valeur couvrent le montant principal et les intérêts.

## 4.10 IMMOBILISATIONS CORPORELLES A USAGE PROPRE

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	TOTAL
<b>Situation au 1er janvier 2010</b>	<b>225.923.185</b>	<b>61.983.185</b>	<b>287.906.370</b>
Entrée	4.014.212	6.628.985	10.643.197
Sortie	-	-11.087.735	-11.087.735
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>229.937.397</b>	<b>57.524.435</b>	<b>287.461.832</b>
<b>Amortissements cumulés</b>			
<b>Situation au 1er janvier 2010</b>	<b>74.595.939</b>	<b>39.001.743</b>	<b>113.597.681</b>
Reprises	-	-11.087.735	-11.087.735
Dotations	4.927.802	9.050.304	13.978.106
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>79.523.741</b>	<b>36.964.312</b>	<b>116.488.053</b>
<b>Valeur comptable nette</b>			
<b>Situation au 1er janvier 2010</b>	<b>151.327.246</b>	<b>22.981.442</b>	<b>174.308.689</b>
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>150.413.656</b>	<b>20.560.123</b>	<b>170.973.780</b>

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	TOTAL
<b>Situation au 1er janvier 2009</b>	<b>245.017.124</b>	<b>70.036.221</b>	<b>315.053.345</b>
Entrée	2.719.007	7.897.245	10.616.252
Sortie	-21.812.945	-15.950.281	-37.763.226
<b>Situation au 31 décembre 2009</b>	<b>225.923.185</b>	<b>61.983.185</b>	<b>287.906.370</b>
<b>Amortissements cumulés</b>			
<b>Situation au 1er janvier 2009</b>	<b>91.340.407</b>	<b>44.216.558</b>	<b>135.556.965</b>
Reprises	-21.412.264	-15.985.926	-37.398.190
Dotations	4.667.796	10.771.111	15.438.907
<b>Situation au 31 décembre 2009</b>	<b>74.595.939</b>	<b>39.001.743</b>	<b>113.597.681</b>
<b>Valeur comptable nette</b>			
<b>Situation au 1er janvier 2009</b>	<b>153.676.717</b>	<b>25.819.663</b>	<b>179.496.380</b>
<b>Situation au 31 décembre 2009</b>	<b>151.327.246</b>	<b>22.981.442</b>	<b>174.308.689</b>

**4.11 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

<b>Situation au 1er janvier 2010</b>	<b>25.210.714</b>
Entrée	15.618.361
Sortie	-7.869.505
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>32.959.571</b>

**Amortissements cumulés**

<b>Situation au 1er janvier 2010</b>	<b>14.913.379</b>
Ajustement base	1.495.217
Reprises	-7.869.505
Dotations	11.484.929
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>20.024.019</b>

**Valeur comptable nette**

<b>Situation au 1er janvier 2010</b>	<b>10.297.335</b>
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>12.935.551</b>

<b>Situation au 1er janvier 2009</b>	<b>23.767.239</b>
Entrée	9.065.146
Sortie	-7.621.671
<b>Situation au 31 décembre 2009</b>	<b>25.210.714</b>

**Amortissements cumulés**

<b>Situation au 1er janvier 2009</b>	<b>14.131.479</b>
Reprises	-7.621.671
Dotations	8.403.571
<b>Situation au 31 décembre 2009</b>	<b>14.913.379</b>

**Valeur comptable nette**

<b>Situation au 1er janvier 2009</b>	<b>9.635.760</b>
<b>Situation au 31 décembre 2009</b>	<b>10.297.335</b>

La dotation à l'amortissement en relation avec les immobilisations incorporelles est enregistrée sous la rubrique du compte de résultat "corrections de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles".

## 4.12 IMMOBILISATIONS CORPORELLES DE PLACEMENT

<b>Situation au 1er janvier 2010</b>	<b>26.250.697</b>
Entrée (acquisitions)	-
Entrée (dépenses d'investissement)	182.034
Sortie	-
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>26.432.731</b>

## Amortissements cumulés

<b>Situation au 1er janvier 2010</b>	<b>10.848.802</b>
Reprises	-
Dotations	501.119
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>11.349.921</b>

## Valeur comptable nette

<b>Situation au 1er janvier 2010</b>	<b>15.401.895</b>
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>15.082.810</b>

<b>Situation au 1er janvier 2009</b>	<b>26.203.344</b>
Entrée (acquisitions)	-
Entrée (dépenses d'investissement)	47.353
Sortie	-
<b>Situation au 31 décembre 2009</b>	<b>26.250.697</b>

## Amortissements cumulés

<b>Situation au 1er janvier 2009</b>	<b>10.351.324</b>
Reprises	-
Dotations	497.478
<b>Situation au 31 décembre 2009</b>	<b>10.848.802</b>

## Valeur comptable nette

<b>Situation au 1er janvier 2009</b>	<b>15.852.020</b>
<b>Situation au 31 décembre 2009</b>	<b>15.401.895</b>

Les produits locatifs des immeubles de placement donnés en location s'élèvent à 2.365.366 EUR pour l'exercice 2010, contre 2.293.297 EUR un an plus tôt. Les frais d'entretien pour l'exercice 2010 en relation avec les immeubles de placement s'élèvent à 583.821 EUR contre 517.328 EUR un an plus tôt.

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 46.668.512 EUR. La dernière évaluation date de l'exercice 2008.

**4.13 AUTRES ACTIFS**

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Débiteurs divers <sup>(1)</sup>	7.568.671	7.770.458
Autres valeurs à recevoir à court terme <sup>(2)</sup>	30.300.379	36.989.396
Autres	1.837.058	3.275.713
<b>Total</b>	<b>39.706.108</b>	<b>48.035.566</b>

(1) Principalement des opérations sur titres et coupons

(2) Principalement des opérations sur cartes de crédit et chèques.

**4.14 IMPOTS : ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS**

Alors que l'impôt courant constitue l'impôt exigible, les impôts différés correspondent aux flux d'impôts futurs auxquels l'entreprise pourrait être assujettie en raison du décalage entre la base comptable et la base fiscale.

Pour tenir compte d'une agrégation des actifs et passifs d'impôts différés en 2010, la somme bilantaire 2009 a été adaptée à des fins comparatives. Dans un souci de transparence dans la présentation des postes d'impôts, la Banque a procédé au cours de l'exercice 2010 à un reclassement des actifs et passifs d'impôts différés, enregistrés au compte de résultat au cours des exercices 2008 et 2009, vers la provision d'impôts courants. Les montants reclassés sont de -4.248.130 EUR pour l'année 2008 et de 3.327.325 EUR pour l'année 2009. Pour l'année 2010, l'ensemble des mouvements d'évaluation latente enregistrés au compte de résultat ont été considérés dans la détermination de la charge d'impôts courants.

Au 31 décembre 2010, la Banque enregistre une créance d'impôts courants de 133.215 EUR et une dette d'impôts courants de 53.190.604 EUR.

En l'absence d'une nouvelle loi fiscale incorporant les normes IFRS, la Banque calcule l'impôt exigible sur base de la variation de l'actif net des postes bilantaires évalués via le compte de résultat.

Au 31 décembre 2010, la Banque enregistre un actif d'impôts différés de 120.849.162 EUR et un passif d'impôts différés de 27.891.554 EUR.

## 4.14.1 Actifs d'impôts

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Impôts courants	1.145.756	133.215
Impôts différés	200.148.373	120.849.162
<b>Actifs d'impôts</b>	<b>201.294.129</b>	<b>120.982.377</b>

Ventilation des actifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Instruments dérivés - application de la juste valeur	97.918.611	-
Instruments de dettes - application de la juste valeur	47.944.401	106.219.548
Instrument de capitaux - application de la juste valeur	10.449.058	2.689.581
Autres - instruments financiers	6.361.831	-
Fonds de pension - écart actuariel	37.474.472	11.940.033
<b>Actifs d'impôts différés</b>	<b>200.148.373</b>	<b>120.849.162</b>

## 4.14.2 Passifs d'impôts

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Impôts courants	30.343.674	53.190.604
<i>dont impôt sur le revenu</i>	26.146.537	44.047.586
<i>dont impôt commercial</i>	4.197.137	9.143.018
Impôts différés	149.321.556	27.891.554
<b>Passifs d'impôts</b>	<b>179.665.230</b>	<b>81.082.158</b>

Ventilation des passifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Instruments dérivés - application de la juste valeur	22.653.063	878.053
Instruments de dettes - application de la juste valeur	74.113.587	20.345.874
Instruments de capitaux propres - application de la juste valeur	6.745.042	6.667.627
Autres - instruments financiers	25.810.853	-
Fonds de pension - écart actuariel	19.999.011	-
<b>Passifs d'impôts différés</b>	<b>149.321.556</b>	<b>27.891.554</b>

Le tableau ci-dessous présente une ventilation des mutations des impôts différés actifs et passifs, selon que la variation s'est opérée via les capitaux propres ou via le compte de résultat.

Rubriques	01/01/2010	Mouvements en capitaux propres	Mouvements en compte de résultat	31/12/2010
Impôts différés actifs	200.148.373	-79.475.955	176.745	120.849.163
Impôts différés passifs	-149.321.556	125.580.098	-4.150.096	-27.891.554
<b>Impôts différés actifs/passifs nets</b>	<b>50.826.817</b>	<b>46.104.143</b>	<b>-3.973.351</b>	<b>92.957.608</b>

Rubriques	01/01/2009	Mouvements en capitaux propres	Mouvements en compte de résultat	31/12/2009
Impôts différés actifs	257.903.589	-67.287.574	9.532.357	200.148.373
Impôts différés passifs	-142.818.390	10.256.516	-16.759.682	-149.321.556
<b>Impôts différés actifs/passifs nets</b>	<b>115.085.199</b>	<b>-57.031.057</b>	<b>-7.227.325</b>	<b>50.826.817</b>

#### 4.15 EMISSIONS DE TITRES

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	<b>≤1 an</b>	<b>&gt; 1 an</b>	<b>total</b>	<b>≤1 an</b>	<b>&gt; 1 an</b>	<b>total</b>
Bons de caisse	549.236.379	149.210.049	698.446.428	430.699.547	326.690.216	757.389.762
Papier commercial	5.045.714.537	-	5.045.714.537	4.664.515.796	-	4.664.515.796
Medium Term Notes et autres émissions	268.718.484	1.701.546.849	1.970.265.333	140.626.769	1.699.720.486	1.840.347.255
<b>Total</b>	<b>5.863.669.400</b>	<b>1.850.756.898</b>	<b>7.714.426.298</b>	<b>5.235.842.111</b>	<b>2.026.410.702</b>	<b>7.262.252.813</b>

dont :

- Emissions subordonnées

(en valeur d'émission)

-	253.764.302	253.764.302	-	262.535.727	262.535.727
---	-------------	-------------	---	-------------	-------------

La Banque a émis des EMTN pour un nominal de 865.652.825 EUR au cours de l'année 2010, contre 673.400.803 EUR au cours de l'année précédente.

Nouvelles émissions	2009	2010
avec échéance < 2 ans	94.556.197	38.250.000
avec échéance entre 2 ans et 5 ans	462.143.626	704.707.479
avec échéance au-delà de 5 ans	116.700.980	122.695.345
<b>Total</b>	<b>673.400.803</b>	<b>865.652.825</b>
dont :		
- Emissions subordonnées (en valeur d'émission)	-	-
- Emissions structurées (en valeur d'émission)	562.400.803	780.652.825

Les principales structures émises en 2010 sont de type "Interest linked".

Emissions venues à échéance ou remboursées anticipativement pendant l'année 2010, respectivement 2009 :

	2009	2010
Échéances/remboursements	1.389.264.891	1.088.773.837
<b>Total</b>	<b>1.389.264.891</b>	<b>1.088.773.837</b>
dont :		
- Emissions subordonnées (en valeur d'émission)	80.000.000	-
- Emissions structurées (en valeur d'émission)	1.273.597.216	1.088.773.837

Au cours de l'exercice 2010, la Banque a procédé au rachat d'émissions propres pour une valeur de 33.175.663 EUR (52.701.332 EUR au cours de l'exercice 2009).

#### Détail au 31 décembre 2010 des emprunts subordonnés

Description	Taux	Devise d'émission	Nominal émis EUR	Partie assimilée EUR	Partie non-assimilée EUR
Emprunt 1999 - 2014	1,380	EUR	20.000.000	16.000.000	4.000.000
Emprunt 2000 - 2012	6,720	GBP	11.571.396	4.628.558	6.942.837
Emprunt 2000 - 2015	1,428	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2000 - 2020	1,418	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2001 - 2021	1,481	EUR	20.000.000	20.000.000	-
Emprunt 2001 - 2021	1,481	EUR	30.000.000	30.000.000	-
Emprunt 2001 - 2016	2,700	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2002 - 2012	1,337	EUR	5.500.000	2.200.000	3.300.000
Emprunt 2002 - 2012	3,306	EUR	4.500.000	1.800.000	2.700.000
Emprunt 2002 - 2022	1,672	EUR	50.000.000	50.000.000	-
Emprunt 2003 - 2013	0,883	JPY	45.964.332	27.578.599	18.385.733
<b>Total</b>			<b>262.535.727</b>	<b>227.207.157</b>	<b>35.328.570</b>

La charge d'intérêts sur les émissions subordonnées s'élève à 6.396.307 EUR au 31 décembre 2010, contre 10.931.521 EUR au 31 décembre 2009.

#### 4.16 DEPOTS EVALUES AU COUT AMORTI – ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	≤1 an	> 1 an	total	≤1 an	> 1 an	total
Dépôts interbancaires	3.719.112.479	828.000	3.719.940.479	4.013.528.950	-	4.013.528.950
Mise en pension	1.086.673.282	-	1.086.673.282	20.007.000	-	20.007.000
<b>Total</b>	<b>4.805.785.761</b>	<b>828.000</b>	<b>4.806.613.761</b>	<b>4.033.535.950</b>	<b>-</b>	<b>4.033.535.950</b>

La baisse observée à la rubrique des opérations de mise en pension s'explique par le non-renouvellement de contrats venus à échéance.

#### 4.17 DEPOTS EVALUES AU COUT AMORTI – CLIENTELE PRIVEE ET SECTEUR PUBLIC

Rubriques	31/12/2009			31/12/2010		
	≤1 an	> 1 an	total	≤1 an	> 1 an	total
Clientèle privée	18.932.050.766	210.994.790	19.143.045.556	18.901.714.112	158.023.030	19.059.737.143
- Comptes à vue et à préavis	3.510.946.371	-	3.510.946.371	3.733.575.040	-	3.733.575.040
- Comptes à terme	7.281.594.724	210.994.790	7.492.589.514	5.238.305.858	158.023.030	5.396.328.889
- Epargne	8.137.697.071	-	8.137.697.071	9.929.833.214	-	9.929.833.214
- Mise en pension	1.812.600	-	1.812.600	-	-	-
Secteur public	2.418.651.936	-	2.418.651.936	3.923.577.526	652.129	3.924.229.655
<b>Total</b>	<b>21.350.702.702</b>	<b>210.994.790</b>	<b>21.561.697.492</b>	<b>22.825.291.638</b>	<b>158.675.159</b>	<b>22.983.966.797</b>

#### 4.18 FONDS DE PENSION – PLAN DE PENSION A PRESTATIONS DEFINIES

Principales estimations utilisées dans la détermination des engagements de pension :

Variables	31/12/2009	31/12/2010
Taux d'actualisation pour les personnes actives	5,00%	4,80%
Taux d'actualisation pour les rentiers	3,50%	4,50%
Croissance des salaires (y inclus indexation)	3,50%	3,50%
Croissance des rentes (y inclus indexation)	2,50%	2,50%
Rendement attendu (à partir du 1er décembre 2009)	3,00%	3,00%

Dotation nette au fonds de pension renseignée à la rubrique "frais du personnel" au compte de résultat :

Composants	31/12/2009	31/12/2010
Coût des services rendus	3.490.250	3.494.188
Coût financier	12.609.818	11.718.524
Rendement attendu	-689.405	-8.641.138
<b>Total</b>	<b>15.410.663</b>	<b>6.571.574</b>

L'année 2010 correspond au premier exercice complet depuis l'externalisation du fonds de pension au 1er décembre 2009. Dès lors, le rendement attendu pour l'exercice 2010 correspond à 12 mois d'investissement des actifs du fonds, tandis que le rendement attendu pour l'exercice 2009 ne correspondait qu'à un seul mois d'investissement.

## Engagements de pension :

	2009	2010
<b>Situation au 1er janvier des engagements</b>	<b>244.713.006</b>	<b>296.053.782</b>
Coût des services rendus	3.490.250	3.494.188
Coût financier	12.609.818	11.718.524
Prestations payées	-9.086.998	-9.867.805
Ecart actuariel	44.327.706	-10.697.629
<b>Situation au 31 décembre des engagements</b>	<b>296.053.782</b>	<b>290.701.061</b>

En ce qui concerne les rentes des agents fonctionnaires, la Banque ne comptabilise les paiements qu'au moment du remboursement à l'Etat qui, dans un premier temps, prend directement en charge le paiement des rentes de ces agents. Ainsi, les "prestations payées" de 9.867.805 EUR comprennent les remboursements à l'Etat des rentes de 2009.

## Actifs du plan de pension :

	2009	2010
<b>Situation début période</b>	<b>288.296.408</b>	<b>288.037.842</b>
Païement de pensions	-302.895	-9.924.956
Contribution	-	7.908.239
Rendement attendu	689.405	8.641.138
Ecart actuariel	-645.076	-5.244.688
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>288.037.842</b>	<b>289.417.575</b>

## Engagements nets de pension :

	2009	2010
Engagements de pension	296.053.782	290.701.061
Juste valeur des actifs du plan	-288.037.842	-289.417.575
<b>Engagements non financés</b>	<b>8.015.940</b>	<b>1.283.486</b>

Au titre de l'exercice 2011, la contribution annuelle estimée de la Banque au fonds de pension est de 8.947.977 EUR.

#### 4.19 PROVISIONS

Mouvements de l'exercice :

	31/12/2009	31/12/2010
<b>Situation au 1er janvier</b>	<b>346.596.615</b>	<b>384.131.724</b>
Dotations	77.701.733	46.255.348
Reprises	-348.420	-478.231
Utilisation	-39.818.204	-518.304
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>384.131.724</b>	<b>429.390.537</b>

Le poste "Provisions" renseigne les provisions prudentielles admises sous le référentiel "Lux-Gaap". Parmi les provisions prudentielles, nous comptons d'abord la provision AGDL dont le stock s'élève à 229.400.967 EUR au 31.12.2010 (209.900.967 EUR au 31.12.2009). L'AGDL a pour but exclusif de constituer un système de garantie mutuelle afin de dédommager les déposants de banques de droit luxembourgeois dans le cas d'un sinistre. La Banque a doté la provision AGDL d'un montant de 19.500.000 EUR au titre de l'exercice 2010.

Une autre provision à caractère prudentiel est la provision forfaitaire, dont le but est de constituer au fil du temps, et ce de façon anticyclique, des réserves afin de couvrir des risques de crédit imprévisibles ("unexpected losses"). Au titre de l'exercice 2010, la Banque a acté une dotation à hauteur de 26.500.000 EUR à la provision forfaitaire.

En sus des provisions forfaitaires et AGDL, la Banque renseigne un montant de 31.590.991 EUR à la fin de l'exercice 2010, contre 32.032.928 EUR un an plus tôt, au titre des postes spéciaux avec une quote-part de réserves en application des articles 53, 54 et 54bis de la loi concernant l'impôt sur les revenus (LIR).

#### 4.20 AUTRES PASSIFS

Rubriques	31/12/2009	31/12/2010
Valeurs à payer à court terme <sup>(1)</sup>	38.953.892	32.634.190
Créanciers privilégiés ou garantis	29.153.431	27.387.738
<b>Total</b>	<b>68.107.323</b>	<b>60.021.928</b>

<sup>(1)</sup> Les valeurs à payer à court terme représentent principalement des montants à régler par la Banque dans sa qualité de prestataire de services en relation avec les chèques, coupons, titres, virements, etc.

#### 4.21 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, sont les sociétés consolidées, les sociétés mises en équivalence, les entités étatiques et les principaux dirigeants de la Banque.

#### 4.21.1 Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

	31/12/2009	31/12/2010
Dépôts des filiales auprès de la Banque	54.482.713	53.213.928
Intérêts sur dépôts	491.669	249.110

Aucune dépréciation n'a été enregistrée sur les prêts octroyés à des parties liées.

#### 4.21.2 Entités étatiques

La Banque, instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi organique du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Par ce fait, l'Etat luxembourgeois exerce un contrôle sur la Banque qui doit dès lors se conformer aux dispositions de la norme IAS 24.

Ainsi, la Banque publie les informations suivantes concernant ses relations commerciales avec l'Etat ainsi qu'avec les autres entités étatiques.

en euros	31/12/2009	31/12/2010
<b>ACTIFS</b> (principalement prêts évalués au coût amorti)	<b>2.477.825.179</b>	<b>2.748.463.925</b>

en euros	31/12/2009	31/12/2010
<b>PASSIFS</b> (dépôts évalués au coût amorti)	<b>2.311.542.840</b>	<b>3.700.231.664</b>

#### 4.21.3 Rémunération des organes de direction et d'administration

Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque se ventilent de la façon suivante :

	31/12/2009	31/12/2010
Organe d'administration (9 administrateurs)	113.900	113.000
Organe de direction (5 directeurs)	890.414	904.815
<b>Total</b>	<b>1.004.314</b>	<b>1.017.815</b>

#### 4.21.4 Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit :

	31/12/2009	31/12/2010
Organe d'administration (9 administrateurs)	1.040.026	920.597
Organe de direction (5 directeurs)	931.672	1.485.759
<b>Total</b>	<b>1.971.698</b>	<b>2.406.356</b>

#### 4.22 HONORAIRES DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

	2009	2010
Contrôle légal des comptes annuels	470.000	470.000
Autres services d'assurance	55.000	72.000
Services fiscaux	22.121	6.700
Autres	72.860	140.689
<b>Total</b>	<b>619.981</b>	<b>689.389</b>

#### 4.23 ELEMENTS DE HORS-BILAN

##### Nature des garanties émises

	31/12/2009	31/12/2010
Garanties d'achèvement	193.725.669	394.973.633
Lettres de crédit	69.583.684	44.849.753
Contre-garanties	260.716.581	314.130.787
Crédits documentaires	22.851.113	25.984.056
Autres	61.053.942	92.668.597
<b>Total</b>	<b>607.930.989</b>	<b>872.606.827</b>

**Engagements**

	31/12/2009	31/12/2010
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	4.934.507	5.416.350
Crédits confirmés non utilisés	3.126.409.571	3.120.888.376
Autres	5.217.145	3.934.507
<b>Total</b>	<b>3.136.561.223</b>	<b>3.130.239.233</b>

**Gestion d'actifs de tiers**

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

**5. NOTES AU COMPTE DE RESULTAT<sup>2</sup>** (en euros)**5.1 RESULTAT D'INTERETS**

Intérêts perçus et produits assimilés	2009	2010
Avoirs à vue	7.175.685	5.289.763
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	21.529.369	23.613.253
Actifs financiers disponibles à la vente	350.705.865	321.777.812
Créances évaluées au coût amorti - instruments de dettes	37.474.597	30.961.184
Créances évaluées au coût amorti - prêts et créances	482.153.381	358.799.299
Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	61.555.236	98.258.849
Dérivés - comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	921.125.754	205.280.244
Autres actifs	1.315.433	962.638
<b>Total</b>	<b>1.883.035.320</b>	<b>1.044.943.041</b>
Intérêts payés et charges assimilées	2009	2010
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-29.385.993	-14.096.687
Passifs évalués au coût amorti - Dépôts	-310.804.907	-173.794.261
Passifs évalués au coût amorti - Dettes représentées par un titre	-6.992.281	-55.289.247
Passifs évalués au coût amorti - Emprunts subordonnés	-12.052.875	-4.737.086
Dérivés - comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	-1.102.331.346	-418.512.767
Autres passifs	-818.236	-1.151.928
<b>Total</b>	<b>-1.462.385.638</b>	<b>-667.581.976</b>
<b>Résultat d'intérêts</b>	<b>420.649.682</b>	<b>377.361.065</b>
Total des intérêts perçus et produits assimilés sur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat	1.861.505.952	1.021.329.788
Total des intérêts payés et charges assimilées sur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat	-1.432.999.645	-653.485.289

**5.2 REVENUS DE VALEURS MOBILIERES**

	2009	2010
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	7.042	477
Actifs financiers disponibles à la vente	28.983.085	26.697.399
Mises en équivalence	12.303.959	11.536.039
Filiales	8.990.339	21.816.922
<b>Revenus de valeurs mobilières</b>	<b>50.284.425</b>	<b>60.050.838</b>

<sup>2</sup> D'éventuelles différences mineures entre les chiffres présentés dans les notes aux comptes annuels et ceux des différents états représentent uniquement des différences d'arrondis.

**5.3 COMMISSIONS**

Rubriques	2009	2010
Activités de crédit	26.419.485	27.288.674
Fonction de gestion	17.024.478	17.666.875
Activités liées au fonds d'investissement	7.083.435	6.532.462
Comptes à vue et activités annexes	15.440.118	16.522.821
Autres	6.281.308	5.797.410
<b>Commissions perçues et payées</b>	<b>72.248.824</b>	<b>73.808.242</b>

**5.4 RESULTAT REALISE SUR INSTRUMENTS FINANCIERS NON RENSEIGNES A LA JUSTE VALEUR AU COMPTE DE RESULTAT**

Rubriques	2009	2010
Instruments financiers disponibles à la vente	-2.494.759	1.138.706
Prêts et avances évalués au coût amorti	249.942	242.605
Instruments financiers détenus jusqu'à échéance	136.533	-
Passifs financiers évalués au coût amorti	-	-
<b>Total</b>	<b>-2.108.284</b>	<b>1.381.311</b>

**5.5 RESULTAT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION**

Rubriques	2009	2010
Instruments de capital et instruments dérivés associés	1.548.513	2.302.761
Instruments de change et instruments dérivés associés	-904.346	1.818.991
Instruments de taux d'intérêt et instruments dérivés associés	4.333.418	-4.782.924
Dérivés de crédit	14.437.852	-2.776.334
Matières premières et instruments dérivés associés	939.294	1.485.558
<b>Total</b>	<b>20.354.731</b>	<b>-1.951.949</b>

La variation significative de cette rubrique s'explique essentiellement par le résultat de l'évaluation liée aux contrats de dérivés de crédit. En effet, à la fin de l'exercice 2009, les "spreads" de ces contrats s'étaient largement améliorés par rapport à l'exercice 2008. En revanche, ils se sont à nouveau détériorés en 2010, suite à la crise de la dette publique.

**5.6 RESULTAT NET SUR OPERATIONS DE COUVERTURE**

	2009	2010
<b>Couverture de juste valeur</b>		
Titres de dette à l'actif couverts par des instruments dérivés	-7.844.866	-68.646
Emissions au passif couvertes par des instruments dérivés	3.376.989	179.731
Crédits couverts par des instruments dérivés	-1.965.997	1.027.204
Dépôts couverts par des instruments dérivés	432.699	5.504
<b>Total</b>	<b>-6.001.175</b>	<b>1.143.792</b>
Résultat d'évaluation sur les instruments couverts	59.925.386	112.747.646
Résultat d'évaluation sur les instruments de couverture	-65.926.561	-111.603.854
<b>Total</b>	<b>-6.001.175</b>	<b>1.143.792</b>

Les opérations de couverture des risques de marché sont hautement efficaces.

**5.7 AUTRES RESULTATS NETS D'EXPLOITATION**

	2009	2010
Autres produits d'exploitation	40.564.148	8.897.217
Autres charges d'exploitation	-38.000.610	-1.110.544
<b>Autres résultats nets d'exploitation</b>	<b>2.563.538</b>	<b>7.786.673</b>

Les postes "Autres produits et charges d'exploitation" comprennent principalement :

- les loyers des immeubles donnés en location et diverses avances des locataires ;
- les remboursements de TVA suite aux décomptes d'exercices antérieurs ;
- les rentrées sur créances amorties.

A titre exceptionnel et en relation avec le restockage de la provision AGDL, un montant de 35.125.584 EUR avait été passé par le biais de ces comptes en 2009.

**5.8 FRAIS DE PERSONNEL**

Rubriques	2009	2010
Rémunérations	135.813.382	139.037.794
Charges sociales	6.762.580	7.554.625
Pensions et dépenses similaires	10.823.512	11.067.960
Dotations au fonds de pension	15.410.663	6.571.574
Autres frais de personnel	3.135.870	3.150.557
<b>Total</b>	<b>171.946.007</b>	<b>167.382.510</b>

La diminution des frais de personnel s'explique essentiellement par le changement de mode de comptabilisation lié à l'externalisation du fonds de pension dans le compartiment BCEE de la CLP.

**5.9 AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX ADMINISTRATIFS**

Rubriques	2009	2010
Frais en relation avec les immeubles et le mobilier	16.556.775	16.787.463
Loyers et maintenance des applications informatiques	13.156.779	13.505.701
Dépenses opérationnelles liées à l'activité bancaire	17.987.358	21.886.223
Autres	14.095.183	13.028.334
<b>Total</b>	<b>61.796.095</b>	<b>65.207.722</b>

**5.10 CORRECTIONS DE VALEUR SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES****Amortissements**

Rubriques	2009	2010
Amortissements - constructions	4.667.796	4.927.802
Amortissements - matériel et mobilier	10.771.111	9.050.304
<b>Amortissements sur immobilisations corporelles</b>	<b>15.438.907</b>	<b>13.978.106</b>

**Dépréciations**

En 2009 et 2010, la Banque n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immobilisations corporelles selon la norme IAS 36.

**5.11 CORRECTIONS DE VALEUR SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES****Amortissements**

Rubriques	2009	2010
Amortissements	9.898.788	11.484.929
<b>Amortissements sur immobilisations incorporelles</b>	<b>9.898.788</b>	<b>11.484.929</b>

**Dépréciations**

En 2009 et 2010, la Banque n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immobilisations incorporelles selon la norme IAS 36.

**5.12 CORRECTIONS DE VALEUR SUR IMMEUBLES DE PLACEMENT****Amortissements**

Rubriques	2009	2010
Amortissements	497.478	501.119
<b>Amortissements sur immobilisations corporelles - placement</b>	<b>497.478</b>	<b>501.119</b>

**Dépréciations**

En 2009 et 2010, la Banque n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immeubles de placement selon la norme IAS 36.

## 5.13 CORRECTIONS DE VALEUR SUR RISQUES DE CREDIT INDIVIDUELS ET COLLECTIFS

## Dépréciations sur base collective

2009				2010		
Dépréciation sur base collective	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Prêts et créances	-1.714.511	221.626	-1.492.884	-2.684.754	1.215.252	-1.469.502
<b>Total</b>	<b>-1.714.511</b>	<b>221.626</b>	<b>-1.492.884</b>	<b>-2.684.754</b>	<b>1.215.252</b>	<b>-1.469.502</b>

## Dépréciations sur base individuelle

2009				2010		
Dépréciation sur base individuelle	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Actifs financiers disponibles						
à la vente	-44.951.502	6.492.878	-38.458.624	-7.069.940	22.873.469	15.803.529
Prêts et créances	-61.778.134	40.513.095	-21.265.039	-19.802.011	13.996.853	-5.805.158
<b>Total</b>	<b>-106.729.636</b>	<b>47.005.973</b>	<b>-59.723.663</b>	<b>-26.871.951</b>	<b>36.870.322</b>	<b>9.998.372</b>

	2009	2010
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente dépréciés	1.939.192	762.568
Intérêts sur prêts et créances dépréciés	4.452.760	5.601.271
<b>Total</b>	<b>6.391.952</b>	<b>6.363.839</b>

## 5.14 DOTATIONS AUX PROVISIONS

	2009	2010
Dotation à la provision AGDL	-40.145.938	-19.500.000
Dotation à la provision forfaitaire	-	-26.500.000
Dotation aux postes spéciaux avec une quote-part de réserves	-2.081.791	-
Autres	-	478.231
<b>Dotations nettes</b>	<b>-42.227.729</b>	<b>-45.521.769</b>

Nous renvoyons à ce titre aux explications reprises à la note 4.19.

**5.15 CHARGE D'IMPOT**

	2009	2010
Impôt sur le résultat provenant des activités ordinaires	24.694.876	39.575.467
Impôt différé	7.227.325	3.973.351
<b>Impôt sur le résultat de l'exercice</b>	<b>31.922.201</b>	<b>43.548.818</b>

Le taux normal d'imposition applicable au Luxembourg était de 28,59% au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009. Le taux d'imposition effectif de la Banque était de 19,05%, respectivement de 19,03% une année plus tôt, vu la divergence entre la base fiscale luxembourgeoise et la base comptable des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

La différence entre ces deux taux peut s'analyser comme suit :

	2009	2010
Résultat avant impôts et actifs non courants	199.657.615	228.588.364
Taux de taxation	28,59%	28,59%
Impôt théorique au taux normal	57.082.112	65.353.413
Impact fiscal des dépenses non déductibles	655.674	94.010
Impact fiscal des revenus non imposables	-16.009.451	-16.425.735
Bonifications d'impôts et abattements	-4.865.454	-1.749.528
Reprise d'impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	-3.982.639	-1.747.750
Autres	-958.041	-1.975.592
<b>Impôt sur le résultat de l'exercice</b>	<b>31.922.201</b>	<b>43.548.818</b>

## 6. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

### 6.1 REGLES GENERALES DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Traditionnellement, la BCEE a adopté une politique prudente et conservatrice en matière de gestion des risques. Au cours des dernières années, la Banque a accentué ses efforts pour harmoniser davantage les contrôles et évoluer vers un maximum de transparence dans les méthodes de gestion.

#### 6.1.1 Organisation du "Risk Management"

Les banques font face à des risques de nature différente, qu'ils soient financiers, tels le risque de crédit et le risque de marché, ou qu'ils soient opérationnels.

Au sein de la Banque, la responsabilité ultime de l'analyse et de la prise des risques est du domaine du Comité de direction. D'un point de vue organisationnel, la gestion et le contrôle des risques sont délégués au département "Analyse des risques" (Risk Management).

#### 6.1.2 Rôle du Comité de direction

La Direction de la Banque, à travers le Comité de direction, fixe les objectifs de l'activité des entités commerciales, la nature des opérations à réaliser et les limites y relatives, les règles d'organisation et de contrôle interne.

#### 6.1.3 Responsabilité du département "Risk Management"

Le département "Risk Management" (Analyse des risques), qui forme une unité indépendante de toute activité commerciale dans la Banque, est responsable :

- de la mise en place d'un cadre cohérent pour l'analyse des risques financiers, ainsi que l'analyse proprement dite et le suivi permanent de ces risques ;
- de l'approbation ou du rejet des demandes provenant des entités commerciales, et la soumission des dossiers au Comité de direction pour les opérations dont le volume dépasse un seuil fixé par le Comité de direction ;
- du contrôle du respect des limites (crédit, marché, trading) dans lesquelles les entités commerciales doivent opérer.

Le département est composé de deux entités qui sont les services :

- Analyse et Suivi Risque : le service "Analyse et Suivi Risque" (ASR) est chargé de l'analyse et du suivi du risque de crédit, que ce soit au niveau de l'exposition individuelle ou au niveau des différents portefeuilles de la Banque.

- Risk Control : le service "Risk Control" est l'entité qui est chargée de la supervision des activités de la salle des marchés. La description des tâches inclut l'administration et le paramétrage des systèmes utilisés par la salle, de même que la modélisation, l'évaluation des risques et le suivi des limites imposées aux activités de la salle, ainsi que le reporting interne des résultats réalisés par la salle des marchés. Le service "Risk Control" est rattaché au département "Risk Management" et rapporte directement au Comité de direction.

#### 6.1.4 Compliance

Le risque de "compliance", aussi appelé risque de non-conformité, désigne de manière générale le risque de préjudices découlant du fait que les activités ne sont pas exercées conformément aux normes en vigueur.

Le risque de "compliance" est pris en charge par le service "Compliance", qui assure notamment :

- le respect des obligations d'anti-blanchiment avec l'exploitation d'un outil visant à détecter des transactions suspectes,
- de manière générale, le respect de la conformité avec l'environnement réglementaire au niveau de la Banque, avec délégation de certains éléments à d'autres services dont l'"Audit Interne",
- le suivi des réclamations de clients.

#### 6.1.5 Audit Interne

La fonction "Risk Management" fait l'objet de missions régulières et récurrentes par le service "Audit Interne". Lors de ces missions, l'"Audit Interne" contrôle à la fois l'adéquation et l'application des procédures par le "Risk Management".

#### 6.1.6 Les systèmes de mesure et de contrôle des limites

##### 6.1.6.1 Risque de marché

Le risque de marché désigne le risque de perte de valeur économique d'instruments détenus par la Banque, provoquée par l'évolution défavorable de paramètres de marché.

Dans le cadre de l'évaluation et du suivi du risque de marché, la Banque applique un ensemble de méthodes qui sont :

- le calcul permanent de l'indicateur "Basis Point Value" (BPV) pour les positions à risque de taux détenues pour la salle des marchés. La BPV est une méthode simple et efficace qui permet de quantifier le risque de marché résultant de faibles

variations de taux pour les positions détenues. Les "traders" sont tenus d'opérer en permanence dans le cadre des limites de BPV arrêtées par la Direction. Le respect de ces limites est surveillé par le service "Risk Control";

- la "Value-at-risk" (VaR), pour les positions du "trading book" et du "banking book", afin d'évaluer les montants à risques liés aux positions détenues. Les montants à risque font l'objet de limites arrêtées par la Direction et supervisés par le service "Risk Control". La VaR constitue une évolution par rapport à des indicateurs plus simples de type BPV, parce qu'elle permet à la fois :
  - d'intégrer les corrélations dans l'évolution des facteurs de risque entre les positions détenues ;
  - d'exprimer la perte potentielle par un seul montant, qui peut être mis en relation avec les fonds propres de la Banque ;
  - de quantifier la probabilité d'occurrence de cette perte ;
  - des stress-tests sur les positions détenues afin d'évaluer l'impact de mouvements de marché inattendus, qui n'est pas correctement capté par la VaR.

#### *6.1.6.2 Risque de crédit*

Un suivi permanent de la qualité de l'ensemble des débiteurs est mis en place au sein du département "Risk Management". Cette supervision se base à la fois sur le suivi des ratings internes dont chaque contrepartie dispose et sur une analyse comportementale des engagements détenus. La Direction est informée de manière continue et selon les besoins par le département "Risk Management" sur l'évolution de la qualité des débiteurs. L'évolution de la qualité des débiteurs pour l'ensemble des portefeuilles fait par ailleurs l'objet d'une analyse trimestrielle détaillée de la part du département "Risk Management" à l'attention de la Direction.

Les positions détenues au niveau de la salle des marchés font l'objet d'un suivi permanent et en temps réel du respect des limites de crédit accordées par la Direction.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de superviser le risque de concentration.

#### *6.1.6.3 Risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments dérivés*

La Banque a négocié des contrats-cadres ISDA ("International Swaps and Derivatives Association Inc.") comprenant des annexes CSA ("Credit Support Annex") en vue de limiter le risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments dérivés lorsque celles-ci présentent une évaluation "mark-to-market" positive. Fin 2010, environ 90% du volume des opérations sur instruments dérivés s'inscrivait dans le cadre de tels accords.

#### 6.1.6.4 Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement ECP, USCP et EMTN qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de qualité (rating moyen de AA-) permet à la Banque aussi bien un refinancement auprès de la Banque centrale européenne que dans le marché du repo bilatéral et tripartite. Finalement, l'extension des critères de qualité du collatéral acceptée par la Banque centrale européenne a élargi les possibilités de refinancement auprès de celle-ci.

Afin de répondre à un besoin hypothétique urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit "intraday" et "overnight" auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics, autres titres à revenu fixe et prêts étatiques. A cet effet, la Banque conserve en permanence un portefeuille d'un minimum de 4.000 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.

La circulaire CSSF 07/301 mentionne explicitement au § II.1. "Identification des risques" le risque de titrisation dont un établissement de crédit est sponsor ou initiateur. La titrisation peut être vue comme une technique utilisable dans la gestion de liquidité puisqu'elle permet de sortir des éléments de l'actif et permet ainsi à une banque de se procurer des fonds. La Banque n'a pas participé en tant qu'initiateur ou sponsor à une telle opération et il n'est pas prévu que la Banque y participe à l'avenir.

### 6.2 EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT

#### 6.2.1 Objectifs et gestion du risque de crédit

Chaque engagement de la Banque donnant lieu à un risque de crédit fait l'objet d'une analyse préalable par le service "Analyse et Suivi Risque" (ASR).

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, dont les encours sont renseignés sous la rubrique bilantaire "Prêts et avances au coût amorti – Clientèle", la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du client. A partir d'un seuil défini, les dossiers doivent être

ratifiés par le Comité de direction de la Banque. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour plus de la moitié de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de crédit est couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixé des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des limites par secteur et par contrepartie. Grâce à la méthodologie de Bâle II, la Banque peut effectuer un suivi continu des portefeuilles agrégés quant à l'évolution du risque.

Au cours de l'exercice 2010, la Banque n'a pas changé d'approche dans sa politique de gestion des risques de crédit.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, dont les encours sont répartis sur les rubriques bilantaires "Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit", "Prêts et avances au coût amorti – Clientèle" et "Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à revenu fixe" où la grande majorité des contreparties est constituée d'établissements bancaires et financiers, l'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant au mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité des dirigeants et le rating externe.

En ce qui concerne les crédits internationaux à des entités non financières, dont les encours sont répartis sur les rubriques bilantaires "Prêts et avances au coût amorti – Clientèle" et "Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à revenu fixe", la priorité est accordée aux engagements classés au minimum "Investment Grade" sur des pays de l'OCDE. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à rating inférieur à AA. La salle des marchés est tenue de respecter par instrument de bilan et de hors-bilan à la fois la limite de crédit des contreparties et les limites de livraison ("settlement limit" et "daily settlement limit"). Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA, qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors-bilan.

Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil.

#### 6.2.2 Risque de crédit et de concentration

Afin d'éviter tout risque de concentration, c'est-à-dire le risque découlant d'expositions trop importantes vis-à-vis d'un débiteur, d'un groupe de débiteurs, d'un secteur économique ou d'un pays, la BCEE s'est dotée de procédures visant à assurer une gestion efficace des limites accordées. Il est possible d'évaluer le risque de concentration non seulement d'un point de vue des engagements, mais également d'un point de vue des ressources de la Banque. Dans ce cas, le risque de concentration pourrait être analysé dans le contexte du risque de liquidité.

La Banque effectue une revue des différents types de limites influant sur les composantes du risque de concentration sur une base au minimum semestrielle.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de contenir le risque de concentration.

La Banque a ainsi investi dans des outils de gestion des risques adaptés aux différents profils de risque et types de financement.

De manière générale, les engagements sont pour la très grande partie concentrés sur des ratings de haut niveau (AAA, AA et A), de façon à limiter l'exposition au risque et à la volatilité. Les segments plus risqués du marché sont systématiquement écartés.

Exposition maximum au risque de crédit	31/12/2009	31/12/2010
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	618.593.103	1.305.028.308
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	7.646.662.526	6.072.632.058
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	13.618.971.120	14.072.353.104
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	130.467.087	112.640.654
Instruments dérivés de couverture	103.103.272	53.414.065
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	11.283.043.418	10.661.088.955
Titres détenus jusqu'à échéance	2.845.872.095	4.373.847.760
<b>Exposition des engagements de bilan</b>	<b>36.246.712.621</b>	<b>36.651.004.903</b>
Garanties d'achèvement	193.725.669	394.973.633
Lettres de crédit	69.583.684	44.849.753
Contre-garanties	260.716.581	314.130.787
Crédits documentaires	22.851.113	25.984.056
Autres	61.053.942	92.668.597
Crédits confirmés non utilisés	3.126.409.571	3.120.888.376
<b>Exposition des engagements de hors-bilan</b>	<b>3.734.340.560</b>	<b>3.993.495.203</b>
<b>Total exposition</b>	<b>39.981.053.181</b>	<b>40.644.500.106</b>

La Banque a recours aux techniques classiques en matière de réduction du risque de crédit qui sont :

#### les garanties réelles ("collaterals")

Décomposition par nature des collatéraux	2009	2010
Hypothèques	6.491.816.505	7.550.606.245
Opérations de prise en pension	4.128.515.375	2.397.683.428
Nantissement par des dépôts en espèces resp. par des dépôts de titres	317.869.954	264.743.091

#### les garanties personnelles

Elles s'élèvent à 372.361.224 EUR fin 2010 contre 1.179.748.654 EUR un an plus tôt.

#### les contrats "ISDA – CSA".

### 6.2.3 Analyse du risque de crédit sur actifs financiers

La Banque détermine l'exposition au risque de crédit des actifs financiers comme étant la valeur comptable en application des normes IFRS.

Afin de répondre aux exigences de la norme IFRS 7 "Financial instruments : Disclosures", les expositions au risque de crédit au 31 décembre 2010 sont présentées en fonction des notations internes.

Dans la partie "Tableaux quantitatifs des expositions et des concentrations", l'exposition au risque de crédit est renseignée à la valeur comptable avant collatéralisation. L'application d'un taux de collatéralisation constitue une technique de réduction du risque de l'actif sous-jacent.

Le risque de crédit est présenté en fonction des expositions suivantes :

- zone géographique,
- catégorie de contrepartie,
- classe de risque ("notations internes").

## Tableaux renseignant l'exposition par zone géographique

Zone géographique au 31.12.2010 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australs	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.304.941	-	87	-	-	-	1.305.028
Prêts et avances au coût amorti	20.039.006	10.676	35.893	20.822	-	38.588	20.144.985
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	161.958	-	4.020	15	63	-	166.055
Titres disponibles à la vente	9.679.334	81.005	1.054.724	550.851	239.987	83.010	11.688.912
Titres détenus jusqu'à échéance	3.900.499	-	246.566	152.080	74.703	-	4.373.848
Autres	340.052	-	66	-	-	-	340.119
<b>Total</b>	<b>35.425.790</b>	<b>91.681</b>	<b>1.341.357</b>	<b>723.767</b>	<b>314.753</b>	<b>121.599</b>	<b>38.018.946</b>
Zone géographique au 31.12.2009 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australs	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	618.586	-	7	-	-	-	618.593
Prêts et avances au coût amorti	20.884.915	84.132	85.261	176.574	-	34.751	21.265.634
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	230.026	4	3.480	32	28	-	233.570
Titres disponibles à la vente	9.839.092	244.212	1.349.187	486.246	108.306	199.752	12.226.795
Titres détenus jusqu'à échéance	2.643.765	22.940	66.222	80.518	32.427	-	2.845.872
Autres	291.687	-	-	-	-	-	291.687
<b>Total</b>	<b>34.508.071</b>	<b>351.288</b>	<b>1.504.157</b>	<b>743.370</b>	<b>140.762</b>	<b>234.503</b>	<b>37.482.151</b>

Tableaux renseignant l'exposition par catégorie de contrepartie et par classe de risque

	2009			2010		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
<b>Caisse et avoirs auprès des banques centrales</b>						
<b>Souverains</b>						
High grade	618.593.103	618.593.103	-	1.305.028.308	1.305.028.308	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Total Rubriques</b>		<b>618.593.103</b>			<b>1.305.028.308</b>	
<b>Prêts et avances au coût amorti</b>						
<b>Banques</b>						
High grade	5.543.853.886	5.543.853.886	46,26%	4.588.886.908	4.588.886.908	33,49%
Standard grade	2.076.196.477	2.076.196.477	78,04%	2.002.179.402	2.002.179.402	43,00%
Sub-standard grade	-	-	-	5.006.415	5.006.415	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	15.240.525	10.230.588	-	10.166.667	-	-
Not rated	-	-	-	4.227.581	4.227.581	-
<b>Corporates</b>						
High grade	1.806.944.874	1.806.944.874	0,11%	506.444.691	506.444.691	-
Standard grade	1.334.812.389	1.334.812.389	2,28%	622.410.030	622.410.030	3,50%
Sub-standard grade	437.147.786	437.147.786	14,54%	452.498.979	452.498.979	9,95%
Past due but not impaired	17.488.725	17.488.725	32,88%	5.222.158	5.222.158	9,95%
Impaired	166.342.654	112.085.012	32,88%	79.712.321	31.885.121	15,19%
Not rated	340.963.982	340.963.982	1,25%	163.353.325	163.353.325	1,06%
<b>Souverains</b>						
High grade	1.852.424.012	1.852.424.012	17,95%	2.763.534.015	2.763.534.015	0,27%
Standard grade	10.107.819	10.107.819	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	8.918	8.918	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-

	2009			2010		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
<b>Retail</b>						
High grade	3.751.019.541	3.751.019.541	87,74%	4.526.410.399	4.526.410.399	81,22%
Standard grade	3.237.733.736	3.237.733.736	81,57%	3.725.924.833	3.725.924.833	91,67%
Sub-standard grade	599.487.295	599.487.295	83,63%	630.233.807	630.233.807	88,31%
Past due but not impaired	11.038.709	11.038.709	83,63%	4.794.896	4.794.896	88,31%
Impaired	138.418.024	116.683.077	87,74%	128.879.546	109.860.919	73,99%
Not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Autres</b>						
High grade	-	-	-	-	-	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	7.415.740	7.415.740	-	2.102.765	2.102.765	-
<b>Total Rubriques</b>		<b>21.265.633.646</b>	<b>-</b>		<b>20.144.985.162</b>	<b>-</b>
<b>Instruments financiers detenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture</b>						
<b>Banques</b>						
High grade	190.434.965	190.434.965	12,80%	134.803.620	134.803.620	19,86%
Standard grade	33.415.785	33.415.785	33,82%	22.622.828	22.622.828	45,69%
Sub-standard grade	3.182.466	3.182.466	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	6.537.144	6.537.144	-	113.086	113.086	-
<b>Corporates</b>						
High grade	-	-	-	-	-	-
Standard grade	-	-	-	4.360.177	4.360.177	-
Sub-standard grade	-	-	-	373.229	373.229	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	1.890.080	1.890.080	-

	2009			2010		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
<b>Souverains</b>						
High grade	-	-	-	1.891.699	1.891.699	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Total Rubriques</b>		<b>233.570.360</b>			<b>166.054.719</b>	
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
<b>Banques</b>						
High grade	3.755.247.549	3.755.247.549	-	4.080.983.244	4.080.983.244	-
Standard grade	1.495.531.582	1.495.531.582	-	1.372.175.182	1.372.175.182	-
Sub-standard grade	-	-	-	29.093.609	29.093.609	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	103.700.349	54.718.128	-	13.170.326	1.205.646	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Corporates</b>						
High grade	1.210.022.671	1.210.022.671	-	430.885.993	430.885.993	-
Standard grade	1.015.340.402	1.015.340.402	-	1.472.670.229	1.472.670.229	-
Sub-standard grade	42.878.327	42.878.327	-	47.515.927	47.515.927	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	9.017.132	4.508.566	-	10.360.916	502.193	-
Not rated	-	-	-	123.172.601	123.172.601	-
<b>Souverains</b>						
High grade	2.665.407.410	2.665.407.410	-	3.114.366.766	3.114.366.766	-
Standard grade	231.928.126	231.928.126	-	278.522.237	278.522.237	-
Sub-standard grade	4.412.314	4.412.314	-	89.696.916	89.696.916	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Titrisation</b>						
High grade	82.616.467	82.616.467	-	598.075.817	598.075.817	-
Standard grade	708.921.466	708.921.466	-	25.675.062	25.675.062	-
Sub-standard grade	35.637.407	35.637.407	-	7.699.666	7.699.666	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	160.902.154	88.687.288	-	70.381.487	14.899.715	-
Not rated	829.683.118	829.683.118	-	-	-	-

	2009			2010		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
<b>Autres</b>						
High grade	1.254.185	1.254.185	-	1.771.179	1.771.179	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Total Rubriques</b>		<b>12.226.795.006</b>			<b>11.688.911.982</b>	
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>						
<b>Banques</b>						
High grade	1.306.347.823	1.306.347.823	-	2.510.772.939	2.510.772.939	-
Standard grade	615.010.190	615.010.190	-	1.018.965.475	1.018.965.475	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Corporates</b>						
High grade	244.698.724	244.698.724	-	80.649.566	80.649.566	-
Standard grade	32.190.495	32.190.495	-	5.287.453	5.287.453	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	25.430.159	25.430.159	-	-	-	-
<b>Souverains</b>						
High grade	622.194.703	622.194.703	-	715.869.881	715.869.881	-
Standard grade	-	-	-	42.302.444	42.302.444	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Total Rubriques</b>		<b>2.845.872.094</b>			<b>4.373.847.759</b>	
<b>Actifs non financiers (*)</b>	<b>291.686.600</b>	<b>291.686.600</b>	-	<b>340.118.530</b>	<b>340.118.530</b>	-
<b>Total Rubriques</b>		<b>291.686.600</b>	-		<b>340.118.530</b>	-
<b>Total</b>		<b>37.482.150.810</b>	-		<b>38.018.946.459</b>	-

(\*) La rubrique "Actifs non financiers" représente les rubriques "Immobilisations corporelles à usage propre", "Immobilisations corporelles de placement", "Immobilisations incorporelles", "Impôts courants", "Impôts différés" et "Autres actifs".

La Banque renseigne sous la rubrique "Prêts et avances au coût amorti", clientèles "Retail" et "Corporates" à la ligne "Past due but not impaired", les coûts amortis dont l'échéance contractuelle de paiement est dépassée de 1 à 90 jours. Au-delà de cette limite, une dépréciation est actée, si la Banque l'estime opportune en accord avec sa politique comptable décrite à la partie 3. A la rubrique "Titres disponibles à la vente", la Banque ne connaît pas de catégorie "Past due but not impaired" mais utilise les "indications objectives de dépréciation" pour déterminer les corrections de valeurs individuelles à acter.

L'indication du taux de collatéralisation moyen traduit le degré de couverture moyen des encours par des garanties réelles.

Une indication par rubrique concernant la dépréciation est fournie par les colonnes "encours hors impairment" et "encours avec impairment".

#### *Banques, Corporates et Souverains :*

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond, à titre d'exemple, aux équivalents suivants de "S&P" :

High grade	: de AAA à A <sup>+</sup>
Standard grade	: de A à BBB <sup>-</sup>
Sub-Standard grade	: de BB <sup>+</sup> à BB <sup>-</sup>

Les encours portant le libellé "Impaired" correspondent aux encours pour lesquels il existe des "indications objectives de dépréciation" et dont la classe interne de risque (rating interne) est inférieure ou égale au rating B<sup>+</sup>.

#### *Titrisations :*

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond, à titre d'exemple, aux équivalents suivants de "S&P" :

High grade	: de AAA à A <sup>+</sup>
Standard grade	: de A à BBB <sup>-</sup>

Les encours portant le libellé "Impaired" correspondent aux encours pour lesquels il existe des "indications objectives de dépréciation" et dont la classe interne de risque (rating interne) est inférieure ou égale au rating BB<sup>+</sup>.

### 6.3 RISQUE DE MARCHÉ

#### 6.3.1 Détermination des expositions au risque

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

#### 6.3.2 Objectifs et gestion des risques

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie et aux opérations de transaction ("trading").

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM ("Asset Liability Management"), qui assure d'une part l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés, et, d'autre part, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de service.

Toutes les autres composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du "trading" en instruments du bilan et du hors-bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système "front-office" et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Ce dernier est informé régulièrement du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus par le service "Risk Control" en tant qu'unité indépendante de la salle des marchés.

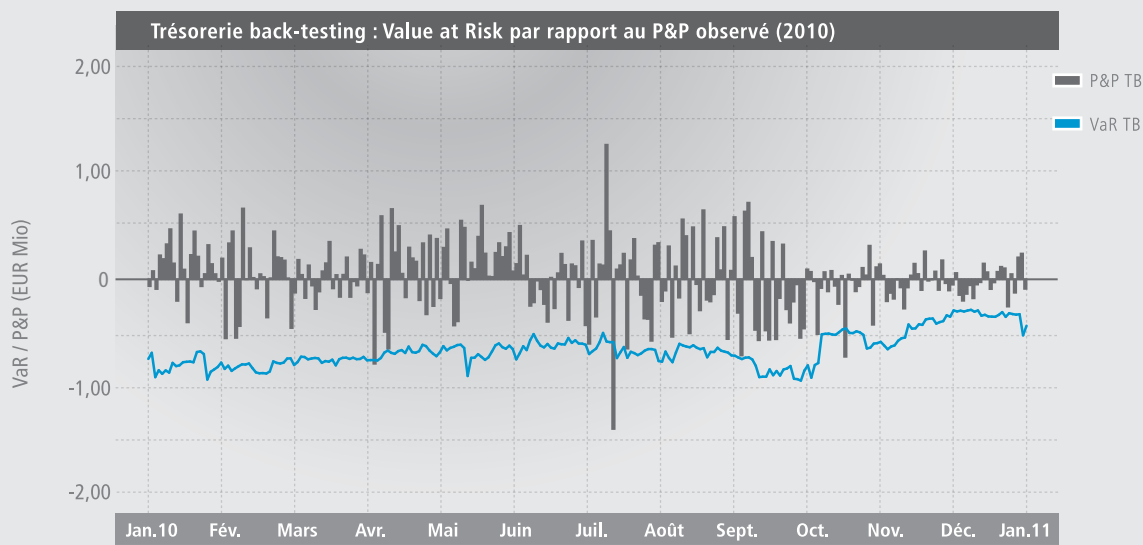
Au cours de l'année 2010, la Banque n'a pas changé d'approche dans sa politique de gestion des risques de marché.

Les niveaux de risque sont principalement surveillés moyennant l'indicateur linéaire "Value at Risk" (VaR). La Banque calcule la VaR sur base de la méthodologie dite de simulation historique. Les activités de "trading" et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

Sur une base journalière, la VaR est évaluée pour l'ensemble des portefeuilles à risque de marché ("trading", trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période d'un jour avec un seuil de confiance de 99%. Les séries temporelles couvrent une année entière, ce qui correspond pour l'année 2010 à un total de 254 observations (259 observations en 2009).

L'efficacité des calculs de VaR est contrôlée de manière "ex-post" dans le cadre d'un "back-testing" pour lequel les prédictions faites par la VaR sont comparées aux variations de valeur effectivement constatées. Le graphique suivant montre l'évolution de la VaR et du "back-testing" pour la Trésorerie de la Banque durant l'année 2010. En moyenne, la VaR était de 0,65 million d'euros (1,26 million d'euros en 2009). Pour le seul portefeuille de "trading", la VaR était de 81.500 EUR en moyenne au courant de 2010 (101.000 EUR en 2009).

Le résultat négatif de la Trésorerie ne devrait pas dépasser le montant de la VaR en moyenne plus d'un jour sur cent. Pour l'année 2010, nous avons observé 3 dépassements de la VaR pour la Trésorerie contre aucun dépassement observé pour l'exercice précédent.



En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou "Net Present Value") des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore "Basis Point Value" (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et "stop-loss".



Daniel HAAG, Service Crédits

### 6.3.3 Analyse de la juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous présente la comparaison par rubrique des valeurs comptables et des justes valeurs des instruments financiers de la Banque renseignées dans les comptes annuels.

Rubriques au 31/12/2010	Valeur comptable	Juste valeur	Évaluation latente
<b>Actifs financiers</b>			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.305.028.308	1.305.028.308	-
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	6.072.632.058	6.072.632.058	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	14.072.353.104	14.382.898.125	310.545.021
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	112.640.654	112.640.654	-
Instruments dérivés de couverture	53.414.065	53.414.065	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	10.661.088.955	10.661.088.955	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	791.518.490	791.518.490	-
Titres détenus jusqu'à échéance	4.373.847.760	4.345.183.892	-28.663.868
<b>TOTAL</b>	<b>37.442.523.393</b>	<b>37.724.404.547</b>	<b>281.881.153</b>
<b>Passifs financiers</b>			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.033.535.950	4.033.535.950	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	22.983.966.798	23.052.876.109	68.909.311
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	129.467.862	129.467.862	-
Instruments dérivés de couverture	597.643.298	597.643.298	-
Emission de titres	7.262.252.813	7.262.252.813	-
<b>TOTAL</b>	<b>35.006.866.721</b>	<b>35.075.776.032</b>	<b>68.909.311</b>

Rubriques au 31/12/2009	Valeur comptable	Juste valeur	Evaluation latente
<b>Actifs financiers</b>			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	618.593.103	618.593.103	-
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	7.646.662.526	7.646.662.526	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	13.618.971.120	14.617.671.963	998.700.843
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	130.467.087	130.467.087	-
Instruments dérivés de couverture	103.103.272	103.103.272	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	11.283.043.418	11.283.043.418	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	712.152.526	712.152.526	-
Titres détenus jusqu'à échéance	2.845.872.095	2.900.004.999	54.132.904
<b>TOTAL</b>	<b>36.958.865.147</b>	<b>38.011.698.894</b>	<b>1.052.833.747</b>
<b>Passifs financiers</b>			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.806.613.760	4.806.613.760	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	21.561.697.492	21.590.430.866	28.733.374
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	81.905.268	81.905.268	-
Instruments dérivés de couverture	463.219.908	463.219.908	-
Emission de titres	7.714.426.298	7.714.426.298	-
<b>TOTAL</b>	<b>34.627.862.726</b>	<b>34.656.596.100</b>	<b>28.733.374</b>

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les comptes annuels est déterminée suivant les méthodes et estimations exposées ci-après.

*Actifs et passifs évalués au coût amorti au bilan et ayant une valeur proche de la valeur comptable*

En ce qui concerne les actifs et les passifs financiers dont la date de maturité est inférieure ou égale à 6 mois, nous estimons que leur valeur est très proche de la valeur comptable. La politique prudente de la BCEE et la proximité de l'échéance rendent le risque de crédit non matériel. La faible duration résiduelle rend par ailleurs le risque de taux négligeable.

De même, les actifs systématiquement collatéralisés ont une valeur très proche de la valeur comptable, le risque de crédit étant couvert. Il s'agit pour l'essentiel des opérations de "repo", prêts sécurisés et crédits d'équipement.

*Actifs financiers évalués au coût amorti au bilan et dont la valeur est différente de la valeur comptable*

Les actifs et passifs financiers envers la clientèle ainsi que les valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à échéance sont renseignés au coût amorti au bilan.

Pour les besoins du calcul de la juste valeur, la Banque distingue entre instrument cotant sur un marché et instrument de gré à gré.

Dans le cas des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des titres détenus jusqu'à échéance, il s'agit d'obligations étatiques, respectivement supranationales, pour lesquelles on trouve des cotations sur un marché actif.

En ce qui concerne les actifs et passifs financiers envers la clientèle, la Banque calcule la juste valeur par la méthode des flux de trésorerie actualisés ("Discounted cash flow") en se basant

- a. sur des données de risque de crédit telles que la classe de risque à laquelle appartient le client, la probabilité de défaut ainsi que la perte en cas de défaut. Ces critères ont été établis à partir d'observations historiques de défauts réalisés et permettent de déterminer des primes de risque de crédit ("credit spreads") par classe de risque, par échéance et par type d'instrument financier.
- b. sur une courbe de taux de référence.

**Hierarchisation des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur**

La Banque utilise pour la détermination des justes valeurs des techniques d'évaluations basées sur des données de marchés observables et non observables :

- les données observables reflètent les variations de marché obtenues de sources indépendantes et reflétant des transactions réelles (p.ex. un taux swap de 3 ans) ;

- les données non observables reflètent les estimations et les hypothèses internes relatives aux variations de marché adoptées par la Banque, comme par exemple une estimation de l'échéancier de remboursement d'un titre "Mortgaged-backed Securities" (MBS).

Suivant la nature des données observables et non observables, une hiérarchisation des justes valeurs a été mise en place :

- Juste valeur de niveau 1 : essentiellement des cotations issues de marchés actifs d'instruments financiers identiques. Ce niveau renseigne des titres de participations et des instruments de dettes cotés sur des bourses, ainsi que des instruments dérivés échangés sur des marchés organisés.
- Juste valeur de niveau 2 : données entrantes, autres que des cotations du niveau 1, directement observables pour les instruments financiers, tel un prix, ou indirectement observables, c.-à-d. déduites de prix observables, telle la volatilité implicite d'une action déduite du prix observé de contrats d'option sur cette même action. Ce niveau comprend la majeure partie des instruments dérivés échangés de gré à gré et des instruments de dettes structurés émis. A l'origine de ces données entrantes, comme par exemple les courbes de taux "EURIBOR" ou les "spreads" de crédit, se trouvent des fournisseurs spécialisés dans le domaine des informations financières.
- Juste valeur de niveau 3 : les données en entrée des modèles de détermination de la juste valeur de niveau 3 sont principalement des données qui ne sont pas directement observables sur un marché. Ce niveau comprend certains instruments de capitaux propres ou de titres de dette pour lesquels la plupart des paramètres utilisés dans les modèles d'évaluation sont basés sur des estimations et hypothèses internes.

Pour déterminer cette hiérarchisation, la Banque a passé en revue l'ensemble de ses instruments financiers évalués à la juste valeur, afin d'évaluer l'importance des données observables, soit directement, soit indirectement sur les marchés.

Parmi les données de marché observables figurent :

- courbes de "credit spreads" déterminées à partir des prix des contrats "Credit default swaps" (CDS) ;
- taux d'intérêts interbancaires ou taux swap ;
- cours de change des devises ;
- indices boursiers ;
- "credit spreads" des différentes contreparties.

Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur :

Rubriques au 31 décembre 2010	niveau 1	niveau 2	niveau 3	total
<b>Actifs financiers</b>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
- Instruments de dettes	4.402.094	1.076.401	1.456.892	<b>6.935.387</b>
- Instruments de capitaux propres	14.710	-	-	<b>14.710</b>
- Instruments dérivés	-	105.690.556	-	<b>105.690.556</b>
Actifs financiers disponibles à la vente				
- Instruments de dettes	7.722.628.137	2.575.149.749	363.311.069	<b>10.661.088.955</b>
- Instruments de capitaux propres	642.211.041	129.807.940	255.804.047	<b>1.027.823.028</b>
Instruments dérivés de couverture	2.266.030	50.025.193	1.122.841	<b>53.414.064</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8.371.522.012</b>	<b>2.861.749.839</b>	<b>621.694.849</b>	<b>11.854.966.700</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	171.950	-	-	<b>171.950</b>
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	-	129.295.912	-	<b>129.295.912</b>
Emission de titres	-	1.479.663.087	360.684.168	<b>1.840.347.255</b>
Instruments dérivés de couverture	334.019.356	263.419.386	204.557	<b>597.643.299</b>
<b>TOTAL</b>	<b>334.191.306</b>	<b>1.872.378.385</b>	<b>360.888.725</b>	<b>2.567.458.416</b>

Rubriques au 31 décembre 2009	niveau 1	niveau 2	niveau 3	total
<b>Actifs financiers</b>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
- Instruments de dettes	3.932.836	788.494	-	<b>4.721.330</b>
- Instruments de capitaux propres	258.735	-	-	<b>258.735</b>
- Instruments dérivés	-	125.487.023	-	<b>125.487.023</b>
Actifs financiers disponibles à la vente				
- Instruments de dettes	7.219.449.982	3.566.708.728	496.884.708	<b>11.283.043.418</b>
- Instruments de capitaux propres	549.981.648	134.714.885	259.055.054	<b>943.751.587</b>
Instruments dérivés de couverture	1.470.939	100.551.653	1.080.680	<b>103.103.272</b>
<b>TOTAL</b>	<b>7.775.094.140</b>	<b>3.928.250.784</b>	<b>757.020.443</b>	<b>12.460.365.366</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	293.806	-	-	<b>293.806</b>
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	-	81.611.463	-	<b>81.611.463</b>
Emission de titres	-	1.785.642.808	185.299.120	<b>1.970.941.928</b>
Instruments dérivés de couverture	254.935.972	208.032.343	251.593	<b>463.219.908</b>
<b>TOTAL</b>	<b>255.229.778</b>	<b>2.075.286.614</b>	<b>185.550.713</b>	<b>2.516.067.105</b>

Les transferts les plus importants dans le tableau ci-dessus s'expliquent en grande partie par la continuation de la reprise des marchés financiers entamée au courant de l'année 2009. En effet, bon nombre d'instruments de dettes étaient classés fin 2009 dans le niveau 2, voire même 3, ceci suite à l'impossibilité de trouver un marché actif pour déterminer leur juste valeur. La Banque a eu recours à des modèles d'évaluation se basant sur des données de marché pour déterminer la juste valeur des positions classées au niveau 2 et des modèles d'évaluation se basant sur des estimations et des données de marché pour déterminer la juste valeur des positions classées au niveau 3. Les transferts les plus importants ont eu lieu pour les instruments de dettes du type "Asset backed securities" (ABS) et "Mortaged backed securities" (MBS) du niveau 3 vers le niveau 2 et des niveaux 2 et 3 vers le niveau 1.

Pour les émissions de la Banque évaluées à la juste valeur, la part du niveau 3 est passée de 9,4% en 2009 à 19,6% en 2010 et ceci principalement en raison des émissions nouvelles ainsi qu'à des reclassements du niveau 2 vers le niveau 3.

## Détails du niveau 3 :

	Actifs financiers disponibles à la vente			Total actifs financiers	Passifs financiers		Total passifs financiers
	Instruments de dettes	Instruments de capitaux propres	Instruments dérivés de couverture		Emissions de titres	Instruments dérivés de couverture	
<b>Total au 1er janvier 2010</b>	<b>496.884.708</b>	<b>259.055.054</b>	<b>1.080.681</b>	<b>757.020.443</b>	<b>185.299.120</b>	<b>251.593</b>	<b>185.550.713</b>
Total gains / pertes	8.106.007	9.675.966	42.160	<b>17.824.133</b>	-55.995	-47.036	<b>-103.031</b>
- Compte de résultat	35.976	-	42.160	<b>78.136</b>	-21.753	-47.036	<b>-68.789</b>
- Réserve de réévaluation	8.070.031	9.675.966	-	<b>17.745.997</b>	-34.242		<b>-34.242</b>
Achats	16.531.352	8.256.861	-	<b>24.788.213</b>	-	-	-
Emissions					73.885.286	-	<b>73.885.286</b>
Remboursements / ventes	-82.000.102	-17.541.077	-	<b>-99.541.179</b>	-54.324.020	-	<b>-54.324.020</b>
Transferts de ou vers le niveau 3	-74.754.004	-3.642.759	-	<b>-78.396.763</b>	155.879.777	-	<b>155.879.777</b>
<b>Total au 31 décembre 2010</b>	<b>364.767.961</b>	<b>255.804.046</b>	<b>1.122.841</b>	<b>621.694.847</b>	<b>360.684.168</b>	<b>204.557</b>	<b>360.888.725</b>
Total gains / pertes pour la période inclus dans le compte de résultats pour les actifs et passifs financiers détenus au 31 décembre 2010	35.976	-	42.160	<b>78.136</b>	-21.753	-47.036	<b>-68.789</b>

	Actifs financiers disponibles à la vente			Total actifs financiers	Passifs financiers		Total passifs financiers
	Instruments de dettes	Instruments de capitaux propres	Instruments dérivés de couverture		Emissions de titres	Instruments dérivés de couverture	
<b>Total au 1er janvier 2009</b>	<b>1.035.967.635</b>	<b>265.199.705</b>	<b>13.011</b>	<b>1.301.180.351</b>	<b>205.925.720</b>	<b>862.747</b>	<b>206.788.467</b>
Total gains / pertes	9.014.913	-3.268.304	1.067.670	<b>6.814.279</b>	851.244	-611.154	<b>240.090</b>
- Compte de résultat	36.139.066	-1.882.232	1.067.670	<b>35.324.504</b>	851.244	-611.154	<b>240.090</b>
- Réserve de réévaluation	-27.124.153	-1.386.072		<b>-28.510.225</b>			
Achats	5.112.394	6.254.151	-	<b>11.366.545</b>	-	-	-
Emissions					66.075.172	-	<b>66.075.172</b>
Remboursements/ventes	-98.263.746	-9.130.498	-	<b>-107.394.244</b>	-73.053.016	-	<b>-73.053.016</b>
Transferts de ou vers le niveau 3	-454.946.488	-	-	<b>-454.946.488</b>	-14.500.000	-	<b>-14.500.000</b>
<b>Total au 31 décembre 2009</b>	<b>496.884.708</b>	<b>259.055.054</b>	<b>1.080.681</b>	<b>757.020.443</b>	<b>185.299.120</b>	<b>251.593</b>	<b>185.550.713</b>
Total gains / pertes pour la période inclus dans le compte de résultats pour les actifs et passifs financiers détenus au 31 décembre 2009	-	1.882.232	1.080.681	<b>2.962.913</b>	-824.251	-251.593	<b>-1.075.844</b>

Les ajustements structurels sur les marchés financiers en 2010 ont montré une bonne résistance de la Banque aux fluctuations de la juste valeur des instruments financiers. La Banque effectue des "stress tests" pour les différentes classes d'instruments financiers, sans pour autant y procéder de façon dédiée pour les instruments classés au niveau 3. Les "stress tests" font l'objet d'un reporting mensuel à la Direction de la Banque. Une analyse de sensibilité sur les hypothèses retenues pour les évaluations des instruments financiers classés au niveau 3 dégagerait un impact relatif significatif sur la juste valeur des instruments y renseignés, qui, cependant, ne représentent que 5% du volume total des actifs et 14% des passifs financiers évalués à la juste valeur. Au vu de cette fraction faible dans le volume total des actifs et passifs financiers et considérant qu'il est illogique de faire varier les hypothèses de manière linéaire pour des instruments à caractéristiques hétérogènes, la Banque n'a pas procédé à une telle analyse spécifique de sensibilité pour les instruments classés au niveau 3.

## 6.3.4 Analyse du risque de change : Positions nettes en devises

Au 31/12/2010	USD	GBP	ZAR	Autres	Total
Position nette au bilan	27.299.039	-11.728.504	-14.352.587	-10.698	<b>1.207.250</b>

Au 31/12/2009	USD	GBP		Autres	Total
Position nette au bilan	2.224.209	-4.076.682		-31.481	<b>-1.883.955</b>

Seules les devises dont la contrevaletur de la position de change nette est supérieure à 2 millions d'euros en valeur absolue ont été renseignées séparément.

## 6.4 RISQUE DE LIQUIDITE

## 6.4.1 Echéanciers du passif

Tableaux renseignant les passifs du bilan en fonction de la durée résiduelle restant à courir jusqu'au remboursement des passifs (données contractuelles)

Les comptes courants et les comptes d'épargne sont considérés comme étant à vue.

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2010
Emissions de titres	4.278.840.598	1.011.295.344	<b>5.290.135.941</b>	1.541.640.939	576.152.854	<b>2.117.793.793</b>	<b>7.407.929.734</b>
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	3.653.120.972	377.651.999	<b>4.030.772.971</b>	4.400.075	-	<b>4.400.075</b>	<b>4.035.173.046</b>
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	21.156.987.411	1.565.189.154	<b>22.722.176.565</b>	240.697.527	35.292.367	<b>275.989.894</b>	<b>22.998.166.458</b>
<b>Total</b>	<b>29.088.948.980</b>	<b>2.954.136.496</b>	<b>32.043.085.477</b>	<b>1.786.738.541</b>	<b>611.445.221</b>	<b>2.398.183.762</b>	<b>34.441.269.239</b>

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2009
Emissions de titres	4.991.794.607	635.716.443	<b>5.627.511.050</b>	1.529.170.454	748.577.512	<b>2.277.747.966</b>	<b>7.905.259.016</b>
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.405.995.442	401.761.202	<b>4.807.756.645</b>	2.168	1.096.927	<b>1.099.096</b>	<b>4.808.855.740</b>
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	20.059.604.491	1.241.029.882	<b>21.300.634.373</b>	222.524.881	42.600.247	<b>265.125.128</b>	<b>21.565.759.501</b>
<b>Total</b>	<b>29.457.394.541</b>	<b>2.278.507.527</b>	<b>31.735.902.068</b>	<b>1.751.697.503</b>	<b>792.274.686</b>	<b>2.543.972.189</b>	<b>34.279.874.257</b>

Tableau renseignant les dépôts de la clientèle et du secteur public en fonction des échéances "attendues" déterminées dans le cadre de la politique de gestion actifs-passifs

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2010
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	10.270.843.061	3.290.556.744	<b>13.561.399.805</b>	5.390.545.521	4.022.281.337	<b>9.412.826.858</b>	<b>22.974.226.663</b>

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2009
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	9.762.425.655	3.206.296.523	<b>12.968.722.178</b>	7.450.637.293	1.095.924.230	<b>8.546.561.523</b>	<b>21.515.283.701</b>

#### 6.4.2 Échéancier des instruments dérivés

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en brut

Etant donné que les durées résiduelles sont calculées à partir des données contractuelles, il n'a pas été tenu compte du caractère optionnel de certains contrats.

Les montants sont exprimés en contrevaletur EUR au cours du 31 décembre 2010.

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2010
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction</b>					
<u>Swaps de change et change à terme</u>					
Entrées	9.381.788.872	691.175.678	41.954.817	-	<b>10.114.919.367</b>
Sorties	-9.396.351.742	-691.495.220	-42.119.879	-	<b>-10.129.966.841</b>
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture</b>					
<u>CCIS</u>					
Entrées	42.321.540	62.922.743	330.869.757	104.244.255	<b>540.358.295</b>
Sorties	-47.297.213	-98.037.706	-478.157.056	-91.977.951	<b>-715.469.926</b>
<b>Total des entrées</b>	<b>9.424.110.412</b>	<b>754.098.421</b>	<b>372.824.574</b>	<b>104.244.255</b>	<b>10.655.277.662</b>
<b>Total des sorties</b>	<b>-9.443.648.955</b>	<b>-789.532.926</b>	<b>-520.276.935</b>	<b>-91.977.951</b>	<b>-10.845.436.767</b>
Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2009
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction</b>					
<u>Swaps de change et change à terme</u>					
Entrées	8.154.128.076	585.459.860	54.893.270	-	<b>8.794.481.206</b>
Sorties	-8.124.943.532	-575.793.440	-55.579.148	-	<b>-8.756.316.120</b>
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture</b>					
<u>CCIS</u>					
Entrées	37.322.815	75.109.388	176.931.819	254.046.827	<b>543.410.850</b>
Sorties	-40.627.147	-83.304.381	-186.646.075	-228.417.381	<b>-538.994.985</b>
<b>Total des entrées</b>	<b>8.191.450.891</b>	<b>660.569.248</b>	<b>231.825.089</b>	<b>254.046.827</b>	<b>9.337.892.055</b>
<b>Total des sorties</b>	<b>-8.165.570.679</b>	<b>-659.097.821</b>	<b>-242.225.223</b>	<b>-228.417.381</b>	<b>-9.295.311.104</b>

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en net

Les passifs nets de flux de trésorerie provenant d'instruments dérivés dont le règlement se fait en net se présentent de la manière suivante :

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2010
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction</b>					
IRS	344.584	2.348.759	10.013.938	19.803.961	<b>32.511.242</b>
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture</b>					
IRS	67.006.056	107.839.409	560.089.892	229.527.976	<b>964.463.333</b>
<b>Total des sorties</b>	<b>67.350.640</b>	<b>110.188.168</b>	<b>570.103.830</b>	<b>249.331.937</b>	<b>996.974.575</b>
Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2009
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction</b>					
IRS	10.028.638	13.643.723	41.284.672	15.062.358	<b>80.019.391</b>
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture</b>					
IRS	96.382.155	160.945.129	791.086.981	416.617.747	<b>1.465.032.012</b>
<b>Total des sorties</b>	<b>106.410.793</b>	<b>174.588.852</b>	<b>832.371.653</b>	<b>431.680.105</b>	<b>1.545.051.403</b>

## 6.5 LE CAPITAL ECONOMIQUE

La Banque s'est engagée dans un processus de mesure économique du risque et de planification de l'allocation sur les différents métiers de ses ressources en fonds propres.

Ces réflexions et ces travaux ont été formalisés et transmis à la CSSF dans le cadre du rapport ICAAP. La circulaire CSSF 07/301 ICAAP "Internal Capital Adequacy Assessment Process" prévoit la mise en place d'"un ensemble de stratégies et de processus sains, efficaces et exhaustifs qui permettent aux établissements d'évaluer et de conserver en permanence le montant, le type et la répartition des fonds propres internes qu'ils jugent appropriés pour couvrir la nature et le niveau des risques auxquels ils sont ou pourraient être exposés".

Le document ICAAP précise l'identification et les processus de gestion des différents risques auxquels est exposée la Banque, que ce soient ceux repris par le pilier I des accords de Bâle II ou d'autres risques (liquidité, rentabilité, etc...).

Les méthodes de quantification économique des différents risques reposent sur des ajustements et des compléments aux méthodes réglementaires ainsi que sur la valorisation de risques non considérés par le pilier I.

La politique des fonds propres de la Banque se décline à partir de la mission définie dans ses statuts : "contribuer au développement de l'économie luxembourgeoise". En conséquence, la BCEE a pour objectif de garder un levier modéré qui se traduit par un ratio de capitalisation cible élevé. En outre, les ressources en fonds propres sont prioritairement affectées aux activités sur le marché national.

### 6.5.1 Politique des fonds propres

#### 6.5.1.1 Détermination des fonds propres

La Banque a pour mission de contribuer au développement de l'économie luxembourgeoise tout en veillant à générer une rentabilité suffisante pour renforcer sa solidité financière.

Dans le cadre du modèle de capital économique de la BCEE, la détermination des fonds propres se fait, par opposition aux fonds propres réglementaires, sur base d'une approche économique. Le principe de base retenu par la Banque pour les fonds propres économiques est une approche très prudente qui consiste à considérer comme fonds propres économiques uniquement les fonds dont la Banque peut disposer immédiatement et sans restriction pour couvrir des pertes éventuelles, voire développer ses activités.

#### *6.5.1.2 Processus de mise en œuvre de la politique en matière d'adéquation des fonds propres internes*

Pour mettre en œuvre sa politique d'adéquation des fonds propres internes, la Banque adopte la démarche suivante :

- Développement d'un modèle d'évaluation interne des différents risques (risques du pilier I de Bâle II complétés par des risques non couverts par le pilier I).
- Détermination d'une marge de sécurité importante entre les fonds propres disponibles et la couverture du risque, se matérialisant par un ratio de capitalisation cible élevé. A noter que la Banque a respecté tout au long de l'année 2010 les exigences de fonds propres réglementaires prévues par le pilier I de Bâle II.
- Répartition des fonds propres suivant l'organisation interne de la Banque et les prévisions de résultats de la Banque.
- Etablissement de prévisions sur l'exposition au risque par activité (maximum risque économique, risque réglementaire).
- Calcul du montant prévisionnel des fonds propres nécessaires à la couverture des risques.
- Lorsque le ratio minimum est atteint, allocation du capital excédentaire selon les orientations stratégiques de la Banque.

En ce qui concerne la gouvernance interne, le rapport ICAAP 2010 a été présenté au Conseil d'administration de la Banque qui a validé les orientations prises par la Banque en matière d'ICAAP. Conformément à la circulaire ICAAP, le Conseil d'administration sera informé au moins annuellement, voire plus souvent en cas de besoin ou d'évolution méthodologique majeure.

## COMPTES CONSOLIDES

### A. BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2010

ACTIF du Bilan en euros	Notes	31/12/2009	31/12/2010
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	4.1.	618.593.103	1.305.028.308
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	4.8.	7.646.662.526	6.072.632.058
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	4.9.	13.618.971.120	14.072.353.104
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.7.	130.467.088	112.640.654
Instruments dérivés de couverture	4.7.	103.103.272	53.414.065
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	4.2.	11.283.043.418	10.661.088.955
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	4.2.	771.098.403	850.275.696
Titres détenus jusqu'à échéance	4.4.	2.845.872.095	4.373.847.760
Parts mises en équivalence	4.3.	174.395.501	182.457.883
Immobilisations corporelles à usage propre	4.10.	177.200.140	173.658.779
Immobilisations corporelles de placement	4.12.	15.401.895	15.082.810
Immobilisations incorporelles	4.11.	10.297.335	12.935.551
Autres actifs	4.13.	43.439.980	49.991.632
<b>TOTAL de l'ACTIF</b>		<b>37.438.545.876</b>	<b>37.935.407.254</b>

PASSIF du Bilan en euros	Notes	31/12/2009	31/12/2010
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.16.	4.806.613.761	4.033.535.950
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle privée et secteur public	4.17.	21.507.187.754	22.930.718.886
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.7.	81.905.268	129.467.863
Instruments dérivés de couverture	4.7.	463.219.908	597.643.299
Emissions de titres	4.15.	7.714.426.298	7.262.252.814
Provisions	4.19.	4.620.892	4.321.642
Autres passifs	4.20.	69.756.610	61.221.137
Impôts courants	4.14.	29.304.686	54.523.463
Impôts différés	4.14.	78.640.256	51.215.067
Fonds de pension	4.18.	8.015.939	1.283.486
<b>Sous-total PASSIF à reporter (avant capitaux propres)</b>		<b>34.763.691.372</b>	<b>35.126.183.607</b>

**A. BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2010** (suite)

<b>CAPITAUX PROPRES du Bilan</b> en euros	<b>31/12/2009</b>	<b>31/12/2010</b>
<b>Report sous-total PASSIF (avant capitaux propres)</b>	<b>34.763.691.372</b>	<b>35.126.183.607</b>
Capital souscrit	173.525.467	173.525.467
Réserve de réévaluation	373.634.559	319.087.633
<i>Actifs disponibles à la vente</i>	<i>372.521.461</i>	<i>316.916.890</i>
Réserves consolidées	1.902.677.607	2.098.152.173
<i>Différence de mise en équivalence</i>	<i>118.487.212</i>	<i>131.861.348</i>
Résultat de l'exercice	222.142.580	215.935.763
 Sous-total fonds propres attribuables aux propriétaires de la société mère	 2.671.980.213	 2.806.701.036
 Intérêts minoritaires	 2.874.291	 2.522.612
<b>Total capitaux propres</b>	<b>2.674.854.504</b>	<b>2.809.223.647</b>
<b>TOTAL du PASSIF y inclus les CAPITAUX PROPRES</b>	<b>37.438.545.876</b>	<b>37.935.407.254</b>

**B. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2010**

en euros	Notes	31/12/2009	31/12/2010
Résultat d'intérêts	5.1.	422.258.312	377.922.928
Revenu de valeurs mobilières	5.2.	29.651.226	27.065.592
Commissions	5.3.	99.172.357	99.831.040
<b>RESULTAT SUR INTERETS, DIVIDENDES ET COMMISSIONS</b>		<b>551.081.895</b>	<b>504.819.560</b>
Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	5.4.	-4.593.474	2.027.029
Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction	5.5.	20.354.732	-1.951.949
Résultat sur opérations de couverture	5.6.	-6.001.175	1.143.794
Différences de change		4.310.656	4.633.797
Autres produits d'exploitation	5.7.	40.581.518	8.911.320
Autres charges d'exploitation	5.7.	-38.487.773	-1.644.747
<b>PRODUIT BANCAIRE</b>		<b>567.246.379</b>	<b>517.938.804</b>
Frais du personnel	5.8.	-174.638.250	-170.196.836
Autres frais généraux administratifs	5.9.	-62.027.676	-65.835.235
Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	5.10. 5.11. 5.12.	-25.864.863	-25.981.500
<b>RESULTAT APRES FRAIS GENERAUX</b>		<b>304.715.590</b>	<b>255.925.233</b>
Corrections de valeur nettes sur risques de crédit individuels et collectifs	5.13.	-61.203.963	8.490.270
Dotations aux provisions	5.14.	-6.473.512	36.294
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		24.336.103	14.866.801
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS ET ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>261.374.218</b>	<b>279.318.598</b>
Résultats sur actifs non courants et des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente et ne remplissant pas les conditions d'une activité abandonnée		649.319	-
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	5.15.	-26.710.106	-41.990.721
Impôts différés	5.15.	-10.657.891	-19.129.988
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>224.655.540</b>	<b>218.197.889</b>
<b>DONT :</b>			
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE ATTRIBUABLE AUX INTERETS MINORITAIRES</b>		<b>2.512.960</b>	<b>2.262.126</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA MAISON MERE</b>		<b>222.142.580</b>	<b>215.935.763</b>

**C. ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2010**

en euros	31/12/2009	31/12/2010
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>224.655.540</b>	<b>218.197.889</b>
Actifs disponibles à la vente	306.548.363	-104.679.033
<i>Variation des résultats d'évaluation</i>	<i>301.568.414</i>	<i>-102.894.609</i>
<i>Résultats de vente réalisés via le compte de résultat</i>	<i>4.979.949</i>	<i>-1.784.424</i>
Ecart actuariels sur régime de pension à prestation définie	-44.327.705	5.452.939
Couverture de flux de trésorerie	1.693.024	1.490.053
Impact impôts différés	-58.592.363	43.179.977
<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE - NETS D'IMPOTS</b>	<b>205.321.319</b>	<b>-54.556.064</b>
<b>RESULTAT GLOBAL TOTAL DE L'EXERCICE</b>	<b>429.976.859</b>	<b>163.641.825</b>

**D. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2010**

en euros	Capital souscrit	Réserves consolidées	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres propriétaires société mère	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>Au 1er janvier 2010</b>	<b>173.525.467</b>	<b>1.902.677.607</b>	<b>373.634.559</b>	<b>222.142.580</b>	<b>2.671.980.213</b>	<b>2.874.291</b>	<b>2.674.854.504</b>
Affectation du résultat 2009	-	222.142.580	-	-222.142.580	-	-	-
Résultat net de l'exercice 2010	-	-	-	215.935.764	215.935.764	-	<b>215.935.764</b>
Distribution pour l'exercice 2009	-	-30.000.000	-	-	-30.000.000	-	<b>-30.000.000</b>
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	3.890.861	-	-	3.890.861	-	<b>3.890.861</b>
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	-55.604.571	-	-55.604.571	-	<b>-55.604.571</b>
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	1.057.645	-	1.057.645	-	<b>1.057.645</b>
Autres	-	-558.875	-	-	-558.875	-351.679	<b>-910.554</b>
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>173.525.467</b>	<b>2.098.152.173</b>	<b>319.087.633</b>	<b>215.935.764</b>	<b>2.806.701.037</b>	<b>2.522.612</b>	<b>2.809.223.647</b>

Pour l'exercice 2010, la Banque a affecté 30.000.000 EUR (2009 : 35.000.000 EUR) de son résultat en tant que distribution à l'Etat.

en euros	Capital souscrit	Réserves consolidées	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres propriétaires société mère	Intérêts minori- taires	Total capitaux propres
<b>Au 1er janvier 2009</b>	<b>173.525.467</b>	<b>1.859.640.045</b>	<b>136.198.177</b>	<b>100.819.199</b>	<b>2.270.182.888</b>	<b>2.667.467</b>	<b>2.272.850.355</b>
Affectation du résultat 2008	-	100.819.199	-	-100.819.199	-	-	-
Résultat net de l'exercice 2009	-	-	-	222.142.580	222.142.580	-	<b>222.142.580</b>
Distribution pour l'exercice 2008	-	-35.000.000	-	-	-35.000.000	-	<b>-35.000.000</b>
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	-32.115.063	-	-	-32.115.063	-	<b>-32.115.063</b>
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	236.227.393	-	236.227.393	-	<b>236.227.393</b>
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	1.208.989	-	1.208.989	-	<b>1.208.989</b>
Autres	-	9.333.426	-	-	9.333.426	206.824	<b>9.540.250</b>
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>173.525.467</b>	<b>1.902.677.607</b>	<b>373.634.559</b>	<b>222.142.580</b>	<b>2.671.980.213</b>	<b>2.874.291</b>	<b>2.674.854.504</b>

#### E. TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2010

Trésorerie et équivalents de trésorerie en euros	31/12/2009	31/12/2010
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	618.593.110	1.305.028.589
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	5.446.108.621	4.096.400.667
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	1.265.516.726	491.433.161
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	288.195	790.752
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	903.627.078	703.357.648
Titres détenus jusqu'à échéance	262.154.494	441.613.705
<b>Total</b>	<b>8.496.288.223</b>	<b>7.038.624.523</b>

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès de banques centrales ainsi que tous les avoirs venant à échéance endéans 90 jours.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

### Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

- Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation des actifs et passifs opérationnels :

en euros	31/12/2009	31/12/2010
Intérêts reçus	1.755.642.251	1.006.890.162
Intérêts payés	-1.302.686.012	-640.472.741
Revenus de valeurs mobilières	29.651.226	27.065.592
Commissions reçues	128.616.457	123.581.627
Commissions payées	-29.444.100	-23.750.587
Autres produits d'exploitation	5.455.934	8.911.320
Impôts courants	-26.710.106	-41.990.721
Autres frais généraux administratifs	-236.665.926	-229.460.494
Autres charges d'exploitation	-3.362.189	-1.644.747
<b>Sous-total</b>	<b>320.497.535</b>	<b>229.129.411</b>

- Flux de trésorerie provenant des variations d'actifs opérationnels :

Variations nettes en euros	31/12/2009	31/12/2010
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	2.077.824	-1.322.351
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	921.719.344	355.377.235
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	6.691.165	13.434.006
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	155.686.260	227.966.875
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	-2.054.081.661	-1.206.215.983
Instruments dérivés de couverture	-114.563	7.457.156
Autres actifs	32.030.419	-4.659.689
<b>Sous-total</b>	<b>-935.991.211</b>	<b>-607.962.752</b>

- Flux de trésorerie provenant des variations des passifs opérationnels :

Variations nettes en euros	31/12/2009	31/12/2010
Titres détenus à des fins de transaction - Ventes à découvert	289.321	-122.776
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	1.000.462.834	-809.783.135
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	-2.667.135.428	1.460.211.748
Instruments dérivés de couverture	-516.450	9.162.362
Autres passifs	-231.972.152	-5.939.134
Emissions de titres	2.103.585.300	-433.477.427
<b>Sous-total</b>	<b>204.713.425</b>	<b>220.051.638</b>

**Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles -410.780.251 -158.781.703**

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

en euros	31/12/2009	31/12/2010
Acquisition de titres disponibles à la vente -		
Valeurs mobilières à revenu variable	-15.615.955	-1.134.949
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable - Filiales	-	-
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable -		
Sociétés mises en équivalence	1.076.500	-5.103.587
Acquisition/remboursement de titres détenus jusqu'à échéance	-1.261.078.478	-1.336.137.308
Acquisitions/cessions d'actifs incorporels et corporels	25.833.817	-7.297.246
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	<b>-1.249.784.116</b>	<b>-1.349.673.090</b>

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

en euros	31/12/2009	31/12/2010
Produits de l'émission de passifs subordonnés	-80.993.593	8.771.425
Distribution du résultat	-35.000.000	-30.000.000
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>-115.993.593</b>	<b>-21.228.575</b>
<b>Variation nette</b>	<b>-1.776.561.564</b>	<b>-1.529.683.368</b>

Variation des comptes de trésorerie et des équivalents de trésorerie

en euros	2009	2010
<b>Situation au 1er janvier</b>	<b>10.702.363.814</b>	<b>8.496.288.223</b>
Variation nette de trésorerie	-1.776.561.562	-1.529.683.368
Effet de la variation du taux de change sur la		
trésorerie et les équivalents de trésorerie	-429.514.029	72.019.668
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>8.496.288.223</b>	<b>7.038.624.523</b>

## **F. EXTRAITS DES NOTES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2010**

### **1. Information générale**

Les comptes consolidés sous le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne concernent le groupe dont la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, est la société mère.

Les comptes consolidés ont été approuvés par le Conseil d'administration dans sa séance du 16 mars 2011.

### **2. Principes d'élaboration des comptes consolidés**

#### 2.1 RESPECT DES PRINCIPES GENERAUX IFRS

Les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 2010 ont été établis conformément aux Normes Internationales d'Informations Financières IFRS "International Financial Reporting Standards" adoptées par l'Union européenne.

##### a) Normes nouvelles ou révisées adoptées par le Groupe

Le Groupe n'a pas appliqué, avec effet au 31 décembre 2010, d'adaptation ou de nouvelles normes publiées par le référentiel IFRS.

##### b) Normes nouvelles ou révisées non adoptées par le Groupe

Les normes suivantes, dont l'application est obligatoire à partir du 1er janvier 2010, ont été jugées comme ayant un impact non matériel sur les comptes consolidés. Il s'agit en l'occurrence des normes :

- IFRS 3 (révisée) : "Regroupement d'entreprises",
- IAS 27 (révisée) : "Etats financiers consolidés et individuels",
- IAS 28 (révisée) : "Participations dans des entreprises associées",
- IAS 31 (révisée) : "Participations dans des co-entreprises",
- IFRIC 17 : "Distribution en nature aux actionnaires",
- IFRS 5 (changement) : "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées",
- IAS 1 (changement) : "Présentation des états financiers",
- IFRS 2 (changement) : "Païement fondé sur des actions".

c) Normes nouvelles, révisées ou interprétations qui ne sont pas encore d'application et qui n'ont pas été adoptées anticipativement par le Groupe :

- IAS 38 (changement) : "Actifs incorporels",
- IFRS 9 : "Classification et évaluation des instruments financiers" (non encore adoptée par l'Union européenne).

Les comptes consolidés sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la maison mère et de ses filiales (à l'exception d'une filiale – voir note 2.2.2.), suivant le principe de l'enregistrement au coût historique, respectivement au coût amorti, ajusté à la juste valeur pour l'enregistrement des investissements disponibles à la vente, des actifs financiers détenus à des fins de transaction et des instruments dérivés.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, désignés comme éléments couverts dans le cadre de couvertures à la juste valeur, doivent être ajustés des variations de juste valeur imputables aux risques qui sont couverts.

## 2.2 PRINCIPE DE CONSOLIDATION

### 2.2.1 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent la société mère, les filiales et des entités ad hoc sur lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle effectif sur la gestion et la politique financière et opérationnelle. Les filiales entrent dans le périmètre de consolidation dès la date d'acquisition qui représente la date à partir de laquelle l'acquéreur a le pouvoir de diriger les politiques financières. Elles sortent de ce périmètre le jour où ce contrôle cesse.

La consolidation n'a pas généré de "goodwill" puisque les filiales sont détenues par le Groupe depuis leur création.

L'acquisition est comptabilisée à son coût, à savoir le montant de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie versé qui représente la juste valeur augmenté de tous les coûts directement attribuables à l'acquisition. Les soldes intra-groupe et les transactions intra-groupe ainsi que les profits latents en résultant sont intégralement éliminés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe sont également éliminées à moins que le coût ne puisse pas être recouvré.

Si un membre du groupe utilise des méthodes comptables différentes de celles adoptées dans les comptes consolidés, des ajustements appropriés sont apportés à la filiale afin de rester conforme aux méthodes comptables appliquées par le Groupe.

Si les comptes consolidés d'une société sont établis à des dates de clôture différentes du Groupe, des ajustements sont effectués pour prendre en compte les effets des transactions et autres événements significatifs qui se sont produits entre ces dates de clôture et celle de la mère.

La part des sociétés minoritaires dans les capitaux propres est identifiée sur une ligne distincte. De même, la part des sociétés minoritaires dans le résultat de l'exercice est identifiée sur une ligne distincte.

#### *2.2.1.1 Filiales consolidées par intégration globale*

Les comptes consolidés enregistrent les actifs, les passifs ainsi que les produits et charges du Groupe et de ses filiales. Une filiale est une société dans laquelle le Groupe détient au moins 50% des droits de vote ainsi que toutes sociétés sur lesquelles le Groupe a le pouvoir d'exercer, directement ou indirectement, un contrôle dominant qui lui permet de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise.

#### **Les filiales entrant dans le périmètre de consolidation :**

Désignation	% des droits de vote
Lux-Index US Advisory S.A.	79,63
Lux-Pension Advisory S.A.	82,63
Lux-Investment Advisors S.A.	90,00
Lux-World Fund Advisory S.A.	87,70
Lux-Croissance Advisory S.A.	86,37
Luxcash Advisory S.A.	85,67
Lux-Garantie Advisory S.A.	85,43
Lux-Protect Fund Advisory S.A.	88,63
Luxbond Advisory S.A.	92,57
BCEE Ré S.A.	99,90
Bourbon Immobilière S.A.	99,90
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A.	99,90

A noter que la filiale Lux-Investment Advisors S.A. a changé de dénomination sociale en date du 1er janvier 2011 et porte dorénavant la dénomination BCEE Asset Management S.A..

#### *2.2.1.2 Entreprises associées mises en équivalence*

Les entreprises associées où le Groupe détient une influence notable sont enregistrées suivant la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable se caractérise par le pouvoir du Groupe de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'en obtenir une partie significative des avantages économiques. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, 20% ou plus des droits de vote.

Les entreprises associées sont enregistrées au coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition. Le compte de résultat du Groupe reflète la quote-part de l'investisseur dans les résultats de l'entreprise détenue.

La consolidation par mise en équivalence cesse lorsque le montant de la participation est réduit à zéro, à moins que le Groupe ne doive reprendre à son compte ou garantir des engagements de la société associée.

En date du 31 décembre 2010, les fractions du capital détenues par le Groupe dans les sociétés de licences VISALUX et EUROPAY Luxembourg ont légèrement changé suite à une réallocation des parts détenues. Il est toutefois prévu que les activités d'"acquiring" et d'"issuing" seront reprises par CETREL S.A., respectivement par les banques de la place, entraînant la dissolution des deux sociétés à moyen terme.

Le périmètre des entreprises associées mises en équivalence a été élargi avec la création de la société BioTechCube S.A. en date du 16 juin 2010. Le capital de cette société est mis à disposition à parts égales par la BCEE et par la S.N.C.I.. Elle est gérée par un Conseil d'administration composé d'au moins trois administrateurs, dont un issu du Ministère de l'Economie et du Commerce Extérieur. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée des actionnaires à partir d'une liste de candidats proposés par les actionnaires fondateurs. Au 31 décembre 2010, la BCEE compte un administrateur sur les trois au conseil d'administration de la société. L'objet social de cette société est l'investissement dans le domaine de la médecine, de la médecine personnalisée, de la technologie ou le développement économique en relation avec le secteur des soins de santé.

#### Les entreprises associées du Groupe :

Entreprises associées	Fraction du capital détenu en %
<b>Participations directes</b>	
Société Nationale de Contrôle Technique S. à r. l.	20,00
Bourse de Luxembourg	22,74
Parking Théâtre	26,23
Visalux	35,46
Europay Luxembourg	27,90
La Luxembourgeoise	40,00
La Luxembourgeoise-Vie	40,00
BioTechCube Luxembourg	50,00
<b>Participations indirectes</b>	
Pecoma International	33,33
EFA Partners	29,05

La position totale dans la société Luxair est de 21,81% par rapport au capital de Luxair. Le Groupe considère qu'il n'exerce pas d'influence notable étant donné que le Groupe a acquis 8,4% du capital de Luxair au cours du 3ème trimestre 2008 dans le but de revente à moyenne échéance. La position totale est renseignée sous la rubrique "Titres disponibles à la vente – valeurs mobilières à revenu variable" et est évaluée à la juste valeur par le biais de la "réserve de réévaluation".

### 2.2.2 Conversion de change suite à la consolidation

Dans les comptes consolidés, les postes du bilan de l'unique entreprise en monnaie étrangère consolidée (Lux-Index-US Advisory) sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe (euro) au cours de clôture de l'exercice. Les éléments de produits et de charges provenant de la filiale qui est libellée en dollar US sont convertis sur base d'un cours moyen de la période.

Les résultats de conversion dégagés par la consolidation sont enregistrés directement dans les fonds propres ce qui assure leur neutralité sur les résultats comptables. En cas de cession de l'entreprise, ils seront reconnus en tant que bénéfice ou perte par l'enregistrement au compte de résultat.

## 3. Information sectorielle

Le Groupe fournit une information sectorielle basée sur son organisation interne et sur son système d'information financier interne ("management view") conformément à la norme IFRS 8.

### 3.1 SECTEUR D'ACTIVITÉS

Les activités du Groupe sont regroupées en segments significatifs ayant des caractéristiques de rentabilité et de risque homogènes. Les segments regroupent des ensembles cohérents de produits s'adressant à des clients et contreparties de même nature. Les métiers ainsi définis sont gérés de manière séparée et font l'objet d'organisations spécifiques dans l'organigramme du Groupe BCEE. Ils se présentent de la manière suivante :

- Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public : le métier reprend toutes les activités de dépôts, de crédit, de conseil et de nature transactionnelle liées à cette clientèle en dehors des affaires traitées directement par la salle des marchés. D'un point de vue organisationnel, ces activités relèvent des départements "Particuliers et Professionnels" et "Entreprises et Secteur Public".

- Banque des Marchés et des Fonds d'Investissements : il s'agit des activités de Trésorerie, de "Trading", d'"Asset and Liability Management", de "Customer Desk" et administration et gestion d'organismes de placement collectif. D'un point de vue organisationnel, ces activités relèvent des départements "Banque des Marchés" et "Fonds d'Investissement".
- Autres : sont reprises ici toutes les activités de "Back-office" et de support ainsi que les revenus sur participations non affectables à un métier et les coûts non attribuables à un métier sur une base raisonnable.

Les résultats des différentes activités incluent les transactions entre les différentes entités. Ces transactions sont valorisées à un prix se référant au marché pour les transactions de financement et de remplacement entre métiers. Les prestations de type "back-office" sont valorisées à un prix se référant au marché lorsque de tels prix sont disponibles.

L'écart entre la somme des chiffres des différents segments et les comptes consolidés globaux du Groupe provient des éléments suivants :

- Marge d'intérêts : l'écart entre la marge d'intérêts allouée sur les métiers et la marge totale provient de divergences de méthodes de valorisation des transactions internes entre la Banque des Marchés d'une part et les autres segments d'autre part.

De même, la marge d'intérêts commerciale inclut des revenus d'écarts de valeur valorisés selon une méthode favorisant la dynamique commerciale.

Une autre différence provient d'un mécanisme de valorisation conventionnel de la marge sur prêts à taux sociaux. Cette méthode est intégrée à la "management-view" et a pour objectif de ne pas pénaliser les points de vente distribuant ces produits.

En 2010, l'écart sur la marge se trouve en-dessous du seuil de matérialité défini par le Groupe.

- Commissions : la différence de réconciliation est constituée par la somme des commissions non directement attribuables à un métier. Le Groupe BCEE considère que le coût de développement pour l'attribution de ces flux à un métier excéderait le bénéfice d'obtention de cette information.
- Les actifs et les dettes sont valorisés selon les règles IFRS valables pour le reporting global.

Les créances et les dettes brutes à la clientèle du métier "Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public" sont reprises pour leur montant moyen annuel et non pour leur montant de fin d'année. Cette présentation correspond à la "management view".

L'écart de réconciliation de l'actif et du passif provient de la prise en compte d'encours moyens vis-à-vis des encours fin de période, des actifs sur la clientèle non attribuables à un métier et des actifs non répartis sur les métiers (comptes transitoires, actifs et passifs fiscaux, comptes internes).

### 3.2 INFORMATION GEOGRAPHIQUE

L'entièreté des opérations réalisées par le Groupe BCEE est exécutée à partir du Grand-Duché de Luxembourg.

### 3.3 INFORMATION SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Le Produit net bancaire (PNB) du Groupe se décompose entre ces produits principaux :

- Dépôts des particuliers, des professionnels, des entreprises et du secteur public ;
- Prêts et Crédits des particuliers, des professionnels, des entreprises et du secteur public ;
- Autres produits des particuliers, des professionnels, des entreprises et du secteur public ;
- Autres produits.

Le PNB est valorisé en tenant compte des refacturations d'intérêts et de commissions entre métiers.

### 3.4 INFORMATION SUR LES CLIENTS IMPORTANTS

Aucun client ni aucun groupe de clients consolidé ne génère plus de 10% du PNB du Groupe BCEE.

31.12.2010 Milliers d'euros	Banque des Particuliers, Professionnels, Entreprises et du Secteur Public	Banque des marchés et des fonds d'investissement	Autres	Réconciliation	Total
Marge nette d'intérêts	229.845	179.949	6.637	-38.507	377.923
Revenus de valeurs mobilières	-	10.235	16.830	-	27.066
Commissions	28.381	13.802	57.648	-	99.831
<i>Commissions externes</i>	59.766	32.114	7.951	-	99.831
<i>Commissions internes</i>	-31.385	-18.313	49.697	-	-
Résultat sur instruments financiers et sur change	4.533	-849	2.169	-	5.853
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>262.759</b>	<b>203.137</b>	<b>83.284</b>	<b>-38.507</b>	<b>510.672</b>
Autres produits et charges d'exploitation	-	-464	7.731	-	7.267
<b>Produit Bancaire</b>	<b>262.759</b>	<b>202.673</b>	<b>91.015</b>	<b>-38.507</b>	<b>517.939</b>
Frais généraux et corrections de valeurs sur actifs corporels et incorporels	-147.585	-24.421	-90.009	1	-262.014
Corrections de Valeur et impairment nettes	-6.917	15.443	-	1	8.527
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>108.257</b>	<b>193.695</b>	<b>1.006</b>	<b>-38.506</b>	<b>264.452</b>
Impôt sur le résultat et impôts différés	-	-	-61.121	-	-61.121
Intérêts minoritaires/ Résultat de MEE	-	-1.996	14.601	-	12.605
<b>Résultat</b>	<b>108.257</b>	<b>191.699</b>	<b>-45.514</b>	<b>-38.506</b>	<b>215.936</b>
<b>Actifs</b>	<b>17.183.057</b>	<b>19.098.495</b>	<b>2.307.463</b>	<b>-653.536</b>	<b>37.935.479</b>
<b>Passifs</b>	<b>20.419.331</b>	<b>12.757.379</b>	<b>4.246.880</b>	<b>511.889</b>	<b>37.935.479</b>

31.12.2009 Milliers d'euros	Banque des Particuliers, Professionnels, Entreprises et du Secteur Public	Banque des marchés et des fonds d'investissement	Autres	Réconciliation	Total
Marge nette d'intérêts	217.115	226.052	9.601	-30.510	422.258
Revenus de valeurs mobilières	-	9.478	20.173	-	29.651
Commissions	27.554	13.129	58.489	-	99.172
<i>Commissions externes</i>	55.973	33.936	9.263	-	99.172
<i>Commissions internes</i>	-28.418	-20.807	49.226	-	-
Résultat sur instruments financiers et sur change	3.231	9.391	1.449	-	14.070
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>247.900</b>	<b>258.051</b>	<b>89.712</b>	<b>-30.510</b>	<b>565.152</b>
Autres produits et charges d'exploitation	-	-410	2.504	-1	2.093
<b>Produit Bancaire</b>	<b>247.900</b>	<b>257.640</b>	<b>92.216</b>	<b>-30.510</b>	<b>567.245</b>
Frais généraux et corrections de valeurs sur actifs corporels et incorporels	-147.136	-23.770	-91.625	-	-262.530
Corrections de Valeur et impairment nettes	-19.404	-42.936	-5.338	-	-67.677
Autres	-	-	649	-	649
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>81.360</b>	<b>190.935</b>	<b>-4.097</b>	<b>-30.510</b>	<b>237.687</b>
Impôt sur le résultat et impôts différés	-	-	-37.368	-	-37.368
Intérêts minoritaires/ Résultat de MEE	-	-2.059	23.882	-	21.823
<b>Résultat</b>	<b>81.360</b>	<b>188.877</b>	<b>-17.584</b>	<b>-30.510</b>	<b>222.142</b>
<b>Actifs</b>	<b>16.175.883</b>	<b>20.068.417</b>	<b>2.709.610</b>	<b>-1.312.459</b>	<b>37.641.451</b>
<b>Passifs</b>	<b>20.162.357</b>	<b>14.829.077</b>	<b>4.842.139</b>	<b>-2.192.122</b>	<b>37.641.451</b>

PNB	Milliers d'euros 31.12.2009	Milliers d'euros 31.12.2010
Dépôts des clients particuliers, professionnels, entreprises et secteur public	84.955	95.807
Prêts et crédits des clients particuliers, professionnels, entreprises et secteur public	107.035	115.582
Autres produits des clients particuliers, professionnels, entreprises et secteur public	56.581	51.370
Autres produits	319.503	247.914





*Nadine OLINGER, Centre Financier Walferdange*

# 4

## ORGANISATION DE LA BANQUE

A.	ORGANIGRAMME	186
B.	RESEAU DES AGENCES	187



*Alessandro FORESTI, Service Crédits*

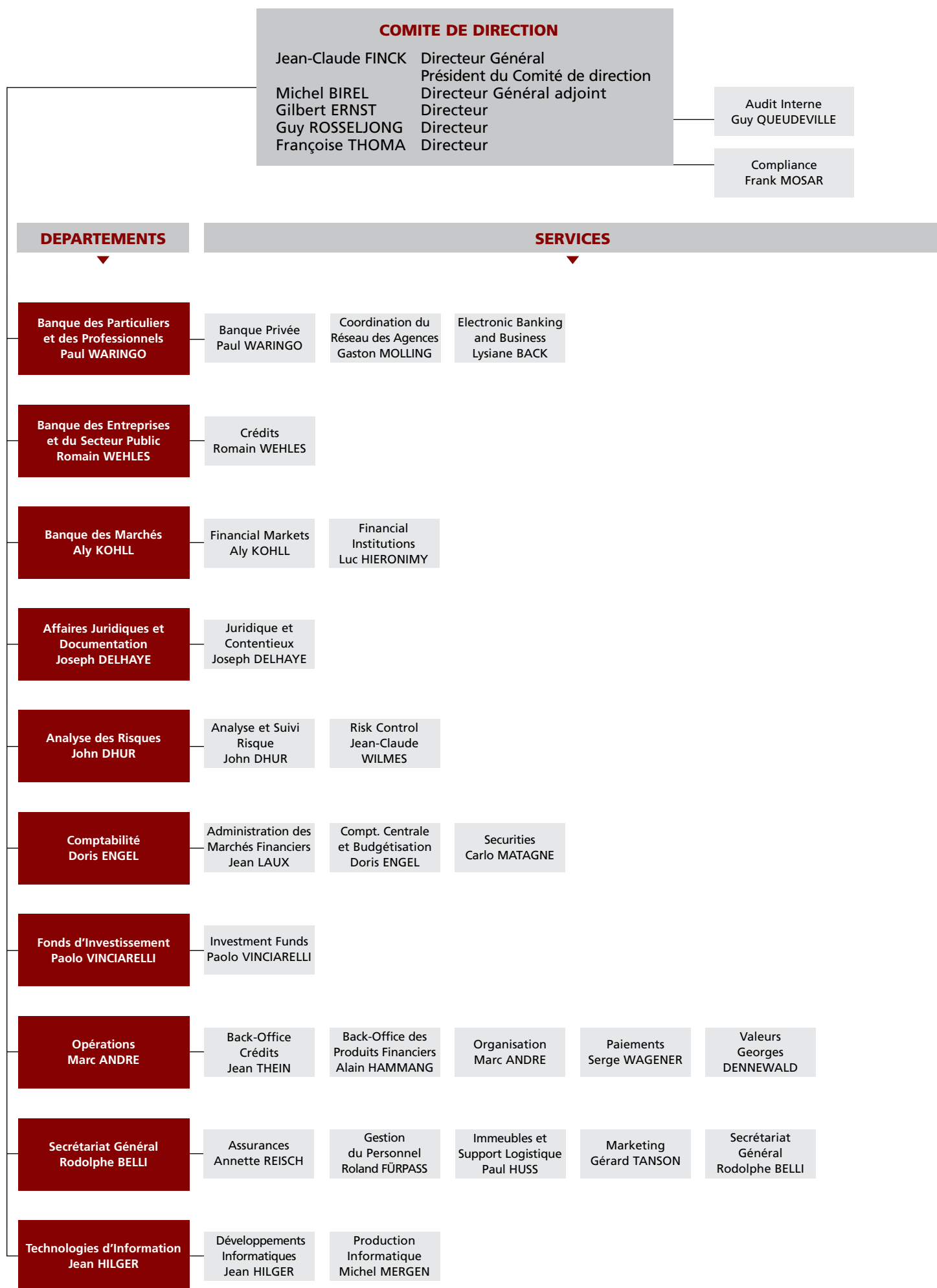


*Nadine BEREND, Centre Financier Place de Metz*



*Paul GLOESENER, Centre Financier Ettelbruck*

## A. ORGANIGRAMME (au 31.12.2010)



**B. RESEAU DES AGENCES**

	Téléphone
<b>Centre Financier Auchan</b>	<b>M. Christian HOSCHEID</b> <b>Chef du Centre Financier</b> <b>4015-9300</b>
Auchan	4015-9300
B.E.I.	4015-9330
Centre Européen	4015-9370
Cents	4015-9380
Cour de Justice	4015-9350
Monnet	4015-9340
Niederanven	4015-9390
Sandweiler	4015-9400
<b>Centre Financier Bascharage</b>	<b>M. Paul BECKER</b> <b>Chef du Centre Financier</b> <b>4015-7630</b>
Bascharage	4015-7630
Differdange	4015-7600
Niederkorn	4015-7610
Pétange	4015-7650
Rodange	4015-7670
<b>Centre Financier Diekirch</b>	<b>M. Serge DOHM</b> <b>Chef du Centre Financier</b> <b>4015-7850</b>
Diekirch	4015-7850
Larochette	4015-7900
Vianden	4015-7880
<b>Centre Financier Dudelange</b>	<b>M. Robert GRETHEN</b> <b>Chef du Centre Financier</b> <b>4015-7550</b>
Bettembourg	4015-7580
Dudelange	4015-7550
Dudelange/Niddeschgaass	4015-7560
Kayl	4015-7700
Réiserbann	4015-7680
Rumelange	4015-7710

**Centre Financier Echternach**

**M. Charles WEISS**  
**Chef du Centre Financier**  
**4015-7220**  
 Beaufort 4015-7260  
 Echternach 4015-7220  
 Junglinster 4015-7250

**Centre Financier Esch/Alzette**

**M. André CAREGARI**  
**Chef du Centre Financier**  
**4015-7300**  
 Belval-Plaza 4015-7470  
 Belvaux 4015-7400  
 Esch/Alzette 4015-7300  
 Esch/Lallange 4015-7410  
 Esch/Nord 4015-7420  
 Esch/Rue de l'Alzette 4015-7440  
 Foetz 4015-7490  
 Mondercange 4015-7500  
 Schiffange 4015-7450

**Centre Financier Ettelbruck**

**M. Marcel URBE**  
**Chef du Centre Financier**  
**4015-7940**  
 Colmar-Berg 4015-7980  
 Ettelbruck 4015-7940  
 Redange/Attert 4015-7950  
 Useldange 4015-7960

**Centre Financier Gasperich**

**M. Thomas BIESDORF**  
**Chef du Centre Financier**  
**4015-9000**  
 Bonnevoie 4015-9100  
 Cloche d'Or 4015-9040  
 Gasperich 4015-9000  
 Hesperange 4015-9080  
 Hollerich 4015-9050  
 Howald 4015-9090

**Centre Financier Grevenmacher**

Grevenmacher  
 Mondorf-les-Bains  
 Remich  
 Wasserbillig  
 Wormeldange

**M. Daniel DOLINSKI**  
**Chef du Centre Financier**  
**4015-7750**  
 4015-7750  
 4015-7820  
 4015-7800  
 4015-7770  
 4015-7780

**Centre Financier Mamer**

Bertrange  
 Bertrange-Concorde  
 Capellen/Namsa  
 Mamer  
 Steinfort  
 Strassen

**M. Paulo GOMES DA SILVA**  
**Chef du Centre Financier**  
**4015-7050**  
 4015-7110  
 4015-7100  
 4015-7080  
 4015-7050  
 4015-7090  
 4015-7010

**Centre Financier Niederwiltz**

Niederwiltz  
 Pommerlach  
 Rombach-Martelange  
 Wiltz

**M. Marcel THOMMES**  
**Chef du Centre Financier**  
**4015-9500**  
 4015-9500  
 4015-9530  
 4015-9510  
 4015-9550

**Centre Financier Place de Metz**

Avenue du X Septembre  
 Centre  
 Gare  
 Grand-Rue/Centre Neuberg  
 Knuedler  
 Limpertsberg  
 Merl/Belair  
 Place de Metz

**M. Marco NIES**  
**Chef du Centre Financier**  
**4015-3902**  
 4015-9150  
 4015-9190  
 4015-9200  
 4015-9240  
 4015-9270  
 4015-9170  
 4015-9120  
 4015-3902

**Centre Financier Walferdange**

**M. Paul SCHINTGEN**  
**Chef du Centre Financier**  
**4015-9440**  
4015-7030  
4015-9460  
4015-9450  
4015-9440

Bridel  
Lintgen  
Mersch  
Walferdange

**Centre Financier Weiswampach/Wemperhardt**

**M. Roland LEYDER**  
**Chef du Centre Financier**  
**4015-7150**  
4015-7200  
4015-7180  
4015-7170  
4015-7150

Clervaux  
Hosingen  
Troisvierges  
Weiswampach/Wemperhardt



*Daniela CATARINELLA, Centre Financier Auchan, Agence Centre Européen*



*Eric FRONDIZI, Centre Financier Mamer, Agence Bertrange*



*Yves ROGER, Centre Financier Walferdange*



*Sven HARTZ, Centre Financier Bascharage*



*Nadine PETERS, Centre Financier Bascharage*



*Paul BECKER, Centre Financier Bascharage*



*Alain THINES, Service Private Banking*



*Nicole PIER, Centre Financier Grevenmacher, Agence Mondorf-les-Bains*



*Jean-Luc BERMES, Service Crédits*



*Gilles PRIM, Service Crédits*



*Claude BETTENDORFF, Service Private Banking*



*Jean HAVE, Centre Financier Dudelange, Agence Kayl*



*Philippe HENNES, Service Crédits*



*Romain HOFFMANN, Service Crédits*



*Nadine OLINGER, Centre Financier Walferdange*



*Norbert BRAUSCH, Service Crédits*



*Claude MURGILAS, Centre Financier Walferdange*



*Marcel URBE, Centre Financier Ettelbruck*



*Jacques REUTER, Centre Financier Dudelange, Agence Bettembourg*



*Marc LANG, Centre Financier Bascharage, Agence Pétange*



*Steve MATHEKOWITSCH, Centre Financier Grevenmacher*



*Georges FELTGEN, Service Private Banking*



*Doris WADLE, Service Crédits*



*Massimo ZUCCOLI, Service Crédits*



*Lynn EVEN, Centre Financier Place de Metz*



*Frédéric BREVER, Centre Financier Auchan*



*Georges SCHROEDER, Centre Financier Place de Metz, Agence Merl-Belair*



De gauche à droite : Tatiana SCHMITZ, Raoul LOUDVIG, Danièle KOSEL-MULLER, Service Marketing



Flavie HENGEN, Service Marketing

**Photos :** Claudine Bosseler, pages 2 et 4 (CD de la BCEE)  
 Service Marketing, pages 2 (CA de la BCEE) et 9  
 ainsi que tous les portraits des conseillers BCEE  
 Vincent Merx, page 23  
 Christof Weber, page 183

**Layout :** Service Marketing

**Impression :** Imprimerie Saint-Paul,  
 Luxembourg

**Editeur :** Banque et Caisse d'Épargne de l'État,  
 Luxembourg  
 Etablissement Public Autonome  
 Siège Central : 1, Place de Metz  
 L-2954 Luxembourg  
 Tél. : 4015-1, Fax : 4015-2099  
 BIC : BCEEULL  
 R.C.S. Luxembourg B 30775  
**www.bcee.lu, tél. : (+352) 4015-1**